

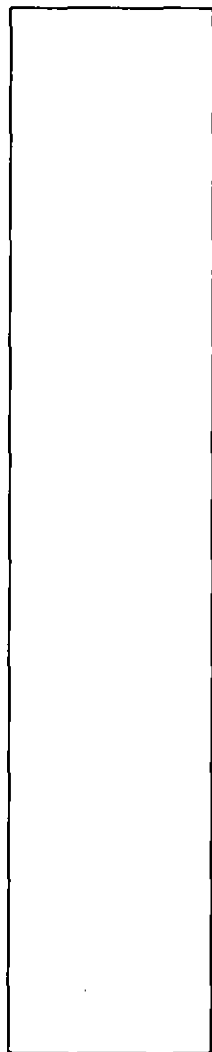
FRANCE

oo

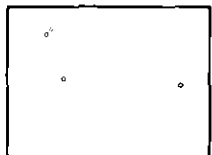
N° 62-63 - MARS 1965

5 F

FORUM



**L'autre
Amérique**



Un animal politique : Winston CHURCHILL

AU cours de sa longue et effervescente existence, Winston Churchill a pu écrire roman, livres d'histoires ou Mémoires, s'exercer au journalisme ou à la peinture, mais c'était pour meubler les vides, occuper les intervalles, dépenser en divertissements une vitalité politiquement inemployée, car l'homme, type exemplaire et inimitable d'animal politique, doué aussi bien pour le débat que pour le combat, ne vivait que dans et pour la politique, et ne savait être heureux que s'il possédait la réalité et les prestiges du pouvoir. Certes sa personnalité exceptionnelle, méconnue et incommode dans la banalité des jours ordinaires, ne pouvait faire connaître à l'histoire toutes ses ressources que par la rencontre d'une occasion insolite et tragique. Et en cela sont parents les destins de Winston Churchill et de ce Charles de Gaulle, auquel le héros mort doit la plus simple et la plus juste de ses oraisons funèbres : « Dans le grand drame, il a été le plus grand ».

Churchill a pleinement mérité ce jugement que son auteur n'a pas énoncé sans y avoir quelque mérite. Grand parce que, au moment le plus sinistre de l'orage, alors que grâce aux complicités stalinienne et à la victoire de ses armes, l'abomination nazie soumettait à sa loi une moitié d'Europe, Churchill a refusé de plier et de composer, et compensant la pénurie de ses forces par la force de l'âme, il a maintenu la Grande-Bretagne seule, sans allié, dans la résistance armée à Hitler, répondant par une résolution totale à la menace de guerre totale. Et jamais la cause de la liberté et de la démocratie n'a tant dû à un seul homme. Et, par un bonheur insigne, Churchill a sauvé la vie d'une certaine forme de civilisation sans rien retrancher à ses raisons de vivre, en respectant tous les mécanismes d'un gouvernement parlementaire, en informant régulièrement de la vérité des choses, fussent-elles dures à entendre, le peuple et les représentants du peuple, sans jamais se permettre de mystifier l'opinion publique et d'entreprendre autoritairement sur les libertés essentielles. Et cette façon de mener la guerre en se gardant de sacrifier la raison démocratique à la raison d'État fut aussi un éminent service rendu à la cause de la démocratie, et une autre face de la grandeur de Churchill. L'ennemi pensait, dans son arrogance idéologique, que la démocratie était dans un peuple une maladie que la guerre devait rendre mortelle, et dont une nation devait être tentée de se débarrasser pour survivre. Churchill a fait la preuve qu'il n'est pas nécessaire de prendre les mœurs fascistes pour vaincre le fascisme, remportant ainsi sur les systèmes totalitaires une victoire plus décisive encore que celles des armes.

Ici apparaît l'originalité unique de Churchill. Nombre de grands hommes de l'histoire ont comme lui fait

ce qu'ils ont voulu et voulu ce qu'ils ont fait, mais sans être toujours des tyrans, ils ont fait éclater les normes politiques reçues et rebâti pour les construire à leur taille le droit, les régimes, les constitutions. En France, cette race de grands hommes s'est appelée tour à tour Richelieu qui pour la mieux servir bouleverse la tradition monarchique par l'instauration d'une toute-puissance ministérielle, ou Bonaparte qui invente l'Empire sous prétexte d'achever et de réaliser la Révolution, ou enfin le général de Gaulle qui lorsqu'il sauve l'État ou la République s'emploie à leur donner une figure monarchique. Rien de pareil chez Churchill qui n'a pas estimé médiocres et offensantes pour son génie les institutions et les structures de son pays, dont il n'a pas changé d'un iota les lois fondamentales, qui n'a pas fabriqué quelque transposition anglaise du consulat ou de la dictature, accordée à la double grandeur de son destin et de la conjoncture. Ainsi, et c'est une leçon de philosophie politique, une personnalité hors du commun a pu s'affirmer pleinement sans briser les mesures communes d'une civilisation démocratique.

Ce conservateur n'était pourtant pas d'humeur à s'accommoder de ce qu'il peut y avoir de vulgarité et de prosaïsme dans une démocratie moderne. Ce descendant de Malbrough se voulait contemporain de toutes les gloires défuntes du passé anglais ; il était par beaucoup de côtés un élisabethain, un homme du 16^e siècle et il ressemble à cet Henry V, héros de la plus patriotique des pièces shakespeariennes, qui force la fortune dans un style de truculence, de courage lucide, de dignité princière sans illusions. Churchill savait les faiblesses des démocraties occidentales, et premièrement de la Grande-Bretagne, qui devant la montée des périls avait montré tant d'aveuglement et de lâche passivité. Il avait été très profondément blessé de se trouver, la guerre à peine achevée, congédié par le suffrage universel, et il avait maudit à grand fracas l'ingratitude du peuple britannique, et dépensé une verve polémique parfois un peu grosse contre la politique de l'adversaire travailliste. Mais il n'a jamais mis en question, même et surtout lorsqu'il en a été victime, les institutions représentatives et les lois de la démocratie. Les Communes étaient pour lui un lieu sacré, le temple des libertés britanniques. On sait qu'ailleurs les grands hommes s'accommoderaient mal d'une telle religion. Il se peut qu'avec l'enterrement de Churchill une certaine Angleterre ait célébré ses propres funérailles. Au moins demeurera l'image exemplaire de l'animal politique de grande race qui sut donner à la démocratie menacée et bafouée un visage d'énergie, d'honneur et d'héroïsme.

FRANCE FORUM

SOMMAIRE

N° 62-63 - MARS 1965 - 5 F

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

68, rue de Rennes - Paris (VI)

C.C.P. Paris 14-788-84 — Tél. : LIT. 68-93

Prix de vente au numéro 2 F 50

Abonnement : 8 numéros par an. 20 F

Abonnement de soutien 25 F

L'AUTRE AMERIQUE

<i>L'Amérique latine, présentée par des Latino-Américains,</i> PAR HENRI BOURBON	2
<i>La Révolution dans la liberté,</i> PAR LE PRESIDENT EDUARDO FREI MONTALBA	3
<i>Education, Culture et Développement économique en Amérique latine,</i> PAR PAULO DE TARSO	9
<i>Panorama des mouvements politiques en Amérique latine,</i> PAR BENJAMIN MIGUEL	11
<i>La Réforme agraire et le Développement économique,</i> PAR VICTOR GIMENEZ UANDINEZ	18
<i>Le Syndicalisme en Amérique latine,</i> PAR EMILIO MASPERO	24
<i>Amérique latine et Communauté européenne,</i> PAR FRANCO MONTORO	32
<i>L'Amérique latine au carrefour de la démocratie et de la dictature,</i> PAR ROBERTO SAVIO	39
<i>Un Continent pétri de cultures,</i> PAR ANDRE CAMP	42
<i>Deux grandes figures des lettres hispano-américaines,</i> PAR JEAN CAMP	44
<i>Esquisse de la poésie brésilienne contemporaine,</i> PAR MARCEL DANY	46
<i>Un Poème huitoto de la période préhispanique, Un poème aztèque.</i>	48
<i>POEMES de : Jaime Torres Bodet, Elvio Romero, Nicolas Guillen, Pablo Neruda, Eduardo Cote Lamus, Antonio de Undurraga, Vinicius de Moraes, Dante Milano, Antonio Tavares Bastos.</i>	50
<i>La Vie musicale en Amérique latine,</i> PAR CLAUDE SAMUEL	59
<i>Des Conquistadores aux Vingt Républiques,</i> PAR JACQUES JAUBERT	60
<i>Le Décalogue de la lutte contre la faim,</i> PAR JOSUE DE CASTRO	66
<i>Les Aztèques et les Incas,</i> PAR HENRI MARSAN	68
<i>Un Nouveau Monde,</i> PAR ETIENNE BORNE	70

L'AMÉRIQUE LATINE PRÉSENTÉE PAR DES LATINO-AMÉRICAINS

LES seuls mots d'Amérique Latine font naître une floraison d'images : les grandes villes aux architectures modernistes, les villages qui crient l'antique misère, l'immense forêt tropicale où des Indiens vivent à l'état sauvage, les plus belles baies du monde, les sierras enneigées, les vastes pampas balayées par le vent et parcourues par les troupeaux de bœufs et de moutons, les riches plantations de café, de coton, de canne à sucre, les terres désolées de Patagonie, les prestigieux vestiges d'anciennes civilisations, le temps des conquistadores et celui des bandeirantes, l'exubérance baroque du siècle d'or, les « peones » mal nourris, mal vêtus, mal logés, les milliardaires aux demeures fastueuses, les chauds rivages des Caraïbes, le littoral froid des mers australes, les armées toujours disponibles pour quelque « pronunciamento », les chevauchées des gauchos, les chants et les danses d'un carnaval célèbre... L'Amérique Latine c'est tout cela, mais cette Amérique aux vingt républiques c'est aussi et surtout un continent explosif, une région en voie de développement dont les structures inadaptées sont mises en cause par les éléments les plus dynamiques de la population.

Par de nombreux ouvrages, études, enquêtes, les Français connaissent l'Amérique Latine telle que la voient d'autres Français. « France-Forum » a pensé qu'il serait intéressant de demander à des Latino-Américains de présenter eux-mêmes leur propre continent et de nous exposer comment ils voient et vivent leurs propres problèmes. Les personnalités qui ont bien voulu accepter de collaborer à ce numéro spécial (qui constitue une double livraison) sont des hommes engagés qui ont assumé et assument des responsabilités importantes dans l'ordre politique, économique, social et qui, affrontés à de grandes difficultés, s'emploient à les résoudre courageusement. Lutte contre l'analphabétisme et contre la faim, opposition à la mise sous tutelle de l'économie par les sociétés capitalistes étrangères, réforme agraire, promotion humaine, réalisation des infrastructures indispensables à la modernisation, intégration raciale et économique du continent, élimination des oligarchies et du militarisme de pronunciamientos, liquidation des structures archaïques, industrialisation, construction d'une société démocratique où soit respectée la volonté du peuple et assurée sa participation à la vie publique. Ces hommes appartiennent à la tendance démocrate chrétienne. Ils ne cachent pas leur volonté de réaliser, par une révolution pacifique, la transformation profonde de l'état de choses actuel. La démocratie chrétienne apparaît en effet aujourd'hui, en Amérique Latine, comme une force jeune et dynamique capable d'empêcher le communisme et le castrisme de monopoliser les aspirations des masses au progrès et dont on souhaite qu'elle sache imposer aux intérêts et aux préjugés les ruptures et les mutations nécessaires.

Eduardo Frei, qui trace ici un tableau socio-économique de l'Amérique Latine, des problèmes qui s'y posent et des solutions qui s'y imposent a été élu Président de la République du Chili en septembre 1964.

Journaliste, écrivain, avocat, le Président Eduardo Frei est né en 1911 ; sa famille appartenait à la classe moyenne et il a dû travailler pour payer ses études à l'Université. De 1941 à 1946 Eduardo Frei assuma la lourde charge de présider son parti qui fut fondé en 1939 sous le nom de Falange Nacional ; Eduardo Frei ne cessa pas de mener de durs combats politiques jusqu'à son élection à la Présidence de la République. En 1945, Eduardo Frei fut ministre des Travaux Publics sous la présidence de Juan Antonio Rios. En 1949 il fut élu sénateur par deux provinces du

Nord, puis en 1957 par la capitale, Santiago du Chili. Aux élections présidentielles de 1953, le démocrate chrétien Eduardo Frei Montalva arriva en troisième place, après le candidat de la droite Jorge Alessandri, élu président, et le candidat des socialistes et des communistes, Salvador Allende.

Le peuple chilien, aux élections législatives du 7 mars 1965, a confirmé les espoirs qu'il plaçait dans le Président Frei et dans son programme de réformes en donnant la majorité absolue au parti démocrate-chrétien.

La nécessité d'une grande politique d'éducation et de culture est soulignée par Paulo de Tarso qui fut maire de Brasilia pendant le gouvernement Janio Quadros. Député, Paulo de Tarso devint ministre de l'Education du Brésil dans le gouvernement Goulart, dont il démissionna ensuite, estimant sa politique de réformes trop timide. Lors du coup d'Etat qui renversa Joao Goulart, Paulo de Tarso fut arrêté et emprisonné ; privé pour dix ans de ses droits politiques, il vit aujourd'hui en exil au Chili.

Benjamin Miguel décrit les grands courants politiques qui partagent l'Amérique Latine. Benjamin Miguel est professeur à l'Université de La Paz. Ancien député au Parlement bolivien, il fut nommé, après le coup d'état de novembre 1964, secrétaire général du Comité Populaire Révolutionnaire de Bolivie, organisation qui réunit la quasi-totalité des partis politiques, des syndicats et des groupements d'étudiants, opposés à la dictature du Président Paz.

La question essentielle de la Réforme Agraire est traitée par le Docteur Victor Gimenez Landinez, avocat, qui fut l'un des fondateurs du Parti social chrétien du Venezuela, Victor Gimenez Landinez fut ministre de l'Agriculture du gouvernement de Romulo Betancourt et, à ce titre, il appliqua la Réforme Agraire dont il avait été l'un des auteurs. Ancien vice-président de la F.A.O., ancien ambassadeur du Venezuela en Italie, Gimenez Landinez est maintenant expert à la F.A.O.

Il revenait à Emilio Maspero d'exposer la situation du syndicalisme en Amérique Latine. Argentin, ancien mécanicien tourneur, Emilio Maspero est le jeune secrétaire général de la Confédération latino-américaine des syndicats chrétiens qui groupe environ 5 millions d'adhérents. Emilio Maspero fut un des organisateurs du syndicalisme chrétien au Venezuela, et il réside actuellement à Santiago du Chili, siège de la C.L.A.S.C.

Les relations économiques de l'Amérique Latine et de la Communauté Européenne ainsi que les questions relatives au Commerce international sont étudiées par Franco Montoro, député fédéral, ancien ministre du Travail de la République du Brésil. Franco Montoro est un spécialiste des problèmes économiques et sociaux ; il a écrit un Traité sur le Salaire Familial et a pris des initiatives législatives importantes en ce domaine.

Pour exprimer à la fois l'âme de l'Amérique Latine et sa culture nous avons fait appel à ses poètes. La seule difficulté a été de choisir parmi les auteurs et parmi les textes. Si nous avions cédé à notre goût, nous aurions transformé « France-Forum » en une anthologie de la poésie latino-américaine tant il est des absences auxquelles il nous semblait impossible de consentir et des beautés dont nous n'aurions pas voulu priver nos lecteurs. Les quelques extraits que nous publions traduisent cependant assez fidèlement l'inspiration des poètes d'Amérique Latine et reflètent la manière si singulière, si universelle, dont ils chantent l'amour, la nature, la fraternité et la souffrance des hommes.

Henri BOURBON.

LA RÉVOLUTION DANS LA LIBERTÉ

par Eduardo FREI MONTALBA
Président de la République du Chili

UN des grands dangers auxquels on risque de s'exposer, en parlant de l'Amérique Latine, est de s'abandonner à la tentation de faire des généralisations trop éloignées de la réalité et certainement très peu objectives.

Si nous comparons la situation des pays des Caraïbes : Costa-Rica, Nicaragua, Haïti, etc., avec l'organisation sociologique, économique et raciale des pays de l'extrême Sud, nous nous trouvons en face de situations plus différentes entre elles qu'elles ne le sont entre l'Europe et certains pays de l'Amérique Latine. Cette observation ne doit pas nous inciter à croire qu'il y a supériorité d'un groupe, ou d'un secteur, ou d'une nation sur l'autre, mais seulement qu'il existe une diversité extrême. Des différences profondes caractérisent et distinguent les problèmes du Brésil ou du Venezuela de ceux de l'Argentine ou du Chili ; il est donc dangereux de faire des comparaisons et cette remarque s'applique surtout à ces Européens qui croient connaître la réalité de notre situation uniquement parce qu'ils connaissent la capitale d'un pays !

Un tableau socio-économique de l'Amérique Latine

Il y a cependant quelques caractéristiques que l'on peut signaler comme des traits socio-économiques essentiels de l'état actuel de l'Amérique Latine.

En premier lieu, il faut considérer comme un fait capital l'explosion démographique avec un taux d'accroissement annuel de 2,5 %, selon les chiffres officiels, que l'on peut porter à 2,9 % si l'on veut serrer de plus près la réalité. C'est sur notre continent que la population connaît l'accroissement le plus rapide du monde : si, en 1960, il y avait 200 millions d'habitants, toutes les prévisions indiquent qu'en 1980 il y en aura 360 millions. Corollaire logique, le problème est de les employer, problème dont la gravité se révèle par cette constatation : si le rythme actuel d'accroissement se maintient, pour conserver le pourcentage d'emplois, déjà faible, qui existe aujourd'hui, il faudrait créer entre 1963 et 1975 au moins 38 millions de nouveaux postes de travail.

Un second élément qui caractérise la réalité sociale, économique et politique de l'heure actuelle, est l'émigration intérieure, la plus rapide du monde, des campagnes vers les villes. Des pays comme le Chili qui, il y a moins de vingt ans, occupaient dans l'agriculture plus de 55 % de la population, aujourd'hui en occupent moins de 33 %. Si au phénomène de l'explosion démographique on

La foule chilienne acclame la candidature d'Eduardo Frei à la présidence de la République.

ajoute celui du mouvement vertigineux des masses rurales, nous avons tous les éléments pour expliquer la croissance extraordinaire de certaines villes latino-américaines qui, en moins de quinze ans, ont doublé, triplé, ou même carrément quadruplé leurs populations. Par exemple, un quartier sud de la ville de Santiago qui, il y a vingt ans, comptait moins de 100.000 habitants, en groupe aujourd'hui plus de 900.000. Ceci explique la naissance des « poblaciones cajampas », des « favelas », des « villas miseria ». Ce qui se passe en général dans les villes prend des proportions phénoménales dans les capitales nationales où, parfois, se concentrent jusqu'à 40 % de la population et très souvent plus de 70 % de la productivité industrielle et de la capitalisation de tout le pays, créant ainsi un problème de concentration politique, économique, sociale et culturelle.

En esquisant les traits communs de l'Amérique Latine, on ne peut pas moins faire que d'en souligner un aspect saillant : les contrastes. Contrastes d'une région à l'autre, au cœur d'un même pays, comme cela nous apparaît clairement si nous observons la situation du Brésil : nord-est, zone très peu développée sans aucune possibilité industrielle, sud — et surtout Sao Paulo — où le processus d'industrialisation a été particulièrement rapide. Oppositions encore entre la zone urbaine, suburbaine et la campagne. On peut facilement trouver des villes dont les centres urbains n'ont rien à envier, du point de vue matériel, à aucun centre européen ou nord-américain, avec luxe de toutes sortes, installations sanitaires et grand commerce. Juste à quelques kilomètres, à dix minutes en voiture, on trouve des populations qui n'ont pas l'eau, pas de réseau d'égouts, pas de lumière, aucune des installations sanitaires qu'offre la civilisation actuelle. Ceci se passe d'un quartier à l'autre pourtant tout proche ; et si l'on s'éloigne davantage, vers la campagne, on fait littéralement un bond en arrière dans le temps. Sorti d'une ville d'un niveau digne du XX^e siècle, on peut se trouver en une demi-heure dans une campagne où le régime social et économique est celui d'il y a deux cents ou trois cents ans.

Des villes universitaires dotées très souvent des instruments d'études et de travail les plus perfectionnés, d'excellents professeurs, de cliniques splendides, de laboratoires de premier ordre, même certains centres de recherches nucléaires ne se situent qu'à quelques minutes d'une école primaire misérable.

Donc, contrastes sur le plan de l'instruction, auxquels il faut ajouter le problème très aigu de l'analphabétisme : aujourd'hui, sur 220 millions d'habitants, il y a certainement plus de 70 millions de gens complètement analphabètes auxquels on doit ajouter les très nombreuses personnes qui le sont redevenues. Phénomène complexe que celui-ci qui est lié aussi à des raisons politiques incontestables, de sorte que nous avons à Haïti — qui détient le record — 88 % d'analphabètes, en Bolivie 66 %, au Honduras 74 %, au Nicaragua 72 %, au Guatemala 70 %, pour en arriver au pourcentage beaucoup plus faible de 20 % au Chili et en Costa Rica et de 15 % en Argentine et en Uruguay.

L'Amérique Latine, où, à côté d'un prolétariat employé dans les industries sidérurgiques ou chimiques, avec un niveau de vie relativement élevé, existe un sous-prolétariat qui ne reçoit pas même le minimum neces-

saire pour se nourrir, montre sur ce point encore qu'elle est le continent des contrastes, caractéristiques que nous retrouvons, du reste, aussi dans les campagnes. On a estimé qu'en 1950, 1,5 % des exploitations agricoles de dimensions supérieures à une moyenne de mille hectares contrôlait 65 % de la superficie agraire, alors que, 73 % des exploitations d'une moyenne inférieure à 20 hectares ne représentaient que 3,7 % de la superficie totale. Au Guatemala, 0,51 % des exploitations agricoles englobe 41 % de la superficie ; en Equateur, 0,17 % en possède 37 % ; au Brésil, 1,6 % détient la moitié des terres agricoles ; au Nicaragua, moins de 400 propriétaires contrôlent le tiers de la surface agricole ; en Bolivie, avant la révolution, 6 % occupaient 92 % de la terre.

Autre caractéristique socio-économique : les déséquilibres extrêmes dans la répartition des revenus qui sont en moyenne, selon les statistiques, par habitant et par an, de 300 dollars. Par exemple, au Chili, qui n'est pas parmi les pays les plus arriérés, 9 % de la population se partagent 50 % du revenu et laissent au reste de la population, c'est-à-dire aux 91 %, les autres 50 % du revenu.

A cette situation intérieure, vraiment grave, s'ajoute la question qui préoccupe tous les pays latino-américains : le déséquilibre de leur commerce extérieur qui les amène à acheter de moins en moins tout en travaillant de plus en plus.

Si l'on analyse ce tableau d'ensemble, et si l'on observe ses caractéristiques : analphabétisme, système des grandes propriétés, bas revenu, déséquilibre entre classes pauvres et classes au revenu élevé, absence complète de caractère fonctionnel dans la vie de ces nations, on en arrive à la conclusion évidente que ce continent ne peut plus continuer à vivre avec ses actuelles structures inadaptées.

Il ne s'agit pas d'évolution mais de révolution

Aussi, aujourd'hui, l'Amérique Latine est-elle en train de connaître une phase révolutionnaire. Définir cette situation d'une façon différente, c'est tout simplement vouloir ignorer une réalité qui se manifeste à travers le chaos, dans nos pays, sur tout le continent, du Rio Grande au Cap Horn. La population ne supporte plus un système social, économique et politique qui condamne à l'ignorance, à la faim, au déséquilibre des conditions sociales et à une véritable oppression, la majeure partie d'elle-même. Une synthèse vivante de cette réalité nous est fournie par ces paroles d'un jésuite belge, P. Vekermans, qui dirige un groupe d'études de jésuites au Chili : « Dans d'autres régions du monde, comme le Moyen-Orient, l'Afrique et divers secteurs asiatiques, on peut conserver l'idée ou l'illusion que le facteur prédominant est le heurt stratégique entre les grandes puissances. Sans aucun doute, en Amérique Latine, le facteur principal est l'évolution révolutionnaire intérieure qui existerait même s'il n'y avait pas la lutte actuelle pour la prédominance dans le monde, ou s'il se produisait une trêve diplomatique à longue échéance. La grandeur humaine de l'Amérique Latine

est, dans la perspective des quarante années à venir, telle qu'aucune stratégie mondiale ne se peut rationnellement concevoir sans lui reconnaître un rôle décisif. Cela exige donc nécessairement de reconnaître une importance également décisive au processus révolutionnaire.

Sans un changement social général, profond et accélééré, d'ampleur authentiquement révolutionnaire, il sera impossible d'obtenir un vrai et rapide développement économique indispensable pour surmonter, dans la liberté et la démocratie, la crise de l'Amérique Latine. »

Un mécanisme historique moderne de ce type qui répond irréversiblement à la réalité profonde latino-américaine, se heurte à la force d'inertie des structures actuelles et, ce qui est plus grave, aux racines culturelles profondes d'où sont nées ces structures et dont elles tiennent leur valeur.

A ce même propos, le Centre d'études économiques et sociales de l'Amérique Latine, dirigé par des éléments catholiques apolitiques, qui a réussi à rassembler une étude de 1.200 pages sur l'Alliance pour le Progrès s'exprime ainsi : « Pour renforcer l'idée du processus révolutionnaire, malgré son inspiration créatrice et ses vastes perspectives humaines et mondiales, l'Alliance n'a pas atteint le niveau d'un programme qui puisse unir l'Amérique Latine et les U.S.A. en un effort historique capable de provoquer le changement social auquel aspire le continent. De part et d'autre, on est conscient de l'insuffisance des moyens qui, jusqu'alors ont été employés et des méthodes nécessaires au développement économique et social de l'Amérique du Sud, dont les peuples affrontent la menace imminente d'une révolution ou souffrent déjà de convulsions révolutionnaires. »

Ce même Centre présente la misère comme le problème central du continent ; elle est à la base de tous les problèmes : elle est totale, matérielle, culturelle, morale, spirituelle ; elle détruit l'homme et elle détruit aussi toutes ses facultés : l'imagination, la raison, la volonté, l'espérance. La misère rend la révolution inévitable.

Des aspirations croissantes sont la source d'une frustration croissante : la pauvreté inconsciente devient aujourd'hui misère consciente. Les besoins éveillés par la publicité et la vue des biens du monde moderne se transforment en conscience d'une carence, sous l'impulsion de l'agitation politique. L'expérience de la faim fait naître le sentiment de l'échec. Ainsi se répandent les germes de la révolution.

La preuve la plus évidente, nous la trouvons dans la situation politique actuelle : à Cuba, le processus révolutionnaire est manifeste ; en Bolivie, la révolution a déjà eu lieu il y a quelques années et continue encore ; au Venezuela on vit des jours de lutte contre le terrorisme ; en Colombie nous avons assisté durant ces dernières années à une guerre civile en bonne et due forme que les Colombiens les plus modérés estiment avoir provoqué 200.000 morts. Le peronisme, en Argentine, n'est rien d'autre qu'un symptôme de cette même situation ; les coups d'Etat militaires à Saint-Domingue, au Honduras ne sont autre chose que des expressions de ce même processus révolutionnaire.

C'est pourquoi l'Européen ne doit pas regarder le

problème de la démocratie représentative avec les yeux d'un Belge, d'un Allemand, d'un Italien ou d'un Français, mais en tenant compte du climat réel dans lequel se débat l'Amérique Latine, en conservant présente à l'esprit l'histoire de ce continent qui se différencie nettement de toutes les autres.

L'Indépendance fut obtenue entre 1810 et 1825 et elle se consolida à cette date par une guerre qui eut une caractéristique très curieuse : elle entraîna l'expulsion des dominateurs espagnols mais elle conserva toute la structure sociale, économique, politique et religieuse de la colonie. On se libéra simplement de l'administration espagnole, mais la structure de la société demeura inchangée. La libération, le processus d'indépendance, rompirent les liens avec l'Espagne ; mais l'Espagne représentait dans l'ensemble de la structure de l'Amérique Latine un système d'idées morales qui compensaient, dans un certain sens, la rigueur du système social et économique ; lorsque les colonies brisèrent leurs liens avec l'Espagne, la structure demeura, mais le système de contrôle moral disparut.

Au moment même où, dans le monde, se réalisait l'évolution capitaliste en matière d'économie et celle du libéralisme individualiste en politique et dans la société, la structure sociale et économique de l'Amérique Latine, après l'indépendance, se fit beaucoup plus rigide, beaucoup plus dure et beaucoup moins humaine. Ainsi se brisa l'unité intérieure du continent, s'accrochèrent les nationalismes et se consolida le pouvoir politique, économique et social des hautes classes privilégiées qui possédaient les biens, la culture, les avantages sociaux et le pouvoir politique. (Naturellement, ce processus présente des variantes, selon les pays.)

Tandis qu'aux U.S.A. nous voyons un mouvement massif des Européens qui avancèrent vers l'Ouest à la conquête de la terre, le Far West, au contraire l'Amérique Latine fut un continent conquis, auquel l'Espagne apporta non seulement la Foi, mais aussi toute une superstructure, une architecture religieuse, politique et sociale toute faite et, par conséquent, il n'en résulta pas une évolution organique. L'Amérique Latine ne fit que recevoir la culture que lui transmit le monde ibérique ; un monde qui ne participait plus à l'évolution de la société moderne, mais qui s'isolait dans une attitude de résistance. Conséquence : nos sociétés se replièrent sur elles-mêmes et furent toujours plus monolithiques et beaucoup moins fluides.

Au premier stade après l'Indépendance, se formèrent deux grands courants politiques qui se manifestèrent différemment ; dans certains pays, du fait qu'ils vivaient sous la dictature, ce furent simplement des courants de caractères idéologiques théoriques, dans d'autres, des éléments d'évolution politique pratique. Naquirent alors les partis conservateurs qui représentaient les créoles catholiques, la couche sociale dirigeante fidèle à toutes les idées et à toute l'architecture idéologique apportées par l'Espagne. En même temps se formèrent les mouvements libéraux qui, dans nos pays, reprenaient les idées propres au libéralisme français. Les grandes luttes politiques eurent pour objet : les lois pour le mariage civil, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les cimetières laïcs, en somme tous les thèmes de la lutte religieuse.

Au fur et à mesure que se forma, dans certains pays, une classe moyenne, elle fut influencée par les idées rationalistes et par la position radicale politique de type français ; comme, par exemple, au Chili, où l'évolution d'une démocratie représentative permit les étapes politiques successives du conservatisme, du libéralisme et du radicalisme.

D'autres pays ne connurent pas cette évolution de la classe moyenne, comme c'est le cas du Mexique, où la superstructure se fit vraiment plus rigide et se trouva tragiquement face à un mouvement révolutionnaire. Dans d'autres pays encore, cette oppression de la grande masse populaire s'est exprimée à sa façon dans les « putsches », comme une affirmation des nouveaux groupes sociaux opposés à la classe dirigeante.

Pour bien juger la situation actuelle, il faut remarquer que l'Amérique Latine a progressivement participé à certaines phases du développement économique-social caractéristique des pays les plus avancés — spécialement européens. Dans ceux de nos pays qui ont atteint ce degré d'évolution, les partis libéral et conservateur, une fois terminée la lutte religieuse, adoptent aujourd'hui une position identique aussi bien dans l'ordre économique que social et politique, même s'ils n'ont pas une complète communauté d'intérêts et de lignes.

Même le radicalisme, au fur et à mesure qu'il s'identifie à une classe moyenne de type bureaucratique et dirigeant, prend conscience de plus en plus que ses propres intérêts sont liés au groupe libéral-conservateur à propos du problème politique. Tels sont les mouvements qui forment la droite et le centre droit.

La gauche est aujourd'hui essentiellement représentée par le marxisme qui a cependant évolué différemment selon les pays. Dans certains comme au Venezuela, dans d'autres, selon une proportion bien moindre, comme en Argentine, sont nés des socialismes d'inspiration anti-impérialiste, généralement avec une base marxiste, même si elle n'est pas absolument reconnue, ayant une influence doctrinale, héritage de l'étape rationaliste. La transition des partis de gauche vers le marxisme s'est effectuée très facilement. Ainsi durant les vingt-cinq ou trente dernières années, la vraie direction du mouvement des masses, même s'il n'a pas une représentation politique parlementaire correspondante, est passée aux mains du communisme.

Diverses sont les raisons de ce phénomène, et en premier lieu, l'accession à la vie sociale et économique des grandes masses populaires, elle-même favorisée par des causes qui sont universelles : l'influence du cinéma, de la radio, de la presse, la diffusion du savoir, les élé-

Opulence et douceur de vivre.

ments de confrontation avec d'autres civilisations, la propagande de ceux qui veulent remuer les prolétaires. Il faut toutefois noter qu'en de nombreux pays il n'y a pas eu pour atteindre à cet avènement des masses, une évolution organique du type européen — du serf à l'artisan, de l'artisan à l'industrie — dans la formation des communautés, des régions, des réalités culturelles. Dans nos pays latino-américains, il n'y a pas eu développement évolutif et progressif, mais pression, avec l'explosion qui en résulte.

Le communisme se présente sous deux aspects dont l'un pourrait être qualifié de protestataire, visant avant tout au changement et au progrès. Toute protestation en faveur de la justice, toute critique de la réalité actuelle, toute organisation ouvrière ou paysanne qui lutte pour le progrès social, voilà ce qu'on appelle communisme, et alors, afin de conserver le statu quo, tout simplement, on écrase les protestataires ou bien l'on se met en quête d'un régime de type policier. Une telle manière de traiter le désir d'évolution sociale, en taxant chacune de ses expressions de communisme, favorise ce dernier parce que se crée dans la masse ce réflexe conditionné de Pavlov, en vertu duquel tous ceux qui protestent et combattent pour la justice sont communistes. Ainsi non seulement l'on valorise d'une certaine im-

Misère et difficulté de vivre.

portance le communisme, mais l'on rend plus difficile la position des groupes politiques qui veulent des réformes profondes et qui ne s'inspirent pas de l'idéologie marxiste.

Sous son second aspect, le communisme se présente aux masses de l'Amérique Latine comme une formule extrêmement simple et facile, une formule technique de développement économique et social, un système d'action qui sait où il va.

Pour compléter ce tableau, il faut souligner que, dans la mesure où la pression communiste augmente, la violence défensive des classes conservatrices se durcit et il s'opère alors une coalition du militarisme et des forces réactionnaires, des forces qui défendent l'ordre établi. Le militarisme qui, précédemment, avait parfois été, en quelque sorte, le porte-parole de l'explosion des classes moyennes, des couches sociales qui ne se sentaient pas représentées dans le groupe dirigeant, tend aujourd'hui à s'unir à ce dernier pour maintenir la forme actuelle de démocratie et ce qu'on appelle communément l'ordre social établi.

Les tâches qui incombent à la Démocratie Chrétienne

Il est alors logique de se demander si, dans une telle situation, il peut y avoir une issue vers une solution constructive et, surtout, s'il y a un parti qui sache l'indiquer. La réponse affirmative émane de la Démocratie Chrétienne qui, sans sous-estimer la réalité, que l'on peut qualifier de dramatique, considère qu'il existe des motifs qui justifient une vision optimiste de l'avenir.

Les pays de l'Amérique Latine ont un revenu par tête qui varie de 200, 300, 400 à 500 dollars par an et même davantage au Venezuela, situation très différente de celle de certains pays africains ou asiatiques où une partie des habitants ont un revenu égal ou inférieur à 50 dollars ; il y a donc une certaine base économique permettant d'atteindre une capitalisation qui favorise à son tour le développement économique. Il y a aussi une certaine base technique : en effet, l'Amérique Latine ne se trouve pas dans les conditions des pays qui viennent juste de conquérir leur liberté. Depuis déjà un siècle et demi s'est créé un courant universitaire ; le Chili a huit universités, l'Argentine et le Venezuela beaucoup plus. Toutes proportions gardées, il existe des groupes et des individualités possédant des capacités techniques et scientifiques en mesure de donner à leur pays une structure sur laquelle travailler efficacement.

Malgré l'aspect dictatorial des coups d'état militaires, notre continent a une tradition chrétienne. Les peuples ont une formation occidentale, une tradition républicaine et le désir d'être libres, désir qu'ils manifestent dans la mesure où ils en ont la possibilité ; et d'ailleurs de cet attachement à la liberté, ils témoignent toujours. Toutes les fois qu'on lui a laissé la possibilité de s'exprimer, le peuple ne s'est pas trompé. Le peuple a la maturité voulue pour penser en termes de liberté, dans une vision chrétienne.

Sur ces bases on s'explique comment et pourquoi la Démocratie Chrétienne a déjà obtenu un succès important ; en ce moment, elle représente la possibilité d'une voie constructive, sans tomber dans le communisme ; la possibilité de ce qu'on appelle, au Chili, « une révolution dans la liberté ».

Il y a cependant quelques conditions essentielles pour que cette expérience de la Démocratie Chrétienne réussisse. Conditions que l'on doit adapter aux exigences de l'Amérique Latine et non, certes, à celles de l'Europe.

La Démocratie d'inspiration chrétienne réussira dans la mesure où elle aura conscience que le continent sud-américain subit une évolution révolutionnaire : si elle devenait une force visant à conserver l'ordre établi, la démocratie représentative serait vouée à la mort parce que l'ordre actuel est une organisation sociale, économique et politique qui opprime 75 % de la population. La Démocratie, sauf des cas tout à fait exceptionnels dans un ou deux pays, n'a représenté que le groupe dirigeant : les masses rurales, par exemple, ont toujours été absentes de la vie politique à tel point que les propriétaires des biens étaient aussi propriétaires des voix des paysans.

La Démocratie Chrétienne doit rompre avec les forces traditionnelles, elle doit être capable de passer dans le camp populaire, et devenir l'antagoniste du communisme au niveau populaire, non pour pratiquer une politique anticommuniste de déclarations verbales qui aujourd'hui ne touchent personne, mais pour construire un système qui prouve au peuple qu'un moyen, autre que le communisme et bien plus démocratique que lui, existe et réalise le développement économique, la participation populaire à la vie sociale et à la vie politique.

Les masses ont une attitude très significative et encourageante parce que, en proportion du nombre d'années pendant lesquelles le communisme a travaillé, en proportion des techniques qu'il emploie, des moyens dont il dispose, du sacrifice et de la foi que suscite son genre d'action, le résultat qu'il a obtenu est faible.

Le résultat a été par contre impressionnant lorsque la Démocratie Chrétienne a répondu au défi marxiste par une ligne idéologique claire, par une position sociale bien définie, par des formules pratiques de développement économique. Sur le plan politique, l'avenir ne fait pas de doute ; les forces de droite vont à l'échec, elles représentent des groupes d'une infinie minorité qui ne réussiront pas à demeurer en place encore bien longtemps. Les derniers coups d'Etat militaires qui sont leurs ultimes recours, même s'ils triomphent aujourd'hui, sont la preuve la plus évidente que les réactionnaires ne réussiront pas à se maintenir si ce n'est par la force des armes, c'est-à-dire en installant des dictatures sans aucune consistance sociale ni politique.

La victoire sera remportée par qui saura construire la nouvelle société démocratique. Et, si la Démocratie Chrétienne d'Amérique Latine est capable de réaliser un effort idéologique, elle est capable aussi d'élaborer les formules techniques de développement économique social qui permettront de répondre aux exigences du peuple et de s'organiser moralement pour y répondre avec autant de générosité — et même plus — que les communistes, l'Amérique Latine possède donc le moyen

sûr de trouver la voie de cette révolution pacifique nécessaire.

Il faut mettre l'accent sur le mot « révolution » parce qu'aujourd'hui, sur notre continent, il n'est plus temps de recourir à l'évolution ; qui croit que l'on dispose de 20 ou 25 ans pour accomplir une lente évolution se trompe. Le processus révolutionnaire ne va pas commencer. Il a déjà commencé. Le problème est d'une urgence effrayante, il consiste à devancer l'explosion démographique, à accélérer le rythme du développement économique et en même temps à réaliser une transformation sociale.

On a rarement connu des conjonctures historiques aussi compliquées, à la fois plus difficiles et plus passionnantes.

Mais on ne peut estimer complète une étude sur l'Amérique Latine sans tenir compte d'une de ses composantes importantes : l'Eglise, considérée non pas en tant que fait surnaturel mais évidemment comme fait historique. Une fois terminée la guerre d'Indépendance, l'Eglise fut une force réactionnaire qui s'unit aux forces politiques conservatrices. Aujourd'hui nous assistons en Amérique Latine à un phénomène qui déjà s'esquissait : le changement de position de l'Eglise, dont il est peut-être difficile pour les Européens de comprendre toute l'importance qu'il présente pour l'Amérique Latine. C'est un élément d'une valeur incalculable car, pour opérer la révolution pacifique, il est nécessaire qu'il n'y ait aucune intervention de l'Eglise dans la politique, aucune confusion entre le spirituel et le temporel, aucune utilisation de la politique de la part de l'Eglise ou de l'Eglise de la part des politiques : cela serait fatal parce que de nombreux pays ont une méfiance extrême pour tout ce qui touche aux rapports de l'Eglise avec la politique. Mais si l'Eglise, en tant que force éducatrice — toujours sur le plan historique et sur le plan surnaturel — se met du côté des pauvres et contribue à un changement social, elle sera un élément décisif pour que celui-ci s'opère sans effusion de sang.

Au Chili, et aussi dans d'autres pays, l'Eglise est en train d'adopter cette attitude, avec une chaleur et une décision qui peuvent être un élément déterminant non pas tant dans le processus politique, mais pour le déroulement en profondeur de la vie américaine.

Les Européens peuvent assurément aider l'Amérique Latine tant en comprenant son phénomène révolutionnaire, qu'en lui faisant confiance et en reconnaissant les différences de conditions et, par conséquent, la différence des formules d'action et de solution. Si, dans une société comme celle de l'Europe, les problèmes naissent de la réussite et du confort, par contre, en Amérique Latine, le problème est de sauver le peuple de la misère. Ce sont deux mondes qui travaillent selon les mêmes principes, mais dans une réalité différente.

Mais déjà nous trouvons le chemin d'une collaboration sur un terrain concret, dans un univers qui est tellement riche de possibilités et de promesses, un univers qui n'est pas fait que de misères, de douleurs et de drames.

Eduardo FREI MONTALBA,
Président de la République du Chili.

ÉDUCATION, CULTURE ET DEVELOPPEMENT

ÉCONOMIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

par Paulo de TARSO

Ancien Ministre de l'Éducation de la République du Brésil

LE problème de l'instruction ne peut être considéré d'une façon abstraite, détaché d'un moment historique bien défini ; il ne sera compris que s'il est placé dans le cadre général des possibilités et des nécessités d'un pays. En d'autres termes, qui n'a pas été capable d'énoncer une politique de développement ne peut penser à une politique de l'instruction. En effet, si l'on prétend perpétuer les structures actuelles injustes, l'instruction peut être conçue comme un simple ornement et comme un moyen de conquérir une position sociale privilégiée. Dans ce cas, on admet tout au plus une démocratisation du privilège, l'instruction étant une sorte de moyen d'augmenter le nombre des privilégiés. Mais si l'objectif est de favoriser l'accès d'un peuple adulte à l'activité politique au sein d'une démocratie représentative, où l'on ne se contente pas de défendre la liberté de quelques-uns tandis que manquent les conditions matérielles permettant à tous d'en bénéficier, alors dans ce cas l'instruction devient l'amorce du développement et la culture le fondement de la liberté.

L'INSTRUCTION, ÉLÉMENT DU DÉVELOPPEMENT

En Amérique latine, on ne saurait prétendre vouloir former les jeunes pour qu'ils participent à une société statique et stabilisée ; mais au contraire on doit les rendre capables de transformer cette société. Il n'est pas possible de concevoir l'éducation comme un fait individuel ; on éduque quelqu'un pour lui donner une responsabilité sociale bien définie : contribuer au développement de nos pays. On devra donc *instruire pour développer*. Nous ne voulons pas dire par cette formule que l'on doit distinguer deux étapes dans le processus général, celle de l'éducation et ensuite celle du progrès. Il est évident que le processus éducatif doit fonctionner parallèlement et s'intégrer au processus de développement.

L'idée que l'instruction doive être le centre exclusif de l'œuvre de développement nous semble inacceptable : elle en est un facteur, fortement conditionné par d'autres facteurs de nature économique et sociale.

D'autre part, instruire signifie mettre chaque individu en contact avec la vie culturelle de son pays. Malheureusement, trop nombreux sont ceux qui prennent part à cette œuvre de transformation sans en tirer d'enrichissement humain : voilà pourquoi s'impose un effort pour démocratiser les résultats de l'œuvre de diffusion culturelle à laquelle chacun doit participer. C'est pour cela que j'ai parlé de *culture comme fondement de la liberté*, c'est-à-dire comme instrument donnant à tous les moyens de réaliser leur valeur humaine, de s'accomplir en tant que personne humaine.

Il ne s'agit pas seulement d'une simple augmentation des programmes d'instruction, d'un simple effort pour ouvrir de nouvelles écoles. Instruire signifie éveiller en chacun la conscience de ses propres responsabilités, le désir de modeler le monde ; et ceci n'est possible que si les structures sociales ne viennent pas mettre obstacle à toute expression culturelle.

Il est toutefois nécessaire d'éviter les graves inconvénients qui pourraient découler d'un effort disproportionné en faveur de l'instruction au détriment des autres secteurs.

Tout en acceptant un critère de priorité, il ne faut pas perdre de vue les exigences d'un pays en voie de développement. Et puisqu'une politique de développement présuppose des capacités humaines bien définies, le planificateur devra avoir présentes à l'esprit non seulement les nécessités idéales — souvent calculées de façon abstraite — mais aussi les possibilités réelles. Un exemple : selon les calculs du Plan décennal, en 1970 le Brésil aura besoin de 450.000 professeurs en plus de ceux actuellement en fonction, parmi lesquels 102.826 n'ont pas eu une préparation spécialisée, tandis que 122.743 sortent des écoles normales. Dans ce pays, chaque année, 22.000 professeurs obtiennent leur diplôme ; maintenant, en supposant que ce chiffre reste inchangé, le Brésil pourrait avoir en dix ans une augmentation maximum de 220.000 enseignants, ce qui représente la moitié du nombre requis. Sera-t-il possible de doubler ce nombre ? Quelles sont les possibilités réelles dans ce sens ? Il ne suffit pas d'ouvrir de nouvelles écoles normales, il faut aussi encourager les jeunes à les fréquenter !

Les Plans peuvent aboutir à un échec s'ils se basent sur des situations idéales non adaptées aux possibilités du rythme de développement. N'importe quel Plan exige une révision radicale et courageuse lorsque la réalité révèle des lacunes ou présente des données nouvelles. En vérité, lors des fréquentes réunions inter-américaines des promoteurs d'une nouvelle politique de l'instruction ne manquent pas. Depuis l'époque du Congrès de Lima, en 1956, s'affirme toujours davantage l'idée d'intégrer l'éducation dans le processus de développement, s'accroît toujours plus l'effort d'intégration des plans d'instruction dans les plans généraux. Cependant, à mon avis, lors de ces réunions on devrait formuler de façon plus claire et plus décisive le rôle de l'éducation dans les réformes structurelles et la participation du peuple à l'élaboration d'une culture originale et actuelle.

NECESSITE ET LIMITES DE L'ASSISTANCE

C'est à la lumière de ces considérations que l'on doit agir pour repenser la coopération internationale. En réalité, il existe deux Amériques, l'une, au Nord, déjà développée, l'autre, au Sud, qui lutte pour son développement. A l'Amé-

rique la plus riche on ne demande pas une assistance qui aurait pour seul résultat de perpétuer les différences, mais on demande la participation de tous à un effort commun dans le but d'éliminer les inégalités.

Les exigences du développement ne sont pas toujours dûment prises en considération par cette coopération internationale. Une planification de l'instruction exige une étude des secteurs prioritaires qui s'insèrent davantage dans les infrastructures nationales. Les critères de sélection des projets et des programmes doivent être clairs et uniformes pour diriger les participants et les organismes techniques et financiers vers la détermination des points stratégiques et, par voie de conséquence vers la suppression des déséquilibres.

Dans certains programmes sont nettement sensibles des objectifs d'assistance. A quoi servent les campagnes contre l'analphabétisme si elles ne se rattachent pas au cadre des nécessités générales ? La moitié environ au moins de la population d'Amérique latine est complètement analphabète. L'analphabétisme se trouve invariablement mêlé à d'autres maux non moins graves : la pauvreté, la faim, les maladies, l'infériorité sociale ; en somme une nette et intégrale dégradation des victimes de la misère qui ne sont considérées comme des êtres humains que dans les discours officiels.

Dans beaucoup de pays d'Amérique latine, l'analphabétisme va croissant. Par exemple au Brésil : il y a quelques années un peu moins de la moitié de la population était analphabète, alors qu'à présent selon les dernières statistiques, ce chiffre a augmenté et représente un peu plus des 51 % de la population. L'analphabétisme ne fera que progresser si l'état des choses demeure. Le gouvernement actuel du Brésil a suspendu les fonds que son prédécesseur concédait aux institutions éducatives comme le S.E.T.E.R. (lutte contre l'analphabétisme par la radio). Et de leur point de vue, les gouvernements réactionnaires ont diverses raisons évidentes de combattre l'instruction, l'éducation et la culture...

Les alphabètes votent. Les analphabètes n'en ont pas le droit. Les alphabètes sont presque tous issus de classes aisées et moyennes et par conséquent ne posent pas de revendications, et leur volonté de changer l'état des choses actuel est moindre. Si les autres, les misérables, parvenaient à s'affranchir de leur analphabétisme, ils pourraient s'inscrire sur les listes électorales et peser par leurs voix sur l'orientation politique de leurs pays respectifs. De là, pourrait naître un début de démocratie.

On comprend que l'interdiction de voter faite aux analphabètes ou l'absence de stimulant à l'éducation populaire ne soient pas autre chose, en Amérique latine, que de nettes atteintes contre une classe déterminée : celle des paysans et des ouvriers.

C'est pourquoi, malgré une habitude persistante, il importe de ne pas séparer tant dans la considération théorique que dans les applications politiques, les problèmes de l'éducation de ceux du développement économique. *Instruire ne signifie pas initier autrui à un monde statique et achevé, mais lui fournir les moyens de le transformer.*

Le développement de l'industrialisation crée des besoins urgents de main-d'œuvre technique spécialisée. Tient-on compte de ce fait dans l'attribution des bourses d'étude ? Ou bien l'éducation sert-elle à maintenir la division entre pays exportateurs de matières premières et pays industrialisés ?

L'opinion publique latino-américaine exige de plus en plus des faits et des réalisations et elle est de moins en moins disposée à croire à d'abstraites affirmations de principe : elle sait désormais que derrière des mots comme « liberté » et

*Les Universités forment des élites de qualité
mais ne sont pas assez nombreuses.*

« démocratie » peuvent se cacher l'oppression et le pouvoir d'une minorité de privilégiés. Elle demande moins de publicité et de discours et un plus grand nombre d'actes concrets, précis, efficaces et cohérents.

Les républiques américaines, signataires de la Charte de l'Alliance pour le Progrès à Punta del Este, en août 1961 (1), se sont engagées à réaliser un programme de transformations structurales qui représentent une authentique révolution sociale.

Les méthodes adoptées correspondent-elles à ces directives fondamentales ? Y a-t-il vraiment accord entre les principes et les actes ? Le scepticisme croissant de vastes couches des populations latino-américaines à l'égard de l'Alliance pour le Progrès doit porter à réfléchir sur ce point. En réalité qui veut être vraiment cohérent avec tout ce qui a été affirmé à Punta del Este doit être révolutionnaire ; seule la révision de certaines attitudes pourrait sauver le mouvement né à Punta del Este.

Le Président du Conseil de l'Organisation des Etats Américains a dû reconnaître le succès des campagnes menées par les adversaires des idéaux de Punta del Este. Une grave question se pose alors : à quoi est dû le succès de ceux qui luttent contre l'Alliance ? Je suis de ceux qui pensent qu'un tel succès a pour base cette contradiction fondamentale : *l'Amérique latine a juré de réaliser sa révolution, et l'Alliance pour le Progrès est incapable de vivre son prétendu idéal révolutionnaire.*

Si les gouvernants ne savent pas prendre conscience de ce fait, l'histoire les jugera, comme co-responsables d'une révolution violente en Amérique.

Paulo de TARSO,

(1) N.D.L.R. — Le 17 août 1961, le Président Kennedy présentait et faisait adopter à la conférence de Punta del Este la charte d'une « Alliance pour le progrès », destinée à permettre aux Etats latino-américains d'assumer leur développement avec l'aide des Etats-Unis.

Dans cette optique, la Charte prévoyait que l'Amérique latine recevrait chaque année 1100 millions de dollars, une bonne partie étant versée par les Etats-Unis, le reste venant, à concurrence d'un tiers, des organisations internationales, des apports publics et privés d'Europe occidentale et du Japon.

En fait, les Etats-Unis ont poursuivi leur rythme habituel d'aide et d'investissements.

Il semble par ailleurs que les réformes structurales envisagées dans la Charte soient pour beaucoup d'entre elles restées encore à l'état de projet.

PANORAMA DES MOUVEMENTS POLITIQUES EN AMÉRIQUE LATINE

par Benjamin MIGUEL
ancien Député au Parlement bolivien

DÉPUIS l'époque de leur indépendance politique, les peuples latino-américains ont participé activement aux fluctuations politiques par l'intermédiaire de partis, dotés d'une structure propre, qui se sont développés parallèlement à ceux de l'Europe ; cependant, étant donné leur formation récente, ces groupes se caractérisent par beaucoup de passion et leurs actions se déroulent presque uniquement dans des milieux hautement politisés. Pour mieux comprendre la vie latino-américaine, nous l'analyserons en présentant un tour d'horizon des partis existants.

CONSERVATEURS ET LIBÉRAUX

Les pays de l'Amérique latine, qui ont conquis leur indépendance et obtenu la constitution républicaine au XIX^e siècle, n'ont pas échappé à l'influence des courants politiques du vieux continent. Mais c'est un fait que le siècle dernier, les tendances politiques représentées par les partis n'ont pas trouvé une définition claire surtout à cause de la prédominance des milieux militaires qui recouraient aux armes pour s'emparer du gouvernement. Une grande partie du siècle dernier est en effet caractérisée par des coups d'état militaires et par des gouvernements totalitaires dépourvus d'orientation politique intellectuelle. Malgré une telle situation, nous pouvons affirmer qu'il y a eu divers courants politiques plus ou moins définis que nous examinerons pour mieux comprendre les partis actuels et leurs origines idéologiques.

La vie républicaine s'est constituée sur les bases des idées libérales de la Révolution française, adaptées à l'esprit latino-américain.

D'un côté existait l'aspiration à un régime républicain représentatif et de l'autre le désir de conserver les structures sociales de la colonie caractérisée par des classes qui différencient non seulement leur revenu mais aussi leurs origines (l'aristocratie, par exemple, était constituée par les familles de descendance espagnole). De la sorte s'est formé un courant conservateur, avec quelque teinte libérale tendant à conserver les structures coloniales à l'intérieur des structures républicaines indépendantes.

Ce qui représentait la force vraiment révolutionnaire c'étaient les partis libéraux, lesquels se fondaient sur une conception républicaine représentative ; ils étaient favorables au libre commerce et à la formation d'une classe bourgeoise dirigeante qui remplaçât l'aristocratie traditionnelle. Les partis libéraux préconisaient un laïcisme anticlérical ; l'indépendance signifiait pour eux, non seulement des relations politiques avec la métro-

pole, mais aussi la transformation complète des structures sociales ; c'est pour cela qu'à cette époque le libéralisme formait un mouvement révolutionnaire qui a eu une influence décisive sur la formation politique et socio-économique des nations latino-américaines.

Dans le domaine économique, les groupes libéraux ont proclamé et pratiqué, en suivant les grandes lignes de la doctrine dont ils s'inspiraient, le laisser-faire et le laisser-passer, sans s'engager dans un examen approfondi de la réalité latino-américaine caractérisée par l'absence d'industries et d'activités tertiaires et le manque de capitaux propres. Une telle orientation libérale a eu pour résultat de concentrer l'intérêt du capitalisme européen et nord-américain sur la seule exploitation des matières premières de l'Amérique latine qui ne tirait aucun bénéfice de leur exportation ; ainsi se sont affirmées les conditions du sous-développement qui, par la suite, devait s'aggraver de plus en plus. Conservateurs et libéraux se sont disputés la prépondérance politique, tandis que les militaires tentaient de la conquérir par les armes jusqu'au début du XX^e siècle qui marque le passage du libéralisme à des positions conservatrices.

Les situations politiques, économiques et sociales ont changé, alors que le mouvement libéral n'a pas évolué : dans de nombreux pays les ennemis de la veille fusionnent ainsi en un parti unique qui représente la réaction aux nouveaux courants apparus à la suite de la première guerre mondiale de 1914 et des révolutions mexicaine et soviétique, deux événements très importants pour la vie latino-américaine. Les forces libérales sont aujourd'hui entièrement asservies au capitalisme ; elles ont des programmes de type néo-libéral et sont au pouvoir en plusieurs pays, seules ou en association avec d'autres groupes conservateurs de tendance analogue.

LE SOCIALISME ET SES RAMIFICATIONS

Le triomphe du communisme en Russie exerce une très forte influence sur l'Amérique latine : le socialisme sous ses diverses formes y acquiert une consistance politique, donnant naissance dans certains cas à des groupes politiques de premier plan. Le socialisme ne se présente pas au début avec l'aspect de partis communistes mais bien sous la forme des mouvements socialistes et sociaux-démocrates ; les exemples les plus importants sont fournis par le Parti Révolutionnaire Institutionnaliste (P.R.I.) au Mexique et l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (A.P.R.A.) au Pérou, auxquels on peut ajouter les partis radicaux.

L'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine a été

fondée au Pérou par son chef actuel, Victor Haya de la Torre, en 1931. Cette année-là, il prononça un discours fameux dont les idées sont devenues la base du programme du parti : il se fonde sur une interprétation de la réalité latino-américaine inspirée de la dialectique matérialiste, c'est-à-dire qu'il s'agit du meilleur exemple d'adaptation du marxisme à la réalité latino-américaine.

Selon cette déclaration qui prétend avoir une portée continentale, aucune des nations latino-américaines ne peut séparer ses propres problèmes de ceux de l'hémisphère ; de même le continent ne peut s'isoler du monde parce que l'on vit nécessairement à l'intérieur d'un système international, et une telle conception de l'indépendance doit se considérer comme basée sur la réalité nationale. Le problème du nationalisme s'introduit ainsi dans le marxisme pour en arriver au continentalisme. La déclaration de Haya de la Torre met en relief le fait que l'Amérique latine est une grande productrice de matières premières placée sous l'influence étrangère ; et elle établit que l'Etat représente une oligarchie étrangère à la réalité économique, sans force, sans authenticité nationale puisqu'il ne recherche pas l'intérêt de la nation ; l'Etat est donc un instrument de l'oligarchie, d'intérêts étrangers à ceux des pays respectifs, très proche par contre du capital étranger.

L'A.P.R.A. projette la création d'un nouvel Etat basé sur la participation de tous ceux qui contribuent à la vie nationale par leur travail, afin d'obtenir un niveau technique élevé et une démocratie fonctionnelle. Jusqu'à présent ce programme de 1931 n'a subi aucun changement, mais le comportement de l'A.P.R.A. extrêmement contradictoire, a enlevé au parti tout son prestige : ses représentants parlent, par exemple, d'une indépendance vis-à-vis des intérêts impérialistes et, malgré cela, aux élections de 1963 l'A.P.R.A. a reçu un puissant appui de tout le capitalisme péruvien.

Cependant nous devons remarquer que l'A.P.R.A. est l'un des partis qui a le plus influencé la politique latino-américaine et qu'il a donné lieu à la formation d'une série de partis nationalistes et communistes-nationalistes. Sa conception d'une révolution nationale, du nationalisme et du régionalisme panaméricain est devenue la base du programme d'un grand nombre de forces progressistes et révolutionnaires latino-américaines ; quelques-uns de ces partis plus ou moins nationalistes sont à présent au pouvoir : nous pensons à l'Action Démocratique au Venezuela et au Mouvement Nationaliste Révolutionnaire Bolivien.

Les surprises que réserve la vie politique latino-américaine peuvent se comprendre en observant ce qui est arrivé au Pérou : l'A.P.R.A., parti populaire et de masse, n'a jamais obtenu le pouvoir ; tout d'abord à cause de l'opposition systématique des militaires provoquée par la violence que déploya le parti pendant ses premières années de lutte et ensuite en raison de l'essoufflement qui en est résulté ; pendant toutes les années consacrées à une lutte vaine pour le pouvoir, ce parti a conservé intacte la ligne générale de son programme mais a modifié considérablement son attitude pratique, perdant ainsi beaucoup de prestige et s'éloignant toujours davantage du pouvoir. Malgré son programme nettement révolutionnaire, l'A.P.R.A. s'est unie plusieurs fois à l'oligarchie péruvienne ; récemment les représentants de l'A.P.R.A. aux Chambres ont fait corps avec la droite, refusant leur appui à des projets de loi qui

visaient à modifier les archaïques structures du Pérou ; en outre, comme nous l'avons déjà dit, ce parti a adopté une attitude radicalement contradictoire à l'égard de l'impérialisme.

Tout ce que nous avons dit sur l'A.P.R.A. péruvienne peut aussi s'appliquer dans les grandes lignes au **Parti Révolutionnaire Institutionnaliste (P.R.I.)** du Mexique, avec cette différence que celui-ci a presque complètement trahi la révolution mexicaine en monopolisant le gouvernement et en profitant de l'appui des Etats-Unis. Parti officiel de ce pays, il jouit du privilège du parti unique dans le système totalitaire en vigueur dans cette nation. Pour faire croire à l'existence de la démocratie politique, officiellement on suscite un parti d'opposition baptisé **Partido de Accion (P.A.N.)**, mais en fait il n'est pas permis d'exercer librement une activité politique et il est encore moins permis à l'opposition d'accéder au moindre poste de commandement de l'Etat.

Le P.R.I. est un parti d'origine marxiste, position doctrinale qui l'amène à imposer une certaine ligne quand il s'agit de l'éducation et des rapports de l'Eglise et de l'Etat, mais parti qui est impuissant face à la réalité sociale et économique devant laquelle il prend une attitude néo-libérale. Politique dualiste que celle-ci et qui a servi de modèle à nombre de partis latino-américains. Actuellement, le P.R.I. en Amérique latine se limite au Mexique car il a perdu de son influence sur le continent après la formation de nouveaux mouvements politiques plus réalistes et progressistes.

Jetons un regard sur l'histoire du P.R.I. Dans les années « 20 à 30 » de ce siècle — qui viennent après le mouvement révolutionnaire — se situe la période dite de stabilisation pendant laquelle les personnalités qui ont survécu à la période révolutionnaire précédente s'efforcent de créer un milieu politique qui soit l'expression de ce qu'ils croient être un ordre nouveau. C'est alors qu'est fondé le P.N.R.M. ou **Partido Nacional Revolucionario Mexicano**, qui par la suite deviendra le **Partido Revolucionario Institucional (P.R.I.)** qui groupe dans ses rangs les révolutionnaires et les représentants d'autres forces. Malgré cela, ce parti ne prend son caractère définitif que sous la présidence du général Lazaro Cardenas qui instaure le système du parti unique, et qui, en même temps, introduit des réformes fondamentales dans son propre parti, en créant des organisations de sections ; tout cela permet au parti une plus grande démocratisation intérieure et tend, tout à la fois, à le soustraire au pouvoir des divers leaders ou des forces rassemblées dans son sein. C'est ainsi que sont créés le **Central de Trabajadores Mexicanos (C.T.M.)** et le **Central Nacional Campesino (C.N.C.)** qui représentent respectivement les ouvriers et les paysans ; et enfin le **Central Nacional de Organizaciones Populares (C.N.O.P.)** qui a pour fonction de créer l'équilibre entre les forces déjà citées et, en outre, de s'occuper de la bureaucratie gouvernementale. Pour éliminer les ambitions de quelques officiers supérieurs de l'armée qui, à tout moment, pourraient faire un coup d'Etat, est institué un système de roulement du commandement : à expiration d'une période déterminée on assigne à chaque général et à son état-major deux résidences différentes et l'on disperse en même temps les éléments de cet état-major.

Pendant longtemps le parti unique a présenté deux courants : l'un très sérieux de type dogmatique, et l'autre imprégné d'une puissante démagogie. Sous l'in-

Un coup d'état parmi d'autres.

fluence des techniciens dans les activités gouvernementales et du fait d'une plus grande expérience, au début de 1960 le P.R.I. révisé sa politique antérieure, et se consacre à l'élaboration d'une position doctrinale qui adapte le parti au dynamisme du pays en plein développement industriel, révision qui s'exprime dans le programme de « Planeacion y Programacion Politica y Economica ». On trouve donc aujourd'hui le parti héritier de la révolution mexicaine avec, en fait, une orientation économique néo-libérale et une théorie marxiste.

NATIONALISME ET MILITARISME

Un courant différent de l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine a donné lieu dans presque tous les pays latino-américains à la formation de partis nationalistes, nés en général du besoin de réagir contre le sous-développement et l'exploitation exercée par les nations importatrices de matières premières. La situation créée par les bas prix des matières premières exportées et le coût élevé des produits manufacturés d'importation a provoqué la formation de ces partis, qui soutiennent la nécessité de réagir contre l'exploitation étrangère par la fermeture des frontières et la limitation des échanges et de créer des industries propres pour arriver à se suffire à soi-même. Un tel programme repose sur des sentiments nationalistes, sur l'exaltation des valeurs des pays respectifs et sur la défiance à l'égard de tout ce qui vient de l'étranger.

Le nationalisme a ainsi créé le mythe de l'autarcie et de l'isolationnisme, en oubliant que le développement d'un pays n'est possible que si l'on entretient des liens avec l'étranger : pour les pays sous-développés, l'isolationnisme signifie asphyxie ou déclin, et l'autarcie n'est

pas possible puisque, à l'heure actuelle, la vie économique et sociale est essentiellement basée sur les échanges. Et d'ailleurs, pas plus que pour les pays sous-développés, l'autarcie n'est à envisager pour les pays hautement développés. C'est là le point faible des partis nationalistes de l'Amérique latine — portés au pouvoir par l'élan sentimental populaire — qui échouent dans leurs projets au moment de les mettre en pratique, puisqu'ils doivent forcément établir des relations d'échange, dans des conditions souvent même inférieures à celles qu'obtiennent des gouvernements non nationalistes.

Ce nationalisme qui se confond parfois avec les sentiments patriotiques du peuple latino-américain, est souvent encouragé par des éléments des forces armées qui s'en servent pour justifier les privilèges dont ils jouissent dans de nombreux pays et pour assurer la présence, légale ou non, de militaires au gouvernement. Citons comme exemples le régime nationaliste de Péron qui rebaptisa le nationalisme : « Justicialisme », le régime de Stroessner au Paraguay, la situation de nombreux autres pays soumis à des gouvernements militaires qui se proclament nationalistes.

Nous ne pouvons conclure l'analyse de cette tendance politique qu'est le nationalisme exalté sans mentionner le militarisme qui — bien que ne représentant pas un parti politique — a toujours aspiré, sous le prétexte d'un faux nationalisme, avec plus ou moins de force selon les divers pays, à diriger politiquement le gouvernement. Les coups d'Etat continuels et leur inévitable conséquence : la formation de juntas militaires, en attendant des élections constitutionnelles, caractérisent la vie politique latino-américaine.

A quoi tient cette inclination des militaires latino-américains à s'immiscer dans le domaine politique et à

s'emparer du pouvoir par la force ? A une telle question on peut répondre de diverses manières. Presque toutes les nations latino-américaines consacrent à l'armée des sommes fabuleuses et maintiennent leurs forces armées sur le pied de guerre dans un continent où n'existent ni la menace de conflits entre nations voisines, ni le problème de l'expansion territoriale, ni la nécessité de prévenir l'agression de forces extra-continéntales.

Le poids des dépenses militaires dans la balance des pays latino-américains, tout à fait absurde et injustifié, a pour origine la politique U.S.A. qui a cru augmenter son pouvoir défensif et agressif à l'encontre de l'Union Soviétique en encourageant en Amérique latine la formation d'armées puissantes. Ces armées n'ont, pour ainsi dire, aucun rôle technique immédiat, de sorte que les militaires cherchent à intervenir sur le plan politique en exerçant des pressions en vue d'orienter la politique intérieure et internationale dans le sens souhaité par le Département d'Etat des U.S.A. Si de telles pressions n'obtiennent pas l'effet escompté, on en arrive au coup d'Etat. Un autre élément déterminant pour l'activité politique du militarisme est le fait que la droite, résolue à interdire la montée de nouvelles forces, politiques et sociales, encourage le militarisme et participe aux aventures politiques de l'armée.

RADICALISME

Quelques mots sur les partis radicaux existant en de nombreux pays latino-américains sont indispensables si l'on veut dresser un panorama le plus complet possible de la politique du continent.

Le radicalisme s'inspire comme d'autres courants politiques, de mouvements européens semblables : il naît en Amérique latine telle une pointe avancée du libéralisme, et en constitue l'extrême-gauche, caractérisée par l'anti-cléricalisme et le laïcisme à outrance ; son apparition remonte au premier quart du XX^e siècle, précédant ainsi le socialisme, le communisme et la démocratie chrétienne.

Comme on sait, le radicalisme a son origine en France et doit son nom au libéralisme extrémiste et intransigeant de ses militants ; en Amérique latine il se développe indépendamment des libéraux et prend sa force dans la classe moyenne — surtout dans le secteur appartenant à la bureaucratie — qui a presque toujours été au service des intérêts conservateurs. C'est pourquoi le radicalisme n'est jamais allé jusqu'à une rupture avec la droite, il a même gardé avec elle des liens assez étroits qui se sont confirmés dans les faits ; conservateurs, libéraux et radicaux ont formé des coalitions gouvernementales et des gouvernements comme celui qu'a connu le Chili, qui fut en ce sens un exemple typique de coopération radicalo-conservatrice.

Le radicalisme constitue une force importante en divers pays, comme par exemple en Argentine où il monopolise pratiquement le pouvoir depuis près de huit ans, car il est le refuge, le moyen d'expression contemporain de la droite. Tout en représentant, comme nous l'avons signalé, une pointe avancée du libéralisme, son souci des problèmes concernant la force et l'autorité du gouvernement l'a porté à négliger d'autres secteurs importants de la vie des peuples latino-américains, tels les problèmes relatifs aux structures socio-

économiques, au commerce international, à l'impérialisme étranger, à la réforme agraire, etc.

Le radicalisme peut donc être classé comme une sorte de libéralisme centriste s'opposant à l'avance de nouveaux partis révolutionnaires à l'échelle continentale. Nous pouvons affirmer qu'actuellement le radicalisme est en régression même s'il se trouve au gouvernement, seul ou en coalition, dans plusieurs pays, l'Argentine notamment. Etant donné l'allure de son programme et ses compromis avec les forces réactionnaires, le radicalisme sera amené inévitablement à céder le pas aux forces nouvelles : le communisme et la démocratie chrétienne.

COMMUNISME ET CULTURE MARXISTE

Les partis communistes latino-américains constituent une puissance et une réalité culturelle, économique, politique et sociale imposantes, comme partis et comme forces capables de conquérir le pouvoir. Avant d'en aborder l'analyse, nous voudrions préciser notre opinion relative au communisme en Amérique latine : tous les partis taxés de communistes ne le sont pas en réalité, tandis que de nombreux partis considérés comme au service des Etats-Unis et des grands monopoles contiennent une certaine dose de communisme. Beaucoup d'erreurs d'interprétation sont ainsi commises : elles sont dues à la position erronée de la politique U.S.A. à l'égard de l'Amérique latine ; en effet, les Etats-Unis ont donné l'étiquette de « communistes » à tous les partis ou mouvements qui ont condamné l'action impérialiste des entreprises étrangères ayant investi des capitaux en Amérique latine, et à tous ceux qui aspirent à un changement profond des structures socio-économiques.

Rappelons, par exemple, que l'on accusait de communisme tous ceux qui, il y a dix ans, parlaient de réforme agraire ; au Guatemala, Jacobo Arbenz fut taxé de communiste lorsqu'il appliqua la Réforme Agraire à la « United Fruit ». Mais dix ans après, le Président Kennedy déclarait que la réforme agraire dans les pays encore soumis aux vieilles structures devrait être une condition de l'application du Plan de l'Alliance pour le Progrès.

La politique erronée dont nous avons parlé a porté un grave préjudice à la politique latino-américaine, puisque quiconque parlait de réformes structurales ou de révolution structurale était taxé — et l'est encore — de communiste. A présent, comme de tels changements sont nécessaires au développement des peuples du continent, le qualificatif « communiste » a pris la valeur d'une attestation de mérite progressiste et anti-impérialiste. C'est pourquoi nous devons distinguer les partis réellement communistes de ceux que l'on baptise ainsi, comme c'est arrivé à de nombreux partis d'inspiration chrétienne qui ont proposé de rénover les structures. Dans ce but, il faut signaler les principales caractéristiques des partis communistes en Amérique latine.

Nous avons dit que le communisme est une réalité culturelle, puisque le marxisme — habilement répandu grâce à une grande richesse de moyens — a désormais pénétré non seulement chez les étudiants mais aussi dans les classes populaires ; s'étant étendu à tous les milieux, mais surtout aux milieux intellectuels, le marxisme a ainsi formé sa propre classe culturelle,

réussissant presque à monopoliser l'enseignement moyen et universitaire dans certains pays. C'est une réalité culturelle, du fait qu'il dispose de publications, de maisons d'édition, d'agences d'information, et compte dans ses rangs des personnes qui raisonnent et discutent selon une logique spécifiquement marxiste. Pour ces raisons un coup d'œil superficiel sur le monde culturel latino-américain peut donner l'impression, certes fautive, qu'en Amérique latine la culture est avant tout marxiste. Les partisans du communisme constituent une réalité qui ne se borne pas à être culturelle et politique, mais aussi économique : avec l'aide de capitaux locaux et étrangers, ils ont créé des entreprises surtout dans le domaine de l'édition, qui tendent non seulement à favoriser la pénétration politique mais encore à constituer en même temps des sources de revenu. Le communisme ne correspond plus en Amérique latine à l'image romantique de l'agitateur sans pain et sans toit, mais il fait partie d'une entreprise dotée d'un mécanisme économique concentré sur des fins politiques.

Le communisme en tant que réalité politique nous intéresse particulièrement : le marxisme a des adeptes dans tous les pays de l'Amérique latine, organisés en partis solides et parfois, il existe, au cœur d'une même nation, plusieurs partis communistes. Le communisme au gouvernement est un fait établi à Cuba. Dans d'autres pays, le communisme, bien que ne participant pas directement au pouvoir, l'exerce grâce à une collaboration tacite. Et au Mexique, un régime autoritaire s'oriente, au nom du marxisme, vers une espèce de capitalisme aristocratique, fils légitime du capitalisme U.S.A.

Les partis communistes en Amérique latine ont commis des erreurs de départ en menant une action de politique étrangère, c'est-à-dire centrée sur le conflit russo-américain, avec un contenu anti-impérialiste purement théorique ; en pratique, comme nous le verrons par la suite, ils ont fini par se transformer en de véritables organes de propagande soviétique, cessant ainsi de constituer d'authentiques partis politiques. A leur actif, les partis communistes ont, comme la Démocratie Chrétienne, une définition théorique intégrale de la réalité ; de plus ils représentent un mode d'expression anti-impérialiste. Mais ils tournent sans cesse leurs regards vers l'Union Soviétique et, aujourd'hui, vers la Chine ; dans de nombreux pays latino-américains, les partis communistes ont modifié leur orientation pratique sur de simples mots d'ordre extérieurs.

Les militants communistes latino-américains ont un autre handicap : quand s'offre à eux l'occasion d'exercer le pouvoir, ils sont tiraillés de tous côtés, oubliant leur anti-impérialisme et se mettant au service du capitalisme. Pour justifier un tel changement de position, ils ont créé un mythe commode : celui de la nécessité de

former une classe bourgeoise puissante à laquelle le prolétariat devra ensuite s'attaquer pour réaliser la révolution. Bien que constituant un mouvement politique imposant en Amérique latine, le communisme a manqué de cette façon diverses occasions de gouverner, et il est en train de perdre du terrain en faveur d'un autre mouvement, lui aussi absolument opposé aux structures actuelles : la Démocratie Chrétienne.

Dans le domaine social l'action des partis communistes est plus évidente : profitant du sous-développement et de l'état de sous-nutrition chronique, ils orientent la lutte sociale et, en particulier, syndicale, sur le plan de la lutte de classes, animant et utilisant ainsi en de nombreux pays le mouvement syndical. Cependant nous ne devons pas confondre le pouvoir des partis communistes sur les syndicats avec le monopole du mouvement ouvrier que ne détient actuellement aucun parti.

Malgré tout ce que nous avons exposé, il faut souligner le fait que l'Amérique latine se trouve actuellement placée devant un choix entre le communisme et la démocratie chrétienne : c'est-à-dire qu'il s'agit soit d'obtenir la justice au prix de la liberté, soit de conquérir la justice et la liberté dans le respect de la personne humaine. Ces deux courants suivent des chemins différents et poursuivent des buts différents, mais ils appellent tous deux la révolution comme une solution à la tragédie du sous-développement et de l'exploitation de l'homme.

CASTRISME

L'expérience cubaine mérite une mention à part. Chronologiquement, en Amérique latine, le castrisme représente la troisième révolution structurelle, après celles du Mexique et de la Bolivie, mais contrairement aux deux précédentes, la révolution castriste a obtenu de meilleurs résultats et a gagné davantage en profondeur. Pour mieux la comprendre il est nécessaire de rappeler les précédents de ce mouvement politique.

D'un côté, il y avait Fulgencio Batista, le sergent dictateur qui gouverna Cuba d'une façon tyrannique, sans programme, ayant pour seul but ses intérêts personnels, au service d'une oligarchie dont il était entouré et, surtout, en fonction des entreprises étrangères qui obtinrent des concessions de toutes sortes jusqu'à faire de Cuba leur possession personnelle. De l'autre, il y avait les citoyens qui, s'ils exprimaient leur désaccord avec la dictature, signaient par ce simple fait leur arrêt de mort. On n'avait à Cuba ni la possibilité ni le droit d'avoir des opinions autres que celles du gouvernement ; lequel, directement ou indirectement, était aidé par les Etats-Unis.

Dans l'intention de se débarrasser de Batista et de sa bande, un groupe de jeunes gens créa le *Movimiento 26 de Julio* dont, par la suite, Fidel Castro prit la tête : celui-ci choisit comme quartier général et comme champ de bataille la « Sierra Maestra » ; de là partit la résistance qui réussit à vaincre la tyrannie et à conquérir le pouvoir. Au départ ce groupe n'avait qu'un seul objectif : mettre à la porte Batista, et il ne montra du moins ostensiblement, aucune préoccupation d'ordre révolutionnaire. C'était un mouvement de lutte des classes, à caractère fortement nationaliste, sans idéologie définie. Mais une fois au pouvoir la personnalité de

LES CAPITAUX ETRANGERS EN AMERIQUE LATINE

De 1950 à 1955, les U.S.A. ont investi, principalement dans les secteurs de matières premières et de plantations agricoles, 2 milliards de dollars, d'où ils ont retiré 3 milliards et demi de bénéfices. La moitié de ces bénéfices, soit un milliard et demi, ont été rapatriés aux Etats-Unis.

En 1959, sur un gain de 775 millions, 200 millions ont été réinvestis et 575 rapatriés.

Selon la revue du Department of Commerce, « Survey of Current Business » (n° 8, 9), les bénéfices des principales sociétés privées américaines auraient augmenté, de 1950 à 1959, de 90 % au Chili, de presque 90 % au Venezuela et de 30 % en Argentine.

Fidel Castro prit une telle ampleur qu'elle éclipsa le mouvement lui-même au point que, d'un accord commun, on donna à ce dernier le nom de « castrisme », expression qui, au début, ne se rapportait qu'au *Movimiento 26 de Julio*, mais qui, par la suite, finit par définir un fort courant politique, non seulement cubain mais encore latino-américain qui aspire à établir dans notre continent le marxisme avec des caractéristiques propres, influencées par certaines positions chinoises.

Batista était pour ainsi dire associé aux grandes entreprises capitalistes qui, par son entremise, avaient pratiquement gouverné Cuba. Ce fait, dès le début, déclencha l'hostilité de Castro à l'égard de ces dernières. Mais à ce motif s'en ajoutèrent d'autres, comme l'influence marxiste que subit le castrisme, une fois la victoire obtenue, grâce à des équipes de militants qui réussirent facilement à dominer les cadres intérieurs du pays et les autres groupes révolutionnaires. Il faut aussi noter que les communistes furent directement aidés dans leur ascension au pouvoir par le gouvernement, grâce à l'intermédiaire de « Che » Guevara qui était alors le personnage marxiste le plus en vue du nouveau régime.

Mais l'élément déterminant de l'orientation pro-soviétique qu'adopta ensuite le castrisme, fut la conduite négative des Etats-Unis car, après la victoire, quelques fonctionnaires nord-américains crurent pouvoir mener Castro à leur guise, sans se rendre compte que les divergences qui opposaient les nouveaux dirigeants de l'île aux grandes entreprises privées — principalement nord-américaines — étaient considérables. Aussi, lorsque Castro demanda de l'aide aux U.S.A. pour son programme économique, on lui posa des conditions que, naturellement, il n'accepta pas. Et, par la suite, quand commença la série des nationalisations, par représailles les Etats-Unis mirent sous séquestre les comptes du gouvernement cubain, adoptant ainsi une attitude résolument hostile. Ce comportement plaça Castro dans l'alternative : ou modifier son programme, ou quitter le pouvoir, ou, encore, chercher ailleurs des appuis, particulièrement dans le monde communiste. Il dut se résoudre à cette dernière solution car toutes les portes lui avaient été fermées.

Bien sûr, en contre-partie de l'amitié et de l'aide russes, Fidel Castro dut se déclarer marxiste léniniste, en adoptant une position de subordination et en créant le pont Moscou-Amérique latine, via La Havane. C'est après ces vicissitudes que le castrisme commence à prendre une couleur doctrinale marxisante et à représenter un nouveau courant politique, communiste certes, mais avec quelques caractéristiques qui le différencient des partis communistes et du socialisme latino-américains.

Les nationalisations, la dictature, les fusillades, l'existence d'un parti unique et l'abolition de la liberté à Cuba sont trop connues de tous pour être longuement rappelées, mais, par contre, nous nous attarderons sur la signification du castrisme.

Après les révolutions mexicaine et bolivienne, celle de Cuba est la troisième en date qui se réalise en Amérique latine, bien qu'il faille la mettre en tête pour la manière avec laquelle elle accomplit son œuvre en profondeur. Elle se différencie des deux autres parce qu'elle est la seule, jusqu'à présent, qui ait du moins abouti à des conséquences plus profondes et plus radicales. Les deux premières — ayant créé des oligarchies

qu'intéressait un enrichissement illicite et s'étant mises sous la dépendance directe des Etats-Unis — ont renié leurs points de départ. Car, en fait, la perspective de la révolution a été faussée par la prédominance de la volonté de ceux qui ont effectué des investissements et des capitalistes acheteurs de matières tant étrangères que nationales.

Le castrisme qui, par contre, a transformé le « *Movimiento 26 de Julio* » en « *Partido del Pueblo* » — unique parti autorisé à Cuba de tendance communiste — a suivi jusqu'à présent une ligne de conduite plus ou moins univoque, indépendante, bien que subordonnée aux Soviétiques par le processus des investissements de capitaux et celui des achats de matières premières. En Amérique latine le castrisme est arrivé, en quelque sorte, à jouer un rôle de guide pour les communistes, sans pour autant, bien sûr, remplacer Moscou par La Havane ; et dans le fond il offre la preuve évidente qu'avec l'aide extra-continentale il est possible d'instaurer un régime d'orientation communiste assez solide, malgré la proximité nord-américaine.

Le castrisme représente avec virulence l'expression d'un malaise causé principalement par la lenteur de la solution au problème du sous-développement auquel les démocraties occidentales ne sont pas assez sensibles ; parce qu'il est adapté à la réalité latino-américaine, du fait de son caractère double de mouvement à la fois nationaliste et socialiste, il s'est propagé rapidement comme un mythe, proche du fanatisme, et, en peu de temps, il a permis de prendre forme à des partis semblables dans presque tous les pays latino-américains, à partir desquels il lance son offensive.

En conclusion, nous pouvons dire qu'on ne peut plus désormais gouverner l'Amérique latine en fonction d'oligarchies, ni d'entreprises financières, ni d'acheteurs de matières premières et qu'il est urgent de réaliser des réformes structurales sur une grande échelle. D'autre part, ajoutons pour finir que lorsqu'il existe un malaise économique et social, toute dictature qui se dresse pour l'étouffer est appelée à provoquer un jour ou l'autre une réaction qui peut porter au pouvoir le castrisme en n'importe quel pays ; et, pour ce faire, ne risque pas de manquer l'aide de la Russie et de la Chine, évidemment disposées à créer un troisième front aux portes mêmes des Etats-Unis...

DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Nous avons dit qu'aujourd'hui l'Amérique latine est partagée entre le communisme et la démocratie chrétienne : ces mouvements ont tous deux à leur actif une conception révolutionnaire et totale de la réalité du Tiers-Monde. La Démocratie Chrétienne, qui se présente aussi sous d'autres appellations, est organisée en partie dans les vingt républiques latino-américaines ; elle possède, en outre, un organisme inter-américain de caractère consultatif, l'Organisation Démocratique Chrétienne d'Amérique (O.D.C.A.).

La Démocratie Chrétienne a approfondi le diagnostic du sous-développement et formulé des remèdes très concrets pour apporter une solution à la situation des pays latino-américains, en théorie comme en pratique ; elle a proclamé sa position révolutionnaire envers les structures archaïques en vigueur dans tous les pays de ce continent ; elle a participé au gouvernement au Venezuela, où elle a réalisé la réforme agraire, et au Bré-

sil, où elle a obtenu l'approbation de lois pour la construction de logements populaires et l'introduction du salaire minimum. Elle fait partie actuellement de la coalition gouvernementale du Pérou, où elle a obtenu après une lutte très dure contre les oligarchies, l'approbation d'une loi de réforme agraire. Et au Chili, où elle a conquis le pouvoir, la D.C. se prépare à réaliser son programme révolutionnaire. Elle a des représentants parlementaires dans presque toutes les républiques latino-américaines, ses mouvements de jeunesse exercent aujourd'hui une influence importante selon des méthodes et des mécanismes démocratiques, sur la plus grande partie des Universités ; le mouvement ouvrier, dans la lutte qu'il mène pour obtenir de meilleures conditions de vie et la formation de nouvelles structures, a eu l'appui des meilleurs dirigeants démocrates chrétiens.

Ces jeunes partis — qui se sont formés pour la plupart entre 1950 et 1960, exception faite pour les partis de l'Uruguay, du Chili et du Venezuela — ont atteint en très peu de temps un niveau élevé en tant que réalité politique. Ils ont déjà pris part à l'exercice du pouvoir et sont actuellement à la veille d'accéder au gouvernement dans de nombreuses nations latino-américaines.

Que représentent et que veulent les partis démocrates chrétiens en Amérique Latine ? Ils ont introduit dans les milieux latino-américains une nouvelle orientation politique qui consiste à surmonter le stade du sous-développement du continent par une révolution dans la liberté et la justice, avec des méthodes, profondément humaines, réalistes et fondées sur la dignité de la personne humaine ; ils ont pour objectif l'instauration de régimes démocratiques qui abolissent à tout jamais l'exploitation des hommes et des femmes sur le plan individuel comme sur le plan collectif.

Rappelons maintenant, brièvement et dans ses grandes lignes les points les plus intéressants des programmes à court terme de la Démocratie chrétienne en Amérique Latine. La division du continent en vingt pays pose une série de problèmes : elle retarde l'amélioration du niveau de vie et la circulation des biens, et porte préjudice à la production et à l'industrialisation qui progressent d'une manière anarchique. Pour ces motifs, la D.C. souhaite l'intégration des peuples latino-américains. L'intégration économique est nécessaire à la création de marchés plus vastes et plus dynamiques et elle devrait permettre l'absorption de capitaux et de l'excédent de population des autres continents ; elle doit garantir la protection des pays moins développés ; sa réalisation doit se faire par zones géographiques afin de réunir les meilleures chances de réussite et de faciliter le développement.

En ce qui concerne l'exploitation et l'exportation des matières premières, la D.C. latino-américaine affirme la nécessité d'une entente entre les pays exportateurs pour la signature d'accords uniformes tendant à valoriser les produits et pour l'étude des possibilités de transformation industrielle des matières premières dans les pays producteurs. La Démocratie chrétienne se bat, en outre, pour l'adoption des mesures de stabilisation des prix minima.

A propos des capitaux étrangers, la D.C. estime que leur principal but ne doit pas être d'apporter un profit au capitalisme, mais bien plutôt de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des peuples latino-américains ; par voie de conséquence une législation

appropriée s'impose qui envisage la suppression des monopoles. Ceci prouve l'incompatibilité de la position démocratienne avec l'impérialisme qui est à l'origine de l'exploitation de nos peuples, de leur condition misérable et de leur appauvrissement progressif.

Le sous-développement entraîne l'analphabétisme qui exerce une influence déterminante sur le bas niveau de vie ; c'est pourquoi la D.C. a formulé un plan de démocratisation de la culture qui comprend la création d'un fond national contre l'analphabétisme, un programme pour la formation d'enseignants spécialisés, des systèmes de bourses, la création de cours radiodiffusés pour adultes, etc...

Dans l'ordre politique la D.C. proclame son inconciliable avec les dictatures et les gouvernements nés à la suite de coups d'état, et elle a invité tous les partis démo-chrétiens à refuser leur collaboration à de tels régimes. Voici quels sont ses objectifs politiques : une plus grande indépendance de l'Etat, le perfectionnement des systèmes électoraux, le suffrage universel sans aucune discrimination, l'encouragement du pluralisme sous toutes ses formes : politique, religieuse, culturelle et sociale.

A propos du problème fondamental des structures agricoles, sur le plan national comme sur le plan international, au cours de réunions et de congrès, le parti a résolu de lutter pour réaliser une réforme agraire totale. Au Venezuela, au Pérou et en Bolivie (les trois pays où la réforme agraire a été accomplie), ce sont les démocrates chrétiens qui ont été les promoteurs et les réalisateurs de telles initiatives, grâce à des personnalités spécialisées du secteur agricole. Pour la D.C. latino-américaine, la réforme agraire est un problème humain, économique et social qui doit être complètement et audacieusement résolu ; le parti lutte contre les grandes propriétés pour des raisons économiques plus que morales, car le monopole de la terre fait obstacle à l'amélioration de la production. Le but de la réforme agraire doit être l'introduction de critères communautaires dans la distribution de la propriété et la participation des masses paysannes à l'activité économique. Le principe qui sert de fondement à une telle conception de la réforme agraire peut se résumer par cette affirmation : la terre doit appartenir à celui qui la travaille, le rôle de l'Etat consistant surtout à envoyer des techniciens et des machines, à fournir des capitaux, à garantir l'écoulement de la production, à assurer des crédits etc...

En ce qui concerne les entreprises industrielles, la D.C. propose de transformer celles qui possèdent la forme capitaliste en entreprises communautaires de travail assurant la participation ouvrière à la gestion et à la propriété.

Dans le cadre des problèmes politiques mondiaux, la D.C. reconnaît à chaque peuple le droit de créer un Etat indépendant en élisant librement son gouvernement ; et le droit de mettre sa sécurité à l'abri des pressions et des agressions intérieures ou extérieures.

Nous souhaitons que d'après la synthèse que nous venons de présenter, le lecteur ait pu se faire une idée des orientations nouvelles de la politique latino-américaine qui, jusqu'à présent, s'est déroulée à travers des coups d'état, avec des gouvernements sans programme ou dont les programmes tenaient compte non pas des nécessités latino-américaines mais de celles du capital étranger.

LA REFORME AGRAIRE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

par Victor GIMENEZ LANDINEZ

Ancien Ministre de l'Agriculture de la République du Venezuela

La réforme agraire a été considérée jusqu'à présent surtout comme un problème d'ordre social et politique, aujourd'hui il faut la considérer comme un problème économique, c'est-à-dire comme un problème de développement.

En effet, le développement du nouveau continent latino-américain dépend actuellement en grande partie du résultat obtenu par les mouvements de réforme agraire, par les transformations que l'on cherche à réaliser dans notre monde rural. Et la raison en est très simple : tant que nos immenses masses rurales — qui représentent pratiquement 50 % de la population du continent — ne pourront pas élargir le marché de la consommation intérieure grâce à une augmentation sensible des revenus par habitant, il ne sera pas possible de réaliser, au niveau désiré, un vrai processus d'industrialisation.

En outre, aussi longtemps qu'il y aura injustice sociale, persistera ce ferment révolutionnaire, ces agitations, ces coups d'Etat qui empêchent la stabilité politique, fondement nécessaire pour que s'effectuent les investissements productifs escomptés. Il existe donc un cercle vicieux que l'on doit rompre.

Le processus d'industrialisation implique de nombreux investissements, mais, dit-on, les capitaux étrangers n'affluent pas en Amérique Latine parce qu'il n'y a pas de stabilité politique. Autre vérité indiscutable : tant qu'il n'y aura pas d'investissements et, précisément à cause de cela, il y aura instabilité économique et sociale en Amérique Latine. Tel est l'écueil auquel se heurtent les dirigeants politiques de l'Amérique Latine, écueil plus menaçant que celui que rencontrèrent les hommes d'Etat européens les plus qualifiés qui, pour assurer le développement de leurs pays, eurent à leur disposition le temps et l'espace nécessaires. Ainsi, par exemple, l'Amérique Latine doit se développer sans colonies qui lui fournissent des matières premières à bon marché ; de plus les moyens de communication, entre autres, n'ont pas facilité la satisfaction des demandes de la consommation dans une proportion assez élevée.

D'autre part, l'Amérique Latine doit réaliser son développement rapidement, à un rythme bien supérieur à celui que connaissent actuellement les pays développés ; sinon elle restera toujours arriérée — si l'on considère le progrès et le bien-être collectifs — en comparaison de ces peuples qui, bien que déjà développés continuent à se développer avec plus de facilité. Si elle n'améliore pas sa capacité de production, l'Amérique Latine ne rattrapera pas le rythme de son accrois-

sement démographique. Le problème du travail pour tous et celui de la nourriture demeureront toujours brûlants, tant que toutes les ressources de notre continent ne seront pas rationnellement mises en valeur.

Si l'on remarque, en outre, que les progrès de la science augmentent sans cesse la durée moyenne de la vie humaine et diminuent la mortalité, spécialement infantile, on comprendra que la progression démographique prenne des proportions de plus en plus gigantesque d'autant plus que notre population est une population jeune qui réclame des sources de travail, mais qui n'en crée pas. Le cas du Venezuela est typique : 50 % de notre population a moins de 20 ans, et environ 100.000 personnes atteignent chaque année l'âge de travailler, aussi les exigences de notre développement imposent la création de 100.000 nouveaux emplois par an.

Le processus d'industrialisation n'est ni au Venezuela ni en aucun autre pays de l'Amérique Latine, capable actuellement — et ne le sera peut-être pas pendant longtemps encore — d'absorber l'augmentation de population. Il en est encore moins capable si, à ce problème, vient s'ajouter celui que provoquent l'application des progrès techniques à l'agriculture et — fait plus fréquent et moins heureux — l'exode rural, dû à l'abandon et au maigre attrait économique de nos entreprises agricoles.

Si l'industrie ne peut absorber notre augmentation de population et si les activités du secteur tertiaire n'y parviennent pas mieux, il est certain que pendant très longtemps encore une grande partie de notre population demeurera dans les campagnes ; et l'agriculture restera sa source de travail et de revenus. Aussi, si nous ne voulons pas recourir à l'expédient (qui équivaut à un suicide) du contrôle systématique des naissances — puisque ce serait couper à la base nos aspirations à la liberté et au progrès —, si nous ne voulons pas non plus que ces masses rurales s'entassent misérablement dans nos villes et dans les zones qui actuellement les entourent avec le grave danger social et économique que cette situation comporte, il ne reste alors pas d'autre solution que celle-ci : il faut accorder aux campagnes, au secteur agricole une protection spéciale, une attention toute particulière, un traitement de faveur. On obtiendra alors les transformations souhaitées, qui rendront l'agriculture suffisamment rémunératrice et feront du monde rural un milieu stimulant, capable de combler les aspirations élémentaires de progrès et de bien-être que tout homme éprouve pour lui et pour sa famille.

Il ne s'agit donc pas d'une aspiration bucolique au retour à la terre. C'est une nécessité urgente de développement, qui oblige tous les pays (les pays du monde socialiste comme ceux du Marché Commun en sont aujourd'hui le meilleur exemple) à offrir aux entreprises agricoles, encouragements, stimulants et protections afin de rendre leurs revenus stables et suffisants. Politique qui, dans les pays en voie de développement, s'impose d'une façon évidente et inéluctable à ceux qui veulent bien réfléchir sur la réalité actuelle. Cette politique de soutien à l'agriculture est d'autant plus nécessaire que c'est un impératif pour l'industrialisation elle-même que d'incorporer dans les marchés de consommation ces 50 % de la population latino-américaine qui vivent actuellement dans les campagnes.

On pourrait réaliser cette transformation de nos campagnes de deux façons : soit en laissant le développement s'opérer de lui-même, soit en recourant à un système de planification.

Mais si le développement agricole est abandonné à son cours, une fois encore il servira à enrichir les riches et à rendre les pauvres encore plus pauvres. Il faut faire en sorte que nos classes modestes, qui aujourd'hui, veulent non seulement le progrès et le bien-être mais veulent l'obtenir par leurs propres moyens ne voient pas leurs aspirations trahies et ne restent pas aussi insatisfaites qu'auparavant. En effet, en général, les révolutions ne sont pas déclenchées par les peuples qui ont faim, mais par ceux qui s'aperçoivent

que les améliorations obtenues ne sont pas du pain amassé de leurs propres mains mais des miettes tombées des tables bien garnies des riches.

Aussi, pour que le développement atteigne ceux qui ont le plus urgent besoin d'une élévation du niveau de vie, pour que les humbles se sentent les auteurs de leur promotion, pour que ce progrès agricole soit réel — c'est-à-dire à la fois juste et durable — doit-il être organisé par le recours à une réforme agraire profonde et sincère.

Il y a encore une raison. Nous avons dit précédemment qu'il faut rompre le cercle vicieux : « instabilité politique et sociale, d'où manque d'investissements » — « manque d'investissements d'où instabilité ». Aujourd'hui le développement agricole, l'amélioration des moyens ruraux, surtout dans nos « **douloureuses républiques américaines** » impliquent de grands investissements. Des investissements d'infrastructure destinés à la construction de routes mettant en communication les zones de production avec les zones de consommation, à l'assainissement par drainage de nombreuses zones marécageuses ou à l'implantation des complexes d'irrigation sur de vastes étendues. Des investissements d'infrastructure ayant pour objet de résoudre le problème de l'habitation, d'édifier des écoles, des aqueducs, d'installer des égouts. Des investissements de services relatifs à l'organisation des services d'enquête et d'expérimentation, des services de développement agricole, de statistiques, d'hygiène vétérinaire et agricole, etc.

Ne pas organiser l'agriculture en fonction des seuls intérêts des possesseurs de vastes plantations ou de riches élevages.

Des investissements de capitaux pour le financement de l'entreprise rurale, à brève, moyenne et longue échéance, et pour la réalisation d'une politique de défense des prix et de garantie des marchés, politique qui doit être prudente mais de longue haleine. Telles sont, avec beaucoup d'autres, les nécessités auxquelles les États latino-américains, qui ont conscience des problèmes de développement économique et social ne peuvent se soustraire.

Mais les immenses investissements que ces problèmes exigent, l'État ne peut les réaliser en s'appuyant sur les structures actuelles de la propriété terrienne, parce que seuls quelques privilégiés en bénéficieraient, au détriment de la justice distributive. Personne ne pourrait justifier une dépense publique d'une telle ampleur au profit d'un si petit nombre. D'où la nécessité urgente d'entreprendre immédiatement et sincèrement un ensemble de réformes agraires dans toute l'Amérique Latine. Non pour socialiser la terre, pour en transférer la propriété à l'État, mais pour la démocratiser, pour faire en sorte que la propriété de la terre soit accessible le plus possible à tous ceux qui la travaillent et pour que l'action d'aide et de stimulation et la politique d'investissements touchent tout le monde rural ou du moins sa majorité. Et s'il n'y avait pas aussi beaucoup d'autres motifs de justice sociale et de nécessité politique, les raisons d'ordre économique liées aux exigences du développement devraient se suffire à elles-mêmes.

LE DROIT A LA PROPRIÉTÉ DE LA TERRE

Il est urgent de modifier loyalement et profondément les structures de la propriété de la terre, qui, en Amérique Latine, se définissent nettement par la présence simultanée de la grande propriété démesurée et de la toute petite propriété très nombreuse. La liquidation de la grande propriété est la condition « sine qua non » du développement de l'Amérique Latine. Et nous parlons de la grande propriété sous tous ses as-

pects, aussi bien de celle qui est directe — c'est-à-dire les terres non travaillées aux mains de producteurs qui n'y réalisent pas d'investissements — que de celle qui est indirecte — c'est-à-dire des terres cultivées par des tiers, qui sont les vrais agriculteurs payant le fermage au propriétaire. Ce système a plusieurs formes : le fermage, le métayage et beaucoup d'autres, baptisées « *aparceria* », « *colonato* », « *pisatario* », etc. En Amérique Latine cette organisation de la grande propriété a été à l'origine des principales injustices sociales, et par elle s'est manifestée de façon spectaculaire « l'exploitation de l'homme par l'homme ».

Mais il existe encore une troisième forme de grande propriété, que j'appelle antisociale. Lorsque les terres, bien qu'elles soient rationnellement et directement exploitées par les propriétaires, empêchent du fait de leur extension et surtout de leur situation, d'autres agriculteurs d'en devenir jamais possesseurs. A un certain moment, et en vertu d'une dialectique qui se montre parfois très accommodante, les communistes latino-américains ont qualifié une telle forme de propriété de progressiste, la considérant comme un stade obligatoire entre la grande propriété qu'ils appellent féodale, et la socialisation totale de la terre.

A dire vrai, si le meilleur titre à la propriété de la terre est le travail que l'on y effectue, il est juste de reconnaître les droits de ceux qui à la fois la possèdent et la travaillent, toutefois il doit rester toujours entendu que ceux qui travaillent la terre bien que ne la possédant pas ont la possibilité de devenir propriétaires.

En ce sens, la thèse de la fonction sociale de la propriété individuelle dans la loi de la réforme agraire vénézuélienne (Art. 2, 19, 20 et 27) constitue une véritable innovation pour liquider tout type de grande propriété, de même que pour instaurer un régime équitable de propriété et de possession. En effet, il ne s'agit pas de détruire pour détruire, il n'est pas suffisant de liquider les systèmes antérieurs injustes, mais plus utilement en une réforme bien déterminée et bien étudiée, il est nécessaire de présenter des formules nouvelles qui

LES VINGT AMÉRIQUES LATINES : 16 % des terres émergées

	Superficie km ²	Population	% de Population urbaine	Capitale	Population de la capitale
BRESIL	8.514.000	77.521.000	36,2	Brasilia	141.000
URUGUAY	187.000	2.914.000	80	Montevideo	922.900
REP. ARGENTINE	2.794.000	21.418.000	62,5	Buenos Aires	3.703.000
PARAGUAY	406.000	1.903.000	34,6	Asuncion	206.000
CHILI	741.767	8.000.000	59,9	Santiago	1.169.500
BOLIVIE	1.098.600	3.549.000	33,6	La Paz	400.000
				Sucre	60.100
PEROU	1.285.000	11.200.000	47,1	Lima	1.262.100
EQUATEUR	300.400	4.726.000	28,5	Quito	237.000
COLOMBIE	1.139.000	15.098.000	36,3	Bogota	1.329.600
VENEZUELA	912.000	8.144.000	53,8	Caracas	1.272.000
GUATEMALA	108.889	4.095.000	25,0	Guatemala	383.000
HONDURAS	114.670	2.014.000	29,0	Tegucigalpa	125.000
SALVADOR	21.393	2.810.000	36,5	San Salvador	252.600
NICARAGUA	148.000	1.529.000	34,9	Managua	206.600
COSTA-RICA	51.000	1.338.000	33,5	San José	157.700
PANAMA	74.000	1.139.000	36	Panama	270.000
HAÏTI	27.750	4.346.000	12,2	Port-au-Prince	200.000
REP. DOMINICAINE	48.442	3.334.000	23,8	Saint-Domingue	477.800
CUBA	114.524	7.203.000	57	La Havane	785.500
MEXIQUE	1.969.000	38.416.000	42,6	Mexico	4.636.000

N. B. — Il convient d'ajouter à ces vingt républiques deux États du Commonwealth qui viennent d'accéder à l'indépendance : la Jamaïque (11.424 km², 1.638.000 hab., cap. Kingstone, 367.000 hab.), et Trinidad (4.822 km², 783.000 hab.).

remplacent celles pratiquées dans le passé, les améliorant et les transformant dans l'intérêt général.

Il est intéressant de remarquer dans la loi vénézuélienne les règles qui, non seulement, encouragent la formation d'un système basé sur les petites et moyennes propriétés agricoles — favorisées spécialement si elles se groupent en coopératives —, mais aussi la formation de « centres agricoles » et l'intervention personnelle des paysans comme agents de la **Réforme agraire**, car parmi eux il y en a qui, à titre individuel ou collectif, demandent les terres. Mais il faut surtout noter le principe sur lequel doit se baser la répartition de la terre. Elle doit être attribuée, de préférence, là où vit et travaille le paysan qui la réclame à bon droit. Ainsi, on a résolument écarté la thèse des migrations forcées et l'on ne permet la colonisation de terres vierges que si, spontanément, les paysans ou les agriculteurs capables le désirent. Voilà ce que n'ont pas aperçu certains observateurs qui sont allés enquêter dans les pays latino-américains, qui y sont restés quelques dizaines de jours et qui se croient déjà en mesure de nous juger. Dans un livre français récent, traduit depuis peu en italien, l'auteur déclare que la réforme agraire vénézuélienne a été renvoyée aux « **calendes grecques** » car aucune grande propriété ne se morcèlerait tant que l'on n'aura pas distribué toutes les terres incultes du pays, y compris celles des plaines et des forêts de la Guyane. Mais, évidemment, l'auteur n'a pas lu ou n'a pas voulu lire de près le texte de la loi agraire vénézuélienne, parce que s'il l'avait fait, il ne se serait pas permis une semblable affirmation. Le fait est que cette loi n'a pas voulu être un simple papier avec un programme dessus, elle n'a pas voulu tomber dans le travers commun de ceux qui se figurent avoir affranchi le paysan du seul fait que sur la carte ils ont tracé le quadrillage de répartition des terres, elle n'a pas voulu arracher notre paysan à sa condition de serf d'un seigneur féodal pour le transformer en un serf de la mécanique étatique. L'Amérique Latine il est vrai, ni ne veut ni ne croit utiles ces prétendues « réformes agraires » qui se font au prix de la liberté de l'homme, réformes dont on pourrait dire qu'elles aboutissent à ce que les tracteurs écrasent la dignité des peuples, réformes par lesquelles les peuples deviennent de simples chiffres dans les tableaux statistiques ou des jouets dans les engrenages d'une politique d'autorité.

Selon la thèse de la Réforme Agraire Intégrale, on entend par grande propriété tout système qui utilise la terre comme instrument pour asservir l'homme. C'est pourquoi cette grande propriété doit être éliminée et remplacée par un système vraiment juste qui — comme le précise l'article 1 de la Loi de la Réforme Agraire vénézuélienne — permette « que la terre soit pour l'homme qui la travaille, qu'elle soit la base de sa stabilité économique, le fondement de son bien-être social progressif et la garantie de sa liberté et de sa dignité ».

Et nous croyons que la meilleure méthode pour parvenir à cet objectif est de démocratiser la propriété de la terre, c'est-à-dire, comme nous l'avons dit plus haut, de la rendre accessible à tous ceux qui vivent en la travaillant, et non pas de la socialiser, c'est-à-dire de la remettre tout entière à un Etat qui — en ajoutant à son pouvoir politique et militaire celui qui dérive de

la propriété absolue des moyens de production — deviendrait un véritable tyran qui s'opposerait à la liberté, à la justice et au développement.

LE DROIT AU CREDIT

Mais un nouveau statut de la propriété ne suffit pas. Une Réforme Agraire qui ne reconnaît que le droit de l'homme à la propriété de la terre qu'il travaille est peut-être très bien intentionnée mais elle est incomplète. Elle ne peut atteindre les buts qu'elle s'est fixés si elle considère que la seule réforme dans la répartition de la terre est une solution suffisante.

La terre est une source de production et doit produire. Mais le paysan qui la reçoit, c'est bien évident, ne sera pas en mesure de la rendre productive avec ses propres moyens parce que dans la plupart des cas — du moins dans notre Amérique Latine — il n'a pas eu la possibilité d'économiser, exploité comme il l'a été jusqu'à présent par ceux à qui il payait le fermage.

C'est pourquoi, dans une réforme agraire rationnelle, le bénéficiaire d'une attribution de terre acquiert dès lors un droit spécial au crédit agricole, car il a droit non seulement à la terre mais à tous les moyens nécessaires pour la faire fructifier. Crédit qui doit avoir des caractéristiques particulières, puisqu'il ne peut fonctionner comme le crédit traditionnel, avec intérêts, échéances et garanties. Pour cette raison l'Etat, par conséquent, est obligé de créer et d'entretenir des systèmes de financement agricole adéquats, soit en recourant à des organismes spécialement créés dans ce but, soit par des garanties ou des compensations à la banque privée pour qu'elle remplisse une fonction identique.

L'objet principal de cet article n'est pas d'entrer dans les détails du crédit agricole ni de ce qu'on peut plus particulièrement appeler le crédit agraire. Aussi abordons maintenant un autre aspect fondamental de la Réforme Agraire Intégrale.

L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Une réforme agraire bien conçue ne saurait oublier que la terre et le crédit sont accordés dans un but de productivité. Ce serait condamner à l'insuccès le paysan, et la réforme elle-même, si l'homme qui reçoit la terre et la travaille n'acquiert pas la capacité technique pour obtenir le rendement et les niveaux de production nécessaires lui permettant de faire face à la dure loi de l'offre et de la demande. S'il n'en était pas ainsi l'Etat serait obligé de consentir des sacrifices excessifs qui finiraient par l'affaiblir et qui habituerait les organismes ruraux à vivre dans la « chambre à oxygène » des subventions, lesquelles nécessaires dans certains cas, ne peuvent, de toutes façons, durer éternellement !

Un jour, on me demanda si, en Amérique Latine, on devait réaliser la Réforme Agraire en remettant la terre seulement aux paysans très qualifiés. Je répondis non, et même paradoxalement, qu'on devait la remettre précisément aux moins doués afin de susciter leur promotion.

Ce qui est vraiment révolutionnaire, dans une réforme agraire, c'est la transformation de l'homme, sa promotion, son accession à un niveau de vie meilleure

pour lui et sa famille. A cet effet, il faut lui fournir les moyens et l'aide technique indispensables à un travail rentable et productif sur ses champs.

Cette assistance, que la loi vénézuélienne appelle « assistance intégrale » est d'autant plus nécessaire que l'homme de la campagne ne peut se la procurer seul. En effet, les services d'enquête et de développement agricole, l'hygiène vétérinaire et agricole, les services de statistiques, etc., sont trop chers pour les agriculteurs, isolés dans la plupart des cas, bien qu'ils tendent à s'unir en coopératives, comme il est juste qu'ils le fassent parce que c'est aussi pour eux une obligation de contribuer par leurs propres efforts à l'amélioration de leur sort. Lorsque se révèle l'urgente nécessité de travaux d'infrastructure : entreprises d'irrigation et de drainage, d'assainissement, de viabilité, on doit exiger aussi la collaboration des parties intéressées c'est-à-dire des paysans, mais en ce domaine l'initiative, la direction et les investissements sont irremplaçables et ne sauraient incomber aux individus, mais à l'Etat.

LE JUSTE PRIX

La sécurité des marchés et la garantie d'un juste prix pour celui qui vend et pour celui qui achète sont des éléments essentiels du problème agricole, d'autant plus qu'il s'agit de pays non industrialisés.

En effet, dans nos pays, les réseaux de communication et de distribution des produits de l'agriculture et de l'élevage sont très primitifs et mal organisés. Généralement le commerce de ces produits est entre les mains d'intermédiaires, dont l'ignorance est compensée par l'habileté à exploiter le producteur dont ils sont ordinairement les financiers locaux. A ceux-ci, l'agriculteur « confie » sa récolte avant même de l'avoir semée et leur doit cette récolte avant de la ramasser, selon le chiffre fixé d'avance. Les outils de travail élémentaires, les remèdes, les vêtements et les aliments sont débités sur son compte à un prix fort élevé.

De plus, lorsque la production est destinée au commerce international, outre la spéculation supportée dans son pays lui-même, l'agriculteur doit subir les caprices, les intérêts et les complications des marchés internationaux. En effet, le détaillant commence déjà à être exploité quand il achète aux intermédiaires les marchandises pour les distribuer dans le pays, marchandises qu'il doit presque toujours payer comptant ou à échéances très brèves et avec des intérêts élevés. Et, de surcroît, il est soumis pour les marchandises qu'il vend, aux fluctuations des prix et du change, aux systèmes de douane et aux tarifs par lesquels le monde industrialisé défend ses intérêts.

Face à ce monde compliqué du commerce, l'homme des champs perd l'une de ses libertés essentielles : pouvoir vendre et acheter à un juste prix. Il faut donc en contre partie lui reconnaître, eu égard à la fonction qu'il exerce, un droit essentiel : celui d'être protégé par l'Etat qui doit intervenir pour lui garantir — du moins dans la mesure du possible — une certaine sécurité dans la distribution des produits et dans l'équité du prix qu'il doit recevoir pour paiement de ses efforts, prix qui doit lui permettre d'affronter les exigences techniques chaque jour plus impérieuses de la productivité.

Pour terminer ces considérations, nous voulons souligner tout particulièrement l'importance du problème du juste prix dans le développement de nos pays.

On a dit que les pays latino-américains doivent accomplir leur propre développement de l'intérieur et ils ne sont pas rares ceux qui ont affirmé que les investissements dans le Tiers-Monde ne peuvent ni ne doivent se faire avant que ce dernier ne se soit formé pour s'organiser. Notre propos n'est pas de discuter ces points de vue. Nous croyons sincèrement que les pays industrialisés sont les plus intéressés par le développement des pays latino-américains, parce que ceux-ci constituent les marchés les meilleurs et les plus sûrs pour leurs produits fabriqués.

Ce qui nous intéresse c'est de remarquer que l'Amérique Latine est en train d'accomplir son propre devoir en prélevant de grosses sommes de son budget pour transformer ses structures qui ne favorisent pas l'expansion de ses marchés de consommation et font obstacle à un développement planifié. Elle est en train d'accomplir son devoir en investissant l'épargne nationale pour les besoins élémentaires de l'éducation, pour l'assainissement de la situation alimentaire, pour la construction des infrastructures sans lesquelles tout progrès est impossible.

Ce dont l'Amérique Latine a besoin de la part des pays développés c'est uniquement d'une attitude équitable dans les relations commerciales. Lors d'une récente conférence à Strasbourg, on mit en évidence la responsabilité des pays développés — en particulier ceux de l'Europe — à ce sujet. Le total de l'aide qu'a, en général, reçue l'Amérique Latine pendant les dernières années — y compris celle des Etats-Unis — est inférieur ou égal à la somme de dollars que nos pays ont perdue du fait du déséquilibre des échanges commerciaux. C'est là un fait bien connu de tous. En ce qui concerne l'Europe (en particulier les pays de la Communauté Economique Européenne) avant la seconde guerre mondiale, 11 % de ses importations provenaient de l'Amérique Latine. Aujourd'hui, ces achats sont tombés de 11 % à 6 %. Quant aux exportations européennes vers l'Amérique Latine, elles sont passées de 58 dollars US 1930 à 39 dollars 1960 par habitant (en prenant pour bases les prix de 1950). Il y a donc une réduction sensible du volume des échanges commerciaux entre ces deux continents.

Notre intention n'est pas non plus de discuter ici les raisons qui ont provoqué cette situation. Il existe pour les peuples de civilisation occidentale et chrétienne un impératif moral : ne pas oublier les exigences de la justice dans le domaine des relations économiques internationales. Mais il y a encore d'autres raisons plus techniques. Il ne convient pas à l'Europe d'abandonner son marché latino-américain, parce que le conserver pour l'exportation de ses produits finis suppose aussi le maintien de l'achat des produits bruts que produisent les pays latino-américains.

A la longue, un manque de compréhension ou un comportement équivoque peuvent barrer la route des bonnes relations mutuelles entre continents que des affinités et des intérêts réciproques devraient conduire à coopérer efficacement.

. Un paysage grandiose, des structures rurales archaïques.

LA SCOLARISATION EN 1958		
	Nombre d'enfants en âge scolaire	Nombre d'enfants scolarisés
Argentine	3.510.000	2.383.000
Bolivie	730.000	206.000
Brésil	13.642.000	4.600.000
Chili	1.509.000	842.000
Colombie	3.153.000	961.000
Equateur	853.000	362.000
Mexique	7.394.699	4.576.800
Paraguay	408.000	228.000
Pérou	2.358.000	1.002.000
Uruguay	481.000	218.000
Venezuela	1.327.000	568.000

QUELQUES CHIFFRES INDICATIFS DE LA PROGRESSION DEMOGRAPHIQUE EN AMERIQUE LATINE (en milliers)			
	1950	1970	1980
ARGENTINE	17.189	24.937	29.334
BRESIL	52.178	93.752	123.566
COLOMBIE	11.679	20.514	27.691
CHILI	6.073	9.636	12.300
PEROU	7.995	13.200	17.130
VENEZUELA . . .	4.974	10.399	14.827

le syndicalisme en Amérique latine

par Emilio MASPERO

secrétaire général de la confédération latino-américaine des syndicats chrétiens

Il est bien difficile d'examiner les structures syndicales de l'Amérique latine, car il n'existe aucun recueil de faits, ni de documents qui rendent possible une étude comparée. C'est pourquoi la base de notre étude ne peut nous être fournie que par les enquêtes menées par les diverses missions et par les faits réunis par le *Directory of Labor Organizations (Western Hemisphere)*, Département du Travail des U.S.A.

Pour montrer clairement la situation actuelle des forces syndicales, il est utile de se référer aux chiffres que nous possédons. Aux Antilles, sur 18 millions d'habitants, la population active s'élève à 6,5 millions, dont 30 % sont organisés syndicalement ; en Amérique Centrale et au Mexique, la population est de 43 millions dont 13 millions de population active, et les ouvriers organisés n'en représentent que 19 % ; en Amérique du Sud, la population est à peu près de 150 millions, la population active de 47,5 millions, et le pourcentage des travailleurs adhérents à un syndicat est de 10 %. L'Amérique latine, au total, a une population active de 67.000.000 d'individus, dont seulement 19 % — soit 12 millions 730.000 — sont des travailleurs organisés, contre 54.270.000 qui n'adhèrent pas à un syndicat.

Il est nécessaire cependant de préciser que dans ces données sont inclus les groupes syndicaux soumis aux gouvernements dictatoriaux du Nicaragua, de Saint-Domingue, du Paraguay. Pour l'Argentine, nous avons dû nous servir des dernières statistiques de la C.G.T. (Confédération Générale du Travail) patronnée par les péronistes : les chiffres péronistes étaient gonflés pour des raisons politiques et, actuellement, des milliers de travailleurs se sont détachés et continuent à se détacher de leurs syndicats. Ainsi, par exemple, il y a 300.000 métallurgistes, tous obligatoirement recensés, mais ils ne sont que 80.000 à être affiliés et organisés.

La C.T.M. (Confédération du Travail Mexicaine), selon l'O.R.I.T. - Organisation régionale interaméricaine des travailleurs - (organisme d'obédience U.S.A.), aurait 1.300.000 adhérents : ce chiffre a été à juste titre ramené par le syndicaliste chilien J. Golsack, à 200.000.

Les chiffres concernant le Brésil sont aussi de beaucoup majorés dans les documents américains : des 2.536.731 travailleurs organisés, on passe à 807.000, et cela, avec certitude, grâce à une enquête des syndicalistes chrétiens brésiliens.

En outre, si l'on tient compte du fait que toutes les organisations syndicales jouent sur le nombre de leurs affiliés, toujours dans le sens de l'exagération, on doit conclure que l'on serre de plus près la réalité en affirmant que les forces laborieuses organisées arrivent à un maximum de 11 à 14 millions.

LES FAIBLESSES DU SYNDICALISME LATINO-AMERICAIN

Les chiffres sont un paramètre utile pour connaître l'efficacité structurale des forces syndicales. Mais pour comprendre la nature du syndicalisme, il faut le considérer comme

un phénomène lié à la réalité économique-sociale et, comme tel, bien différent du syndicalisme aux U.S.A. et en Europe occidentale, puisqu'en Amérique latine, bien qu'en voie de développement, nous observons toutes les caractéristiques des pays sous-développés.

Une infrastructure qui ne permet pas l'utilisation normale et rationnelle de toutes les ressources aboutit soit à une sous-consommation, avec sous-alimentation et revenus faibles pour chacun, soit à un chômage de base qui entraîne la non-utilisation d'immenses possibilités humaines ; alors que la structure économique repose presque exclusivement sur l'exploitation du sol, héritage de la domination coloniale et conséquence de la pression et de l'immixtion impérialistes, qui se traduit, en outre, par l'intervention étrangère dans la politique de plusieurs de nos pays.

D'où l'urgence de se développer dans un monde qui n'est plus statique mais en complète évolution.

Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale qu'est apparu en Amérique latine le phénomène du capitalisme industriel, bien que très lentement. Et encore beaucoup de capitaux, qui nous sont fournis, sont-ils investis à des fins immédiatement utilitaires, dans les secteurs où l'exploitation est la plus facile et les garanties les plus grandes. Le processus d'industrialisation est non seulement lent mais, de surcroît, il s'effectue sans plan et d'une façon irrationnelle, comme le prouve le fait qu'aujourd'hui encore 65 % des revenus de ce continent proviennent de la production agricole et que 85 % des matières premières ne sont pas manufacturées.

Au phénomène du capitalisme industriel est historiquement et logiquement lié, d'une façon étroite, celui du syndicalisme, puisqu'il naît comme une réaction organisée contre le premier. Si le capitalisme est nouveau pour l'Amérique latine, le syndicalisme le sera encore davantage.

Il ne peut y avoir de climat favorable au syndicalisme sans un progrès centré sur l'industrialisation : celle-ci signifie un changement de vie total, une transformation complète des structures sociales autant qu'individuelles. Une nouvelle bourgeoisie prend forme, la bourgeoisie industrielle, qui engendre une classe ouvrière, un prolétariat urbain et industriel plus nombreux, une concentration de la main-d'œuvre en grands groupes humains. Ainsi se réveille la conscience sociale et se créent les conditions nécessaires les plus efficaces pour trouver et regrouper les forces syndicales et provoquer leur action. Les organisations de l'Amérique latine se sont fondées précisément au fur et à mesure que des matières premières étaient exploitées industriellement : c'est ce qui s'est passé pour le pétrole, le cuivre, les bananes, le charbon, l'étain, le café.

Cependant, malheureusement, on n'a réussi à organiser qu'une minorité réduite de travailleurs privilégiés : au Venezuela, par exemple, l'exploitation pétrolière n'emploie que 2 % de la population ouvrière et paysanne.

Certes, le syndicalisme ne peut que rencontrer des difficultés pour rassembler des forces qui lui soient propres dans des pays où la population agricole représente 80 % de la

population active, mais, même si on laisse de côté ces cas extrêmes, la situation générale n'est guère meilleure dans tout le continent où 51,6 % des forces laborieuses sont employées dans l'agriculture et dans l'exploitation minière, tandis que dans le domaine manufacturier et celui de la construction le pourcentage est respectivement de 14,8 % et de 3,7 %.

Et même les ouvriers des centres industrialisés ou en voie d'industrialisation sont pour une bonne part d'origine paysanne, avec toute la psychologie du paysan et la mentalité qui lui est propre. Trop brusquement arraché à son mode de vie habituel, le paysan transformé en ouvrier est victime de graves traumatismes psychologiques, c'est pourquoi le manque de préparation et de capacité d'adaptation le portent à chercher une évasion qui prend des aspects divers comme l'alcoolisme, l'emploi de stupéfiants, le ressentiment passif et caché envers toute la société.

Le paysan — tant qu'il reste paysan — pratique une agriculture primitive, sans mécanisation : en Argentine uniquement, 18 % de la terre sont mécanisés, dans les autres pays le pourcentage est beaucoup plus faible jusqu'à tomber à 4 % en Equateur.

Le féodalisme agraire qu'exercent les « caudillos » et les militaires, s'est toujours opposé et continue à s'opposer à tout processus d'industrialisation. Et, cependant, le paysan, par manque de maturité de l'organisation, a toujours préféré le « caudillisme » politique, pratiqué par ceux-là mêmes qui l'exploitent, à l'organisation de classe, syndicale et sociale, qui défend ses intérêts et ses aspirations. D'autre part, les travailleurs de l'industrie, organisés et particulièrement privilégiés, enfermés dans leur égoïsme professionnel et dépourvus de conscience de classe, non seulement ne soutiennent pas l'organisation syndicale des paysans, mais très souvent, dans presque tous les pays, ils s'opposèrent et firent obstacle à l'organisation des travailleurs de la campagne.

De sorte qu'aujourd'hui il y a plus de 25 millions de paysans non organisés, non représentés et par conséquent sans défense, alors que dans quelques pays c'est carrément la loi elle-même qui interdit la syndicalisation des paysans.

Il faut, en outre, considérer que la moitié de la population productive est composée d'indios et de noirs dont la situation est nettement inférieure, au point que le travail indigène n'est protégé par aucune loi. Ce sont trente millions de « sous-américains » qui vivent en marge de l'Amérique et qui, en même temps, sont d'une importance vitale pour le monde : en effet, si la productivité indigène diminuait, le monde serait au bord de la famine puisque 30 % des aliments et 35 % des matières premières viennent de l'Amérique latine.

L'indio n'est pas défendu et il est exploité au point que souvent il est contraint de travailler gratuitement pour le propriétaire de la terre et, parfois, dans des pays tels que l'Equateur, les domaines sont vendus avec tous les indios qui y travaillent !

Evidentes sont donc les difficultés pour organiser syndicalement les indigènes. La misère de leur vie les a rendus hostiles au mouvement ouvrier, mais surtout, les syndicats et les syndicalistes portent la responsabilité d'avoir abandonné à leur sort les travailleurs indigènes. Dans un bon nombre de syndicats on en est arrivé à une discrimination raciale et à empêcher la participation des « indios » à la vie et aux responsabilités syndicales.

La situation des paysans et celle des indigènes montrent clairement comment une grande partie des travailleurs latino-américains demeure exclue de l'organisation et de l'action

syndicales, à cause parfois de la loi ou même des syndicats. On doit toutefois constater que même si de tels obstacles particuliers n'existent pas pour les autres travailleurs, la réalité socio-économico-politique de l'Amérique latine elle-même agit comme un frein. En premier lieu, ce qui a une influence négative c'est l'absence de culture et d'éducation de base : l'ignorance et la crainte, qui en est la conséquence naturelle, sont les deux ennemis majeurs des travailleurs, de leur dignité et de leur progrès. Les oligarchies politiques et capitalistes ont toujours profité de cette ignorance ; ainsi on calcule qu'en 1950, en Amérique latine, il y avait plus de 69 millions d'analphabètes au-dessus de 10 ans et encore aujourd'hui existent des pays où le phénomène de l'analphabétisme atteint couramment 70-80 % de la population.

S'ajoute, en outre, le phénomène du chômage ; même si les statistiques sur le chômage dans le continent latino-américain nous manquent, des événements particulièrement significatifs comme la marche de la faim au Panama, les désordres fréquents au Venezuela, le fait que des milliers de Chiliens, de Péruviens, Boliviens, Paraguayens se voient contraints d'abandonner leurs pays pour trouver du travail ailleurs, nous montrent à quel point le problème déjà grave du chômage devient de jour en jour plus aigu.

Dans cette situation, due à l'absence d'un développement économique intégral, il se révèle difficile que le travailleur en chômage adhère aux syndicats ou se sente partie intégrante et nécessaire de l'action syndicale. Ainsi, les diverses organisations sont tout à fait impuissantes et privées des

AMERIQUE LATINE : Revenu annuel par habitant (moyenne 1955-59) en dollars	
Venezuela	1 000
Argentine	550
Uruguay	400
Cuba	375
Panama	350
Chili	325
Colombie	300
Brésil	250
Costa Rica	250
Mexique	200
Pérou	200
République dominicaine	175
Guatemala	175
Salvador	175
Honduras	175
Nicaragua	175
Equateur	140
Paraguay	100
Haïti	80
Bolivie	75
Amérique latine	300

moyens et de la force nécessaires pour attirer les millions de chômeurs en quête d'un travail, quel qu'il soit, qui leur permette de manger à leur faim. Du reste, tout l'expérience syndicale prouve que pendant les périodes et dans les pays où chacun obtient du travail, le syndicalisme est florissant mais, là où sévit un chômage chronique, le syndicalisme éprouve de sérieuses difficultés pour se maintenir et se mettre en valeur.

De sérieux problèmes se posent à la syndicalisation et à l'action syndicale du fait du rapport réciproque qui existe entre syndicalisme et démocratie ; ils sont dus aussi au manque de stabilité politique des pays d'Amérique latine, à l'existence des gouvernements dictatoriaux — et même aussi de régimes républicains et libéraux — qui favorisent ou tolèrent les profondes injustices sociales et économiques existantes.

La généralisation de la corruption, du favoritisme, du cau-

dillisme, du *caciquisme* politique, des élections frauduleuses, réduit à néant la démocratie, de telle sorte que la majorité des gouvernements ont été ou sont l'expression des oligarchies ou le fruit d'un des cent vingt coups d'Etat qui ont eu lieu en moins d'un siècle. Les forces armées, à cause des liens qui les unissent aux grandes oligarchies terriennes ou financières, ont été et sont le soutien politique le plus décisif de la réaction et des forces conservatrices de l'ordre existant et, en contrepartie elles réclament et obtiennent les meilleures parts dans tous les budgets nationaux.

L'Etat, dans la majorité des pays latino-américains, est très loin d'être démocratique et populaire ; c'est un instrument des oligarchies politiques et financières qui, systématiquement, se proposent d'empêcher le progrès, et particulièrement la qualification et la libération des ouvriers et des paysans. Les gouvernements quels qu'ils soient, conservateurs, libéraux, dictatoriaux, ont toujours exercé leur contrôle sur les syndicats et se sont toujours immiscés dans l'œuvre syndicale ; et il est évident que cette intervention continuelle de l'Etat a pu affaiblir l'action syndicale, en l'éloignant parfois des intérêts des travailleurs. Le contrôle des gouvernements est devenu réel ou est en train de le devenir sur deux plans : celui de la force et celui des lois. La police et la force armée sont employées pour briser les grèves et résoudre les conflits du travail. L'assassinat, la torture et le meurtre des dirigeants syndicaux sont encore une façon courante de procéder dans de nombreux pays. L'occupation par les militaires et la police des centres et des locaux syndicaux et la perquisition aux domiciles des leaders et des militants sont aussi monnaie courante dans de nombreux pays. Mais, avec plus de subtilité, les gouvernements s'efforcent de conditionner les forces syndicales par tout un système de lois particulières sur les travailleurs et leurs associations de façon à posséder diverses formes de contrôle : lois sur leur reconnaissance légale, sur la forme de l'organisation, sur les élections des syndicats, sur le financement, sur la négociation des contrats collectifs.

De nombreux pays, en outre, interdisent de se syndiquer aux fonctionnaires et aux travailleurs dépendant de l'Etat. Pour bien saisir l'importance d'une telle interdiction, il faut rappeler que cette main-d'œuvre représente à peu près 27 % de toute la population active ; le double de celle qui est employée dans les usines. De cette façon, une grande partie des travailleurs se trouve soustraite à la vie syndicale. D'autre part, dans les pays où les fonctionnaires sont en train de s'organiser, ceux-ci, par manque de conscience syndicale et sociale, sont portés à s'isoler des autres travailleurs et à s'opposer à la constitution d'une centrale ouvrière avec tous les autres travailleurs. Jusqu'à présent, dans de nombreux pays, les travailleurs des services publics sont restés en marge du syndicalisme, mais il est certain que par la suite il sera nécessaire d'étudier et de mettre en pratique une politique et une action spéciales à leur égard, car leur importance ne fera qu'augmenter.

La paternalisme et le contrôle ne sont pas exercés uniquement par les divers gouvernements, mais, la plupart du temps, par les différents partis politiques qui ont des intérêts et des buts personnels, éloignés du bien général.

Les communistes ne croient pas aux syndicats, par exemple, mais ils les considèrent comme d'excellents instruments d'influence pour renforcer leur parti et pour gagner des voix ou pour conquérir par la violence le pouvoir.

Les partis classiques traditionnels et les nouveaux partis démocratiques cherchent à influencer et à contrôler les syndicats afin d'obtenir une plus nombreuse clientèle électorale :

ils les prennent pour des machines à donner des voix, pour des sections des différents partis politiques. Si dans de nombreux pays les forces syndicales sont utilisées dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme, tant par les communistes que par les nationalistes, par contre elles ont été aussi et sont encore aujourd'hui enrégimentées par les secteurs conservateurs pour maintenir l'ordre existant ou sont employées, sans scrupule, par les forces subversives qui veulent détruire violemment cet ordre existant et créer le chaos et l'anarchie.

Contrôlés par les gouvernements et embrigadés par les partis politiques, les syndicats et les organisations syndicales ne réussissent donc pas à trouver la voie de l'autonomie et de l'indépendance.

Le promoteur du syndicalisme latino-américain fut l'anarchisme, importé d'Europe, que suivirent le socialisme et le communisme. Ces doctrines politiques cependant, tout en éclipsant le syndicalisme, n'ont pas su traduire le fond d'humanisme, de spiritualité et de christianisme qui existe encore chez les peuples de l'Amérique latine.

D'autres doctrines comme l'aprimisme au Pérou, le péronisme en Argentine, le varguisme au Brésil ont du moins cherché à créer le climat et la base nécessaires pour donner une mystique et une combativité permanente aux travailleurs. Au contraire, le sectarisme doctrinal et idéologique des anarchistes, des socialistes et des communistes a été à la base de toutes les divisions syndicales et de l'affaiblissement du mouvement ouvrier et paysan. Par le canal de la doctrine idéologique, on ne se proposait pas de créer une force de classe indépendante et révolutionnaire, mais l'on rechercha et l'on recherche le monopole syndical à tout prix, pour le mettre au service des partis.

Les masses ne se sont senties ni comprises ni représentées par ces doctrines et c'est pourquoi la syndicalisation et l'action syndicale ont échoué. Il est désormais évident que le mouvement syndical dans son action, comme dans sa doctrine, doit être un produit original de la réalité latino-américaine.

A cause de l'absence de vraie formation politique comme d'une doctrine adéquate et d'une mystique de classe, de nombreux syndicats se sont laissés entraîner et cantonner dans la lutte pour l'indépendance, dans le combat contre le colonialisme et l'impérialisme et ils en sont venus à être transformés en de simples instruments par les partis politiques, par les gouvernements et même par les dictatures de tout genre.

L'ABSENCE D'UNE POLITIQUE SYNDICALE COHERENTE

Le syndicalisme en Amérique latine a été le fruit de la passion, de l'intuition et de l'improvisation plutôt que de la raison, de la réflexion et de la technique.

Les organisations syndicales, d'ailleurs, leur politique et leur action, ont été plutôt inspirées par les intérêts des « *caudillos* », des syndicats, des partis politiques ou des gouvernements : comme cela a été le cas, de l'U.P.C.N. et de l'A.T.E., sous le régime de Péron, ou de la Fédération des paysans ou du Congrès des paysans au Venezuela.

D'autre part, dans les pays où l'on trouve des structures syndicales nationales, on observe cependant une centralisation excessive qui absorbe les organismes de base et les prive de leur autonomie, détruisant l'initiative et la force issues des bases syndicales.

A l'intérieur des entreprises, exception faite pour quelques

Le baroque exubérant du siècle d'or.

Les « favelas » pittoresques mais sordides.

pays, les travailleurs ne sont pas organisés comme il faut pour combattre au sein même de leurs centres de travail. On a davantage tendance à agir à partir du siège central et du siège syndical qu'à organiser l'action et la représentation sur les lieux mêmes du travail. Le syndicat d'entreprise et le syndicat par bureau n'exercent déjà plus aucune action dans plusieurs pays, où s'est mis en branle le processus industriel ; et il est donc nécessaire de prendre comme base de structure un type d'industrie, une profession économique ou une branche de la production nationale.

En ce qui concerne la politique syndicale des divers mouvements et des divers pays de l'Amérique latine, il est très difficile d'en faire une synthèse. Les centrales ouvrières, les fédérations, les syndicats n'ont une politique ni bien définie ni systématique, pas de programme touchant les salaires, les accords collectifs, la sécurité sociale, l'éducation ouvrière, les lois, la transformation des structures.

Il n'existe ni une politique ni un programme économique et social qui s'inspirent des intérêts et des aspirations de la classe ouvrière et paysanne. Il n'y a que des programmes et des politiques de partis, de gouvernements qui se prolongent dans le domaine syndical.

La plupart des organisations syndicales, des fédérations ou des centrales ouvrières, n'ont ni écoles syndicales, ni cotisations régulières. Elles vivent grâce aux subventions politiques ou à l'argent des Internationales.

Il n'y a pas une politique de solidarité de la classe

ouvrière. De nombreuses organisations sont isolées à cause d'un inexplicable égoïsme professionnel : par exemple les employés à l'écart des ouvriers dans une même industrie. Il manque une solidarité de classe et un effort de travail organisé et rationnel visant à créer de dynamiques centrales de travailleurs. Il n'y a ni une politique ni une stratégie pour intégrer les organisations syndicales et pour encadrer, représenter et aider les masses au moyen de services sociaux, de coopératives, de mutuelles professionnelles.

L'action syndicale s'est affaiblie en consentant à de graves contradictions, allant parfois jusqu'à préférer l'intervention de l'Etat, l'appui des gouvernements, les antichambres des partis à la combativité et à la force créatrice des travailleurs organisés. D'autres fois, par contre, on est tombé dans la violence et la subversion sans considérer les conséquences nuisibles aux travailleurs eux-mêmes que comportaient certains actes ou certaines initiatives. La principale caractéristique de l'action syndicale en Amérique latine, c'est, on le voit, le manque d'objectifs précis, de plans à longue échéance.

Symptomatique de cette situation flottante est le fait qu'aucune fédération ni aucune centrale ouvrière latino-américaine ne se soit préoccupée de mettre en réserve des fonds en vue de grèves ou de la résistance, afin que les actions de combat des travailleurs puissent obtenir un plus grand succès et plus de garanties.

Le syndicalisme en Amérique latine, du fait de son

absence de programme donne ainsi l'impression d'un mouvement qui est à la remorque des circonstances, des partis, des intellectuels, sans la moindre capacité de créer des situations, de provoquer des faits susceptibles d'améliorer considérablement la condition des travailleurs et des paysans qui ont désormais perdu toute confiance dans les syndicats — surtout dans les syndicats internationaux comme l'O.R.I.T. socialiste et la C.E.T.A.L. (Confédération des Travailleurs de l'Amérique latine) communiste (tant il est vrai que sur 14 millions de travailleurs organisés, plus de 6 millions demeurent en dehors de ces syndicats et que presque la moitié des organisations syndicales de l'Amérique latine n'appartient ni à la C.E.T.A.L. ni à l'O.R.I.T.).

La politique de destruction des communistes et celle de corruption de certains de ceux qui font partie de l'O.R.I.T. ont lentement détérioré les positions du mouvement syndical de l'Amérique latine.

Les travailleurs latino-américains, trop habitués au paternalisme des gouvernements, des dictatures et des partis, n'ont pas une notion claire de ce que signifie « liberté syndicale ». En effet, on a davantage parlé de « l'unité » dans toutes les acceptions du mot, que de « liberté ». Et pourtant cette dernière notion est essentielle à la vie et à l'avenir des syndicats ; malheureusement, dans de nombreux pays s'est déformée la conscience de la classe ouvrière à propos de la liberté.

En Amérique latine d'ailleurs, plus que l'unité, on a cherché à obtenir le monopole syndical au service d'intérêts extrasyndicaux, comme au Mexique où s'est formé le B.U.O. (Office de l'Unité Ouvrière) qui n'a été autre chose qu'un instrument pour dompter le plus grand nombre d'organisations et les mettre au service du gouvernement.

Il n'existe pas en Amérique latine un syndicalisme entièrement indépendant et autonome — sauf des cas isolés et très réduits — et il existe encore moins un fonctionnement démocratique des syndicats, dirigés comme nous l'avons dit, par des groupes malhonnêtes et par des fonctionnaires embourgeoisés sous la dépendance totale des gouvernements ou des partis politiques.

Il est évident que n'ayant pas d'indépendance face aux partis politiques, pas d'autonomie face aux gouvernements, ne présentant pas les garanties d'un caractère foncièrement démocratique, le syndicalisme ne saurait être considéré comme une force de classe authentique et efficace.

Le syndicalisme n'a pas su élaborer une politique définie face au capitalisme, ni les communistes de la C.E.T.A.L., qui représentent le super-capitalisme soviétique, ni le *yanquisme* de l'O.R.I.T. qui porte la bannière du capitalisme bourgeois. Le marxisme profite des revendications ouvrières pour créer le climat favorable à l'avènement du communisme, tandis que l'O.R.I.T. a préféré s'associer à la bourgeoisie capitaliste et a placé au premier plan des revendications qui ne mettent pas en danger la structure capitaliste mais la renforcent avec l'appui des travailleurs eux-mêmes.

On ne rencontre pas en conséquence une politique tendant à la transformation profonde des structures économiques et sociales en vue de l'amélioration du niveau et des conditions de vie qui faissent tant à désirer. Indiquons pour mémoire la famine et la sous-alimentation qui n'ont pas encore disparu, les énormes besoins en logements qui restent à satisfaire, la mortalité infantile dont le taux est élevé, les salaires dont la modicité est extrême, nettement inférieure au minimum vital (en moyenne 4 à 7 Latino-Américains doivent vivre avec le salaire d'un Belge ou

d'un Français), un revenu national qui est très injustement réparti (62 % des habitants touchent 24 % du revenu national).

Seul, le syndicalisme chrétien, sous son aspect doctrinal, a pour objectif d'aller au-delà des structures économiques et sociales capitalistes afin d'atteindre à la promotion de l'homme et à son épanouissement, mais il devra donner un aspect nouveau à cette doctrine dans son idéologie, dans son programme, dans sa politique, dans son action.

Il est clair et ce qui vient d'être exposé le montre, que le syndicalisme traverse une crise, en Amérique latine, et seule une nouvelle formule pourra donner naissance à un organisme vraiment vivant et agissant. Sans nul doute l'action syndicale a signifié, surtout pour certains dirigeants et militants dévoués à cette cause et prêts au sacrifice, une attitude de rébellion contre les injustices et un pas en avant vers une plus grande conscience sociale ; mais le syndicalisme actuel n'est certes pas à la hauteur des exigences impératives de lutte et des aspirations légitimes des travailleurs et des paysans, et il n'est pas capable non plus de donner une réponse appropriée aux problèmes économiques et sociaux de plus en plus complexes et difficiles.

Une fois jaugées ces prémices et cette réalité, est née, en décembre 1954, la Confédération Latino-Américaine des Syndicalistes Chrétiens (C.L.A.S.C.), formée par de jeunes dirigeants de Panama, du Chili, de Cuba, de l'Argentine, du Brésil, du Venezuela, de la Bolivie, du Paraguay, du Pérou, de l'Equateur et de la Colombie. La C.L.A.S.C. est la première centrale syndicale d'inspiration démocratique dans toute l'histoire syndicale et sociale de l'Amérique latine. Pourquoi, sur un continent chrétien comme l'Amérique latine, un syndicalisme chrétien organisé n'a-t-il pas pris corps plus tôt ? Pourquoi a-t-on estimé nécessaire de le créer après cinquante ans d'initiatives et de suprématie anarchiste, socialiste, communiste et d'influence des syndicats U.S. ?

LE PROGRAMME ET LES OBJECTIFS DU SYNDICALISME CHRETIEN

Au début du XX^e siècle apparurent dans divers pays latino-américains des groupes syndicalistes chrétiens qui se sont formés presque en même temps que ceux d'Europe. En 1910, on avait déjà jeté les bases d'une Centrale syndicale chrétienne en Argentine, où le mouvement chrétien aurait pu rassembler la majorité des travailleurs, mais ce ne fut pas possible. Au Chili aussi, on fit des tentatives analogues, mais les promoteurs d'une telle expérience se virent contraints de quitter le pays. En Uruguay et au Brésil, les premières expériences qui se caractérisèrent par un dynamisme syndical actif et batailleur finirent dans la paisible tranquillité des cercles ouvriers et des œuvres d'assistance et de protection religieuse et spirituelle des travailleurs. Au Mexique, il existait — jusqu'en 1927 — une Centrale Catholique Nationale du Travail (C.C.N.T.) qui parvint à rivaliser avec la puissante C.R.O.M. dominée par des éléments anarchistes, socialistes et communistes. Mais la révolution sociale mexicaine, caractérisée par l'esprit antireligieux et par la persécution de tout ce qui avait le nom de chrétien, détruisit complètement cette Centrale.

Que s'est-il passé pendant tout ce temps ? Il faut chercher l'explication dans l'attitude des chrétiens eux-mêmes et dans celle de l'Eglise. Dès les premières luttes pour la justice sociale, on a noté l'absentéisme des chrétiens sur le plan de la pensée comme sur celui de l'action et de l'organisation. L'Eglise a réalisé des œuvres magni-

riques, en Amérique latine, dans le domaine de la charité et de la bienfaisance ; elle a construit, administré et dirigé des milliers d'écoles destinées à la classe dirigeante ; elle a intensifié la politique de « l'Eglise du béton armé » en érigeant de partout des églises énormes, monumentales et autres bâtiments coûteux ; elle a mené une politique majoritaire de puissance installée, en partant de statistiques qui attribuaient à la religion catholique une majorité écrasante. Et, logiquement, ce devait être et ce fut une politique conservatrice et modératrice. On ne comprit pas à temps que l'Amérique latine ne demandait ni l'aumône ni la charité, mais la justice sociale.

En outre, de nombreux représentants de l'Eglise, évêques, prêtres et laïcs, se sont montrés et se montrent encore attachés aux structures de l'ordre existant, par leur passivité et leur silence, mais aussi par leurs rapports quotidiens avec les oligarchies financières, politiques et culturelles. Etant donné les liens historiques indéniables des hommes de l'Eglise avec l'argent, le pouvoir et les privilèges, la prise de conscience de leur situation par les travailleurs leur fit refuser non seulement les structures économiques et sociales injustes mais aussi l'Eglise qui représentait, à leurs yeux, un soutien de l'ordre établi. Ainsi s'est répandu un profond anticléricalisme, une attitude méfiante à l'égard du christianisme en tant que solution historico-sociale des problèmes et des difficultés des travailleurs ; les masses populaires se sont éloignées de l'espérance chrétienne pour se tourner vers l'espérance communiste ou le désespoir anarchiste.

Pour compléter ce tableau, on remarquera que dans les secteurs du catholicisme laïque, la théologie du temporel n'a pas été approfondie et, pire, même pas enseignée. Syndicalisme et politique étaient considérés sujets tabous, exclusivement réservés aux communistes, aux aventuriers et aux « gangsters » ! Le catholicisme latino-américain s'est replié à l'extrême sur lui-même, dans son univers individualiste ; il s'est trop préoccupé du salut individuel des âmes et de l'action charitable des Communautés ; il s'est efforcé d'assurer la vie éternelle de ses ouailles en négligeant d'améliorer notablement les conditions d'existence injustes et misérables des paysans et des travailleurs.

Avec un tel état d'esprit, une authentique expérience syndicale chrétienne, commencée dès l'aube du XX^e siècle, ne pouvait prospérer. Souvent les membres de l'Eglise eux-mêmes mirent un terme, d'une façon ou d'une autre, à ces expériences syndicales tenues pour dangereuses ou inopportunes ou préjudiciables aux rapports de l'Eglise avec les représentants du pouvoir et de l'ordre établi.

Ainsi, à la fin de la seconde guerre mondiale, nous trouvons, dans le panorama syndical latino-américain, une nette prédominance de l'initiative marxiste et des syndicats d'obédience américaine. Dès lors, cependant, se produisent des phénomènes qui changeront radicalement l'attitude des chrétiens et celle de nombreux représentants de l'Eglise ; aujourd'hui, ce processus de renouvellement a atteint son expression maximum. Il n'y a qu'à lire, par exemple, la lettre pastorale révolutionnaire des évêques chiliens sur les responsabilités politiques, sociales et économiques des Chiliens. Il suffit de considérer l'impression profonde provoquée par le numéro spécial de la revue *Mensaje* des jésuites chiliens sur la révolution en Amérique latine, qui exprime, avec la plus grande fermeté, l'obligation pour tout chrétien de participer au processus révolutionnaire latino-américain.

Dans plusieurs pays de l'Amérique latine, les évêques ont exprimé dans d'autres lettres pastorales l'urgence de

l'action syndicale des chrétiens et demandé au nom de la conscience chrétienne la réforme agraire et la transformation des structures socio-économiques, en condamnant le capitalisme et l'oppression qu'il exerce sur les milieux ouvriers et paysans.

Un clergé jeune, spécialisé dans les problèmes théologiques du temporel et de l'histoire, conscient des problèmes économiques, sociaux et politiques de notre temps, fait naître aujourd'hui comme un ferment la conscience et la volonté révolutionnaires chez les nouvelles générations chrétiennes de l'Amérique latine. Une puissante réforme des mentalités et des comportements est en cours, qui a prouvé aux représentants les plus conscients du christianisme la nécessité de rompre avec tous les liens unissant l'Eglise et l'ordre existant, asservi à une minorité privilégiée, pour affronter le devoir historique de susciter l'espérance chez les pauvres, les ouvriers et les paysans de toute l'Amérique latine.

Il y a des pays qui approchent d'une maturité significative en ce sens, et qui ont déjà jeté les bases pré-révolutionnaires de la grande transformation, qui sera déterminante, par la force des idéaux du christianisme social. Le Chili constitue l'un des exemples les plus complets. Dans ce pays, la hiérarchie ecclésiastique et l'apostolat laïque manifestent clairement une pensée rénovatrice et révolutionnaire dans tous les domaines.

L'Eglise elle-même a été à l'origine de la réforme agraire, en attribuant aux paysans toutes les terres qu'elle possédait ; la jeunesse démo-chrétienne représente de loin la majorité dans toutes les universités du pays, les ouvriers et les paysans unis autour du Comité Unitaire des Travailleurs (C.U.T.) — organisme qui coordonne toutes les forces syndicales d'inspiration chrétienne et démocratique — ont déjà obtenu une place majoritaire parmi le prolétariat chilien, et le parti démocrate chrétien est aujourd'hui la force politique dynamique du pays qui a réuni le plus fort pourcentage de voix aux élections municipales de 1963. Le Chili est mûr pour la révolution démocrate chrétienne, pour la révolution sociale dans la liberté et prêt à franchir le pas qui sauvera l'homme et sa dignité. C'est un espoir nouveau qui naît dans ce pays et dans toute l'Amérique latine avec le gouvernement du démo-chrétien Eduardo Frei qui devra mettre un point final à la faim, à la misère et au totalitarisme, ces menaces de toujours.

Mais aussi hors du Chili, dans toute l'Amérique latine, les forces jeunes de la démocratie chrétienne polarisent l'enthousiasme et l'espoir des jeunes couches anticonformistes du continent. Au Venezuela, par exemple, les jeunes démo-chrétiens dominent presque toutes les universités du pays et se préparent à conquérir la majorité à l'Université centrale du Venezuela ; ils constituent la première force organisée de jeunes Vénézuéliens.

La double découverte et de la misère de la majorité de la population et des dictatures qui oppriment nos peuples a fait naître une nouvelle génération de militants chrétiens, qui participent activement à la lutte pour la liberté et la justice sociale. Le syndicalisme chrétien est l'expression — née dans les milieux ouvriers et paysans — de cet élan de rénovation, de cette nouvelle conscience révolutionnaire du christianisme en Amérique latine. Il existe dans le syndicalisme chrétien la conscience de la nécessité d'une révolution sociale, la volonté de faire cette révolution avec tous les risques qu'elle comporte ; on est en train d'adopter les moyens appropriés pour que cette révolution entre définitivement dans la stratégie de la démo-

cratie comme fondement philosophique et base irremplaçable d'un ordre nouveau.

Le syndicalisme chrétien est révolutionnaire puisque tout ce qu'il a entrepris, depuis sa création, avait pour objectif un changement de la situation. Toute sa politique de revendication, d'instruction et de préparation syndicale, de services sociaux et d'aide aux travailleurs vise à mériter l'appui de la majorité des ouvriers et des paysans, afin de s'assurer la force nécessaire pour provoquer des transformations fondamentales qui permettront d'obtenir la liberté et la justice sociale désirées par des millions d'êtres humains.

Le syndicalisme chrétien prévoit deux étapes : d'abord organiser les forces ouvrières et paysannes jusqu'à obtenir une majorité importante, ensuite utiliser tout le poids de ces forces pour réaliser la révolution sociale en commun avec les autres forces qui progressent dans la même direction. Le syndicalisme chrétien et démocratique se trouve à présent en Amérique latine, dans sa première phase : celle qui présuppose la constitution d'une force massive.

Le IV^e congrès latino-américain des travailleurs de la C.L.A.S.C., qui s'est tenu à Caracas du 22 au 26 novembre 1962, en présence de 350 délégués de tous les pays et territoires coloniaux d'Amérique latine, a déclaré terminée la phase d'expansion du mouvement et ouverte celle de la consolidation majoritaire dans tous les pays du continent.

Le syndicalisme chrétien est aussi un syndicalisme authentiquement latino-américain. Un des objectifs essentiels de la révolution de notre continent est la réunification de nos pays, l'unité de l'Amérique latine sans impérialisme ou colonialisme d'aucun genre. Nous sommes convaincus que le destin de notre continent est renfermé dans ce choix : solidarité ou désagrégation et l'Amérique latine a besoin pour cela d'instruments d'origine typiquement latino-américains, au service de l'Amérique latine et de son avenir.

Le C.L.A.S.C. se compose actuellement de 26 organisations nationales qui réunissent 5 millions d'ouvriers, paysans, et employés de toute l'Amérique latine. Elle constitue une force en plein essor, minoritaire dans quelques pays, mais majoritaire dans d'autres. Au Chili, l'activité coordonnée des syndicalistes chrétiens représente le mouvement syndical le plus important du pays. Dans la République Dominicaine, les syndicats chrétiens et les ligues agraires chrétiennes représentent la majorité du prolétariat dominicain. En Equateur, les forces syndicales chrétiennes sont à égalité avec celles des communistes auxquelles elles disputent la majorité auprès des travailleurs équatoriens. Au Pérou, après l'opération paysanne dans le triangle rouge de Cuzco, dominé par les communistes et par les guerrilleros fidélistes, le syndicalisme chrétien est devenu la seconde force syndicale du pays et la première force paysanne puisqu'il accueille dans ses rangs 200.000 paysans péruviens. Au Venezuela, le syndicalisme chrétien est la seconde force du pays dans les villes et la première dans les campagnes. A Haïti et au Paraguay, où subsistent encore des dictatures militaires, on prévoit en se basant sur le rapport des forces existantes que le syndicalisme chrétien, une fois obtenue la liberté et réalisées les conditions de la démocratie, pourra facilement devenir une force majoritaire. Au Brésil, où la situation est très compliquée et confuse du point de vue syndical, les travailleurs chrétiens, dans les villes comme dans les campagnes, ont jeté les bases pour construire le mouvement

syndical le plus étendu du pays. Au Panama, la Federación Istmena de Trabajadores cristianos (Fédération des Travailleurs Chrétiens de l'Isthme) est une organisation de formation très récente qui a cependant déjà obtenu — dans la vie syndicale très limitée du pays — une position presque majoritaire. Dans les nations de l'Amérique centrale, où les mouvements syndicaux chrétiens sont plus récents et plus modestes, on note un rythme de progression soutenu qui transformera les organisations syndicales chrétiennes en une force déterminante.

Dans les territoires coloniaux aussi le syndicalisme chrétien est une force en plein développement. Dans les Antilles hollandaises, la Confédération chrétienne des travailleurs est la centrale syndicale la plus représentative. Dans les Antilles françaises, lors des dernières élections syndicales pour la sécurité sociale, les forces de la Confédération chrétienne des travailleurs des Antilles et de la Guyane françaises ont infligé une défaite totale aux communistes de la C.G.T. A Belize, la Fédération nationale des syndicats chrétiens est l'organisation la plus représentative de ce territoire colonial anglais.

Mais c'est dans le milieu paysan, parmi les travailleurs de la terre, que la C.L.A.S.C. est en train de réaliser les progrès les plus rapides avec la perspective de devenir en peu de temps une force majoritaire, représentative du prolétariat rural latino-américain. En décembre 1961 s'est constituée la *Fédération Rurale de l'Amérique latine*, la première organisation de ce type de tout le continent.

Le syndicalisme chrétien est désormais une force concrète en voie de développement et, en tant que telle, il tire toute sa valeur d'une connaissance réelle de la situation syndicale de l'Amérique latine et des forces latentes qui marchent vers la révolution sociale latino-américaine.

*Industrialisation et classe ouvrière
sont essentielles au développement.*

AMÉRIQUE LATINE ET COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

par Franco MONTORO

Ancien Ministre du Travail de la République du Brésil

LA Communauté est une idée-force de la démocratie d'inspiration chrétienne. Elle est la synthèse des transformations structurelles que nous nous efforçons de réaliser dans les différents secteurs de la vie sociale.

La politique familiale, la réforme de l'entreprise, la défense des droits communaux, les transformations de la propriété et de l'Etat, la réforme agraire, urbaine, fiscale et bancaire que réclament les démocrates-chrétiens s'orientent toutes dans un sens nettement communautaire.

Tel est également le sens de la magnifique et victorieuse réalisation de la Communauté économique européenne, et telle est aussi l'idée qui inspire la Communauté d'Amérique latine que nous essayons de réaliser à travers des efforts d'intégration économique.

Mais toutes deux ne sont que de modestes parties d'une réalité plus grande vers laquelle nous devons cheminer : la Communauté humaine.

Cette affirmation en termes concrets d'un Bien commun universel est la grande conquête de notre siècle.

Et elle nous impose un comportement nouveau s'inspirant des droits et des devoirs fixés par la justice à l'échelon mondial.

LA JUSTICE A L'ECHELON MONDIAL

Face à la Communauté humaine, les autres communautés régionales doivent se comporter comme des parties par rapport à un tout et répondre à des principes de justice communautaire distributive et sociale.

La justice communautaire exige que, dans les relations entre les parties, un prix équitable soit payé pour les produits échangés. Au delà de la « libre » volonté des parties ou des exigences du marché, elle implique un critère de justice et d'équité qui doit être respecté.

La justice distributive exige que toutes les parties de la communauté soient assurées de participer de manière proportionnelle au Bien commun.

La justice sociale enfin exige que tous les membres de la Communauté apportent leur contribution et fassent les sacrifices nécessaires à la promotion du Bien commun. Tous sont responsables de la réalisation effective du Bien commun à l'échelon mondial et, à l'image de ce qui se passe dans le domaine des relations entre individus, la justice sociale internationale exige davantage de celui qui peut davantage et impose des devoirs qui ne se mesurent pas selon les critères de l'égalité arithmétique.

Cette solidarité universelle est le fondement éthique des responsabilités qu'assument les Nations Unies, les organismes supranationaux et les nations plus développées en faveur de la promotion universelle du développement.

En plus de ce fondement moral, des raisons d'ordre

économique et politique recommandent ce comportement.

Les raisons économiques peuvent être résumées par l'observation pertinente de l'économiste P.J. Kapteyn : « Si le taux de progression du revenu net par tête d'habitant dans les nations nouvelles pouvait être de 1 % par an pendant les dix années à venir, les exportations totales des pays industrialisés vers le tiers monde augmenteraient de 100 % par rapport à 1958 » (Rapport présenté à la 52^e conférence de l'Union interparlementaire 1963).

Les raisons politiques sont liées au maintien de la paix mondiale. En effet, les billions d'hommes qui luttent dans les pays sous-développés prennent jour après jour davantage conscience de leur situation de misère dans un monde dont les possibilités techniques permettent de donner à tous les moyens d'atteindre un niveau de vie plus humain.

Cette prise de conscience s'accompagne inévitablement d'un sentiment de révolte qui constitue un danger pour la paix mondiale ; il suffit de se rappeler (comme le dit le rapport présenté à la Conférence de l'Union interparlementaire), que la prospérité des nations développées est partiellement acquise aux dépens des pays sous-développés : « Notre prospérité est partiellement acquise à leurs dépens, par suite de l'évolution défavorable des termes de l'échange. On a estimé à plus d'un milliard et demi de dollars le préjudice subi par eux en douze mois, en raison de la chute des prix des matières premières, lors de la récession de 1957-1958, et de la hausse simultanée du coût des produits industriels qu'importent les Etats en cours de développement. »

Les accords isolés entre pays sous-développés et pays industrialisés favorisent la prédominance du fort et la soumission du faible. Les relations de cet ordre finissent fréquemment par la soumission ou par la révolte, et c'est pourquoi les organismes supranationaux à l'échelon mondial ou régional revêtent une telle importance.

De toutes ces raisons nous concluons qu'il est nécessaire d'apporter dans le domaine des relations internationales de profondes transformations de structure et de mentalité afin de pouvoir instaurer progressivement une véritable communauté mondiale.

LES EUROPEENS ET L'AMERIQUE LATINE

Lebret a dit que devant les responsabilités mondiales, les Américains se montraient « non préparés » et les Russes « inhumains ». Quelle sera l'attitude des Européens et quelles sont leurs possibilités ?

Ni les Américains ni les Russes ni les Chinois ne réussiront à annihiler l'âme humaine. Si l'Occident comprenait avec davantage de clairvoyance la situation du monde, s'il saisissait la profondeur de ces exigences morales qu'il continue à proclamer sans les pratiquer, s'il abandonnait les principes économiques puérils qui

l'aveuglent, le choc qu'en ressentiraient le monde communiste et les pays qui sont sous l'influence de sa propagande serait énorme. L'économie du don, par exemple, si timidement appliquée jusqu'à présent, n'est-elle pas déjà une preuve de ce que plus personne ne pense que la justice soit entièrement respectée et que toutes ses exigences soient satisfaites lorsque les pays riches se bornent simplement à payer les prix qu'ils imposent eux-mêmes sur le marché ?

En plus des raisons qui s'imposent en vue d'une communauté mondiale, l'Europe a des motifs particuliers de s'intéresser à l'Amérique latine.

Premièrement, l'état de crise aiguë dans lequel se trouve le continent d'Amérique latine pourra connaître soit une solution violente aux conséquences impressionnantes, soit une solution progressive, selon la rapidité du développement économique et social. Or, ce développement dépend en grande partie de la compréhension et de l'appui qu'il rencontrera auprès des pays européens.

En deuxième lieu, un continent d'Amérique latine uni et développé pourrait être, à l'échelon mondial, un élément d'équilibre important. Il faut rappeler ici les paroles prononcées par M. Maurice Faure en défendant devant l'Assemblée parlementaire française la ratification du traité de Rome et l'union de l'Europe ; il disait que nous vivions encore dans l'illusion qu'il existait cinq grandes puissances, alors qu'en réalité, il y en avait à peine deux : les Etats-Unis et la Russie avec, peut-être, une troisième demain, la Chine, et qu'il dépendrait de nous qu'il en existe une quatrième qui serait l'Europe. A ces puissances, l'Amérique latine pourrait venir se joindre avec ses vingt millions de kilomètres carrés et ses deux cent vingt-cinq millions d'habitants, si elle réussit à promouvoir son développement et son progrès sous forme d'intégration, comme elle essaie de le faire.

En troisième lieu, son histoire passée et présente, ses traditions, sa culture, l'origine des hommes qui la peuplent et qui la dirigent font de l'Amérique latine le prolongement naturel de l'Europe. Nous sommes des Latino-américains. Dans notre majorité, nous représentons une expérience unique de mélange de peuples et de races européennes. Nos langues sont latines (l'espagnol et le portugais), le christianisme est notre religion, la liberté et la justice notre vocation.

LES TRAITES DE ROME ET DE MONTEVIDEO

Dès 1957, immédiatement après la signature du traité de Rome, l'Amérique latine accorda son appui à l'établissement de la Communauté européenne, convaincue qu'elle était, qu'elle pourrait représenter un facteur d'équilibre dans le dynamisme des forces économiques et mondiales. Le succès de la mise en œuvre du marché européen au cours des dernières années a prouvé que l'Europe intégrée était devenue un élément d'une importance primordiale dans l'économie internationale.

Mais dès cette même époque, l'Amérique latine ne manqua pas de demander à la Communauté d'accorder une attention particulière à ses intérêts que les aspects défavorables du traité de Rome et de sa mise en œuvre étaient susceptibles d'affecter de manière dangereuse. Pour les pays d'Amérique latine, l'ouverture d'un dialogue ayant pour but de concilier les in-

térêts des deux parties s'imposait, tant en faveur de la tâche gigantesque que constitue l'élimination du sous-développement dans de vastes régions du monde, qu'en faveur de l'économie internationale considérée comme un tout.

En vue de ce dialogue qui ne semble vouloir commencer que maintenant de manière constructive, l'Amérique latine est en train de se préparer dans le cadre de l'évolution radicale que connaissent actuellement les relations économiques internationales. L'intégration économique est devenue l'un des objectifs primordiaux des gouvernements des pays d'Amérique latine et les travaux qu'ont commencés d'une part, l'Association de libre-échange de l'Amérique latine (A.L.A.L.C.) créée par le traité de Montevideo (1960) et d'autre part, le Comité de coopération économique pour l'Amérique centrale (C.C.E.I.C.) auquel le Traité du marché commun de l'Amérique centrale a donné une nouvelle vigueur, constituent autant d'étapes sur la voie de l'unification et de la coordination, étapes dont cette région bénéficiera dans ses relations avec d'autres régions du monde. A travers ces efforts, l'Amérique latine se propose de mobiliser et d'utiliser, à un degré de beaucoup supérieur à celui qu'elle a atteint jusqu'à présent, ses propres possibilités et ses propres moyens d'action sur le plan intérieur et d'arriver à une meilleure organisation en vue d'ouvrir des négociations efficaces avec d'autres groupements économiques régionaux, à commencer par la Communauté économique européenne.

Il sera également de la plus haute importance pour les Américains du Sud de connaître les données et les résultats de l'expérience européenne d'intégration économique, sociale et politique. Compte tenu des différences de conditions évidentes qui séparent ces Communautés, ces renseignements pourront être extrêmement précieux pour une Union de l'Amérique latine, notamment en ce qui concerne les mécanismes et les processus d'intégration.

LE PROBLEME DU DEVELOPPEMENT DE L'AMERIQUE LATINE

Le début du XX^e siècle a vu les nations du monde se diviser nettement en deux groupes distincts : les pays dont l'activité économique et le fonctionnement de l'économie étaient fondés sur les investissements internes financés par l'épargne de leur propre population, et les pays dont le maintien de leur croissance économique à un rythme satisfaisant dépendait presque exclusivement de l'impulsion dynamique de leurs exportations et des investissements étrangers destinés à les accroître.

Dans ces derniers pays se développa alors ce qu'on pourrait appeler une « économie d'exportation », dans laquelle l'activité économique est généralement orientée vers la production et vers l'exportation de produits alimentaires et de produits primaires n'exigeant que peu ou pas de transformation ainsi que vers les activités complémentaires. Dans ce type d'économie, ce sont les exportations et non les investissements qui constituent le principal facteur, déterminant le niveau des revenus et leurs variations, tandis que c'est dans les importations, et non dans l'épargne, que s'écoule la majeure partie du surplus du revenu.

Jusqu'aux années trente, alors que le commerce des

*A l'avant-garde
de l'architecture
contemporaine,
mais il reste
26 millions de
logements à
construire...*

produits de base était en expansion, ces pays purent maintenir un niveau de croissance économique satisfaisant ; la grande dépression qui intervint alors mit définitivement fin à ce type de développement tandis que les grandes disparités qui avaient surgi dans la demande internationale (lenteur dans l'accroissement de la demande en produits primaires s'opposant à une offre intense de produits industriels) prenaient une forme grave et persistante entraînant des effets préjudiciables. Il faut rappeler ici que, d'après les statistiques des

Nations Unies, les prix des produits industriels ont augmenté de dix pour cent entre 1953 et 1961, alors que les prix des produits primaires ont baissé de huit pour cent, réduisant ainsi le revenu du monde sous-développé d'environ 14 billions de dollars par an.

Une statistique plus récente de la commission du commerce international des produits de base du Conseil économique et social des Nations Unies montre que de 1953 à 1962, les termes de l'échange du commerce mondial entre l'indice des prix des produits de base et

*Une
modernisation
trop lente
et trop limitée
pour que
l'Amérique
latine
cesse d'être
sous-
développée.*

celui des produits manufacturés ont baissé de 117 à 78 aux dépens des exportateurs de produits de base. Cela signifie pour les pays sous-développés une perte approximative de 9 billions cinq cents millions de dollars en sept ans.

Durant cette même période, l'assistance financière accordée aux pays sous-développés s'est élevée à 3 billions cinq cents millions de dollars, ce qui signifie une perte de 6 billions de dollars pour les nations pauvres.

En conséquence, il a été impossible aux pays expor-

tateurs de produits de base dont les recettes sont en constante diminution, de maintenir leur niveau d'activité économique. C'est alors qu'a commencé à se dessiner clairement la division dont nous avons parlé plus haut entre pays sous-développés et pays industrialisés. Et c'est ainsi que naquit, se définissant peu à peu, la notion de sous-développement.

Lorsqu'il fut devenu évident que toute tentative en vue d'accélérer ou de maintenir le rythme antérieur d'accroissement des exportations traditionnelles était

irréalisable, l'unique solution qui s'imposa fut de produire sur place les biens d'importations afin de compenser les disparités existant dans la demande internationale. Dès lors, chaque pays fit du développement économique basé sur l'industrialisation son principal objectif, étant donné que c'était la seule et unique manière susceptible de rendre l'économie nationale moins vulnérable aux fluctuations du commerce international.

Cependant, en examinant attentivement la situation économique mondiale, on aperçoit dès l'abord certains facteurs extrêmement inquiétants dans le développement actuel du monde. Alors que durant de brèves périodes et généralement en raison de circonstances fortuites, certains pays à faible revenu ont réussi à atteindre des taux de développement élevés, dans la plupart d'entre eux, le développement n'a pas revêtu ce caractère cumulatif qui est le propre des véritables processus d'accroissement soutenu.

C'est précisément en raison de cette grave constatation que l'organisation des Nations Unies a résolu de consacrer de meilleurs efforts à ce problème. La période de 1960 à 1970 a été baptisée la « décennie pour le développement » et les pays membres de l'O.N.U. ont été invités à coopérer afin qu'à l'issue de cette période, le revenu national global des pays sous-développés ait atteint un taux minimum de croissance égal à 5 %.

La situation actuelle justifie entièrement les appréhensions de l'organisation mondiale. Selon les déclarations des représentants des pays d'Amérique latine devant la seconde commission de l'assemblée générale de l'O.N.U. de 1962, le taux moyen de développement des pays d'Amérique latine est en baisse. Les conditions de plus en plus défavorables que ces pays rencontrent dans le commerce extérieur prennent une tournure dramatique si l'on tient compte du fait que les exportations de cette région qui, en 1937-1938, représentaient 10 % des exportations mondiales, atteignent aujourd'hui environ 6,5 %, alors que sa population a augmenté à un taux plus élevé que celui de n'importe quelle autre région du monde. En Amérique latine, la production et la productivité sont de plus en plus en retard sur les nécessités démographiques et il s'ensuit que la misère augmente et s'enracine — situation qui a tendance à être quasi identique dans presque tout l'ensemble du tiers monde.

On sait que la distinction établie entre pays sous-développés et pays développés comporte deux sortes d'écarts : premièrement, le « hiatus dynamique », qui correspond à la différence des taux de croissance économique, et deuxièmement, le « hiatus de revenu », autrement dit, la différence entre les niveaux des revenus. Il est évident que tous deux sont étroitement liés : mais ce n'est pas par hasard que les Nations Unies ont choisi le hiatus dynamique lorsqu'elles fixèrent l'objectif de la décennie pour le développement.

En effet, les données statistiques montrent que le monde sous-développé compte actuellement 1 billion 600 millions d'habitants dont le taux d'accroissement démographique est de 2 % par an, avec un produit national total d'environ 190 billions de dollars (ce qui correspond à 120 dollars par habitant), alors que le monde développé a 870 millions d'habitants, dont le taux d'accroissement est de 1,4 % par an, et un produit d'un trillion 300 billions de dollars (autrement dit, 1 500 dollars par habitant).

Le revenu de 120 dollars par habitant des peuples

sous-développés tend à interdire tout effort visant à augmenter les taux de l'épargne et des investissements. Si l'on veut obtenir pour un groupe considéré comme un tout, un taux d'accroissement du revenu de 5 % en une décennie, comme se propose de le faire l'O.N.U., il faudrait pour le moins que le coefficient des investissements augmente jusqu'à 15 % du revenu. Or, afin d'arriver à une augmentation semblable de l'épargne et des investissements, il est indispensable de doubler le revenu par habitant, revenu qui se trouve actuellement pratiquement au niveau de subsistance. Nous devrions donc faire passer le revenu des habitants des pays sous-développés de 120 dollars à 240 « per capita », de sorte que le taux d'accroissement de ces pays devrait être de 10 % durant la décennie (en admettant un accroissement démographique d'à peine 2 % à l'intérieur de ce groupe).

C'est la raison pour laquelle existent des relations fonctionnelles extrêmement étroites entre le niveau du revenu et la propension à épargner et, logiquement, une corrélation des plus grandes entre l'épargne, la formation du capital et les taux d'accroissement. Avec le niveau de revenu moyen par habitant de 120 dollars qui est la caractéristique des pays sous-développés il est pratiquement impossible de s'attendre à ce que l'épargne brute moyenne soit supérieure à 8 %, ni à ce que les investissements dépassent de beaucoup 3 à 5 % du produit national. Dans le cas du Brésil, étant donné ce niveau d'investissements liquides ainsi que les rapports marginaux capital-produit qui oscillent autour de 3,6 %, l'accroissement maximum auquel on puisse s'attendre pour le revenu global est d'environ 2 à 3 %, selon les variations des tendances de l'évolution démographique. Dans ces conditions, le revenu par habitant baisserait, demeurerait en stagnation ou n'augmenterait qu'imperceptiblement.

Voyons maintenant quels seraient les investissements nécessaires en vue de doubler le revenu par habitant de ce groupe de pays sous-développés au cours de la décennie pour le développement (condition *sine qua non*, comme nous l'avons dit, pour atteindre le taux minimum de 5 %). Le produit national global de ce groupe étant de 190 billions de dollars, le rapport brut capital-produit égal à 3 % et le taux d'accroissement démographique annuel correspondant à 2 %, le coefficient d'investissements bruts devrait être de 27 %, dont à peu près 8 % sont actuellement financés par l'épargne locale et par des mouvements internationaux de capitaux. Les 19 % restants devraient être fournis d'une manière ou d'une autre.

Étant donné qu'à des niveaux de revenu aussi faibles, les rapports fonctionnels quantitatifs entre l'épargne et le revenu par habitant empêchent d'épargner davantage, et compte tenu du fait qu'à un niveau de revenu par tête deux fois plus élevé (240 dollars), les pays sous-développés épargneraient 15 % de leur revenu national, nous aboutissons aux conclusions suivantes :

1. — le total des investissements au cours de la décennie devrait se monter à 790 billions de dollars environ ;

2. — les pays sous-développés pourraient investir eux-mêmes à peu près 325 billions de dollars ;

3. — par conséquent, un complément à l'épargne d'environ 465 billions de dollars (en liquide) devrait être fourni de l'extérieur aux pays sous-développés.

Afin de dépeindre mieux encore le caractère dramatique de la situation, supposons que nous éliminions maintenant le hiatus dynamique, autrement dit, que tant les pays développés que les pays sous-développés aient le même taux d'accroissement de 5 % par an.

En partant des niveaux de revenu actuels — 120 dollars pour les pays sous-développés et 1 500 pour les pays développés — et étant donné les taux d'accroissement démographique de chacun de ces deux groupes (2 % ou davantage pour le premier, et 1,4 % pour le second), le résultat serait le suivant au bout de 25 ans ou d'une génération : les pays sous-développés auraient un revenu moyen par habitant de 251 dollars, et les pays développés, de 3 630 dollars par habitant. En d'autres termes, la différence réelle — c'est-à-dire le hiatus de revenu — aurait augmenté de 12 à 15 fois.

On pourra nous objecter que les niveaux des revenus pris comme point de départ pour notre calcul ne sont pas réalistes, ou que les taux n'ont pas été bien choisis. Cependant, ce que nous nous proposons ici, ce n'est pas d'arriver à des résultats exacts, mais bien de montrer que la différence dans l'ordre de grandeur du revenu est telle que des taux d'accroissement identiques entraîneraient des hiatus de revenu de plus en plus grands.

Ces sombres données ont fait, en 1962, l'objet d'une étude de la deuxième commission de l'assemblée générale de l'O.N.U. lorsque des représentants des pays d'Amérique latine attirèrent l'attention des autres pays représentés à la commission sur ce point. Les débats qui eurent lieu à cette occasion étaient le résultat d'années d'études et de réflexions des pays développés sur une notion ou, plus exactement, sur les forces hostiles auxquelles nous devons faire face et sur les remèdes susceptibles de les combattre efficacement.

Déjà quelques mois avant que se réunisse au Caire une conférence de pays sous-développés, puis tant à cette conférence qu'à l'O.N.U., il devint évident que l'un des principaux facteurs déterminant des tendances décrites plus haut était le commerce international.

Les disparités existant dans la demande internationale auront tendance à se maintenir si des mesures effectives ne sont pas prises en vue de les combattre. Et leur maintien signifie la réalisation des sombres prévisions que nous évoquions tout à l'heure.

Même si les pays sous-développés étaient en mesure d'amener leur épargne aux niveaux d'investissements qu'exige le développement économique, ils ne pourraient pas pour autant transformer cette épargne en investissements parce qu'en réalité, ils produisent des biens primaires mais non les biens d'équipement nécessaires. L'incidence du taux de l'épargne sur l'économie de ces pays dépend donc des possibilités dont ils disposent pour la transformer en biens de capital au moyen du commerce international.

Même en présence d'un processus de substitution d'importations tel qu'il s'est produit au Brésil, où la dépendance dans laquelle ce pays se trouvait face aux biens de capital importés a été énergiquement réduite, le rôle des biens importés demeure quand même primordial. Une certaine partie des biens de capital, dont la production à l'intérieur peut être tellement coûteuse qu'elle en devient impraticable, voire impossible, ne peut être réduite et le fait de ne pas disposer de ces biens importés finit par interdire la réalisation de

programmes d'investissements fondamentaux.

Ainsi en arrivons-nous à la conclusion suivante : le commerce est une prémisses, une condition nécessaire — mais ni suffisante, ni unique — du développement économique. Cette notion bien définie selon laquelle **le commerce est un moyen en vue de promouvoir le développement économique, mais non une fin en soi** est essentielle pour la tâche que nous nous proposons de réaliser à présent, puisque par le passé, les défenseurs du commerce et des moyens d'en élever le niveau se sont écartés de ces objectifs finaux qui consistent à donner des conditions de vie décentes à une partie marginale de l'humanité et que, prenant les moyens pour des fins, ils ont lutté et continuent à lutter pour des mesures qu'ils ont exécutées et qu'ils continuent à exécuter, mesures qui, tout en augmentant le commerce, n'en interdisent pas moins l'accroissement du revenu global des pays sous-développés.

Pour revenir aux faits dont nous avons parlé au début, en raison des caractères particuliers de leur demande, les exportations de produits de base — l'une des forces d'impulsion principales du revenu des pays sous-développés — augmentent et continueront nécessairement à augmenter à un rythme beaucoup plus lent que le revenu et les niveaux des échanges des pays hautement industrialisés.

Il y a lieu de citer les paroles prononcées par M. Miguel Osorio de Almeida, représentant du Brésil à la deuxième commission de l'assemblée générale de l'O.N.U. de 1962 : « Il n'est pas impossible qu'un pays ou un petit groupe d'exportateurs de produits primaires augmentent les recettes de leurs échanges. Mais il est impossible que tous les pays sous-développés, ou la plus grande partie d'entre eux, le fassent en même temps. En effet, l'Organisation des Nations Unies a inlassablement attiré l'attention de tous les pays sous-développés sur le fait qu'il est indispensable qu'ils commencent à réaliser leur développement ou à accélérer le rythme de leurs taux d'accroissement, et elle a clairement indiqué le rôle imparti au commerce, qui est une des conditions nécessaires à cet accroissement accéléré. Pour paradoxal que cela paraisse, au cas où tous les pays sous-développés essaieraient d'augmenter tous en même temps leurs recettes au moyen des échanges, ils réduiraient en réalité d'autant les possibilités de chacun d'entre eux de gagner individuellement, vu le mécanisme défavorable que présentent les lois de l'offre et de la demande dans la structure actuelle des marchés internationaux.

« À ce stade, ce n'est pas en produisant davantage de café, de sucre, de cacao, de coton, de caoutchouc, de blé, de laine, et ainsi de suite, que l'ensemble des pays sous-développés arrivera à augmenter rapidement ses recettes par les échanges. Un pays isolé peut vendre davantage que d'autres pendant un certain temps, mais non tout le temps. Quelques pays — généralement petits — particulièrement bien pourvus en certains types de produits et grands producteurs de ceux-ci, peuvent certes développer leurs échanges et se développer au moyen des échanges. Mais, ce faisant, ils diminuent dans la même proportion les chances de développement des autres pays. Comme le montrent les statistiques de l'O.N.U., la plus grande partie des baisses enregistrées dans les prix de différents produits au cours de ces dernières années provient bien plus des pressions exercées par l'offre que d'une réduction proprement dite

de la demande sur les marchés internationaux. Dans ces conditions, tout ce que peuvent faire les accords sur les produits de base consiste à adapter les exportations à l'accroissement de la demande, ce qui ne correspond nullement aux nécessités de développement des pays sous-développés. Et c'est d'autant plus inadéquat si l'on songe que le monde des pays sous-développés est presque trois fois plus peuplé que le monde développé. »

Il s'ensuit qu'au-delà de la **stabilisation** de leur commerce de produits primaires, la **diversification** des exportations des pays sous-développés représente l'unique issue capable de transformer vraiment les échanges internationaux en un puissant instrument de développement économique.

LA NECESSAIRE COOPERATION DES PAYS INDUSTRIALISES

Cependant, c'est là une tâche que les pays sous-développés ou en voie de développement ne peuvent réaliser eux-mêmes sans la coopération effective des pays industrialisés.

Selon un principe bien établi en droit international, les nations souveraines sont égales du point de vue juridique. Toutefois, il suffit de constater les inégalités criantes que présentent les niveaux du revenu et du produit national des différents pays du monde pour se rendre immédiatement compte de ce que, sur le plan économique, cette égalité est loin de correspondre à la réalité. Si l'on songe en plus à quel point la plupart des pays sous-développés dépendent du commerce international, alors que ce même commerce ne joue qu'un rôle insignifiant dans la formation du revenu de la plupart des pays hautement industrialisés, on verra qu'en fait, c'est une **inégalité flagrante** qui prévaut dans l'ensemble des relations économiques internationales.

Le principal recueil de réglementations régissant les relations commerciales entre pays, pour limité qu'il soit à un nombre restreint de parties contractantes, est l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.). Il est à peine nécessaire de rappeler ce que dit le préambule à propos du désir des parties contractantes de conclure des « accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres entraves aux échanges et à l'élimination des discriminations en matière de commerce international. »

Nous insistons sur les mots « **accords sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels** » qui impliquent que les négociations en vue de ces accords seront conduites comme si les parties étaient égales. Cependant, il est évident que, du point de vue de la puissance économique, il s'en faut de beaucoup que tous les pays soient égaux.

Avec la nouvelle conception du commerce mondial et devant l'existence indiscutable de zones à économie centralisée, il est impossible de continuer à croire que les accords « tarifaires » constituent une technique suffisante, alors que le monde travaille sur la base de programmes nationaux de production et d'échanges.

L'objectif général qui consiste à réduire sans discrimination les tarifs douaniers ne tient pas compte du caractère particulier que revêtent ces tarifs dans chaque cas. Dans le cas des **pays sous-développés**, par exemple, il est nécessaire d'introduire des tarifs généralement plus élevés au fur et à mesure que se développent des indus-

tries qui débutent sans conditions compétitives initiales.

L'unique manière d'arriver à ce que l'égalité juridique s'étende également au domaine économique consiste à équilibrer les disparités et les inégalités existant dans ce secteur au moyen de compensations accordées par les **pays développés** aux pays sous-développés.

Ce fut dans cet esprit que fut convoquée la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et les pays sous-développés comptent sur la compréhension des pays industrialisés pour résoudre ce problème, car ce n'est que grâce à leur coopération décidée que l'on pourra aboutir à un résultat concret dans la tentative de modifier les tendances adverses auxquelles nous avons à faire face dans le commerce international.

L'AMERIQUE LATINE ET LA C.E.E.

Préons par exemple le cas des pays européens signataires du traité de Rome. Les années qui se sont écoulées depuis sa signature ont été témoin d'un essor sans précédent de l'activité économique dans la Communauté européenne. Le succès de cette initiative est indiscutablement un motif de satisfaction, étant donné que tout accroissement ou toute augmentation des niveaux du revenu en un quelconque point du monde est un facteur dynamique de propagation de la prospérité.

Cependant la politique que les Six ont mise en pratique a suscité des appréhensions dans de nombreux pays en voie de développement et notamment dans les pays d'Amérique latine.

Ils s'inquiètent en particulier de trois aspects très importants de la politique commerciale de la Communauté économique européenne :

- 1) les implications découlant de la politique agricole commune ;
- 2) les conséquences que pourra entraîner l'association d'Etats africains à la C.E.E. ;
- 3) le fait qu'en plus des obstacles qu'il dresse à l'entrée des produits d'importation traditionnels, le tarif extérieur commun décourage l'importation de produits manufacturés et semi-manufacturés en provenance de pays en voie de développement.

En ce qui concerne le premier point, il est aujourd'hui universellement admis que la politique agricole commune aura des conséquences fâcheuses pour les pays non associés à la C.E.E. Les importations de produits agricoles auront désormais un intérêt tout à fait secondaire pour cette zone, puisque les producteurs non associés n'auront accès au marché de la C.E.E. que lorsque les producteurs de la Communauté auront écoulé le total de leur production. Les pays d'Amérique latine sont indiscutablement les premières victimes de cette mesure puisqu'une partie substantielle de leurs exportations de café, de cacao, de viande, de céréales, de denrées alimentaires en général, de graisses et d'huiles sont destinées aux pays de la C.E.E.

De même, aucun doute ne peut subsister quant aux effets préjudiciables que l'association de pays africains à la C.E.E. entraînera sur les échanges et, par conséquent, sur le développement de pays tiers sous-développés, et spécialement des pays d'Amérique latine. Les réductions tarifaires internes de la C.E.E. seront éten-

dues aux Etats africains, en plus seront établis des tarifs extérieurs communs pour certains produits de la zone tropicale présentant un intérêt particulier pour ces Etats afin de leur assurer une marge préférentielle.

Tout en souscrivant à l'esprit et à l'objectif final de l'assistance aux pays africains, force nous est de réprover le moyen qui a été choisi pour y répondre. Jusqu'à présent, les mesures arrêtées affectent profondément d'autres intérêts tout aussi légitimes. L'Amérique latine fournit par exemple 31,6 % des importations de fruits de la C.E.E., 21,6 % de celles de café, 25,9 % de cacao, 26,6 % de bois et 58,7 % d'huiles végétales et de graisses, comme l'indiquent les chiffres des Nations Unies pour 1961. En dépit de la réduction du niveau du tarif extérieur commun qui est déjà intervenue, des droits de 5,4 % pèsent encore sur le cacao, de 9,6 % sur le café, de 20 % sur les huiles, les produits de la zone tempérée et les bananes, droits qui sont excessifs, surtout si l'on songe à leur caractère discriminatoire.

Par ailleurs, l'opinion selon laquelle le régime préférentiel accordé aux pays africains aura pour conséquence de consacrer la structure commerciale d'avant leur indépendance n'est pas dénuée de fondement. Une vision plus large de l'économie mondiale permettrait de trouver d'autres formes de développement.

Enfin, point n'est besoin de grands arguments pour démontrer que la suppression des barrières douanières à l'intérieur de la C.E.E., qui va de pair avec l'établissement d'une autre barrière extérieure de caractère protectionniste, favorisera exclusivement les échanges internes de produits manufacturés et semi-manufacturés au détriment des produits importés similaires qui pourraient venir du reste du monde, y compris ceux dont les coûts sont les plus bas. Ainsi décourage-t-on le processus d'industrialisation et jusqu'à l'habituelle production primaire dans les pays en voie de développement dont les marchés ne permettent pas des économies à grande échelle.

C'est pourquoi les questions que la C.E.E. soulève pour les pays sous-développés sont les suivantes :

1) Quelles sont les mesures qui devront être adoptées afin d'assurer un marché de plus en plus large dans la C.E.E. aux produits agricoles de la zone tempérée ou de la zone tropicale en provenance des pays en voie de développement ?

2) Comment peut-on concilier l'objectif visant à fortifier l'économie des pays africains associés à la C.E.E. avec la nécessité qu'il y a à éviter toute désor-

ganisation des marchés d'exportation des pays sous-développés non associés ?

3) Quelles sont les mesures qui devront être prises afin d'éviter que l'unification des marchés des produits industrialisés des pays de la C.E.E. dresse un obstacle à l'entrée d'un volume croissant de produits manufacturés et semi-manufacturés en provenance des pays sous-développés ?

Tous ces objectifs ne pourront être atteints sans une compréhension de plus en plus grande et une volonté de coopération effective entre nos pays (1). La solution du problème ne peut être différée plus longtemps sans entraîner de sérieux dangers. On va jusqu'à craindre, en Amérique latine, que si la situation actuelle était maintenue, du moins pendant un certain temps, elle aurait pour conséquence de stratifier l'organisation régionale euro-africaine et de dévier le courant des échanges de différents produits qui sont essentiels pour l'économie de l'Amérique latine, ce qui désorganiserait entièrement ses marchés.

Face au sombre tableau que présente le commerce international pour les pays d'Amérique latine, face aussi aux manifestations de bonne volonté de l'Exécutif de la C.E.E. et du Parlement européen, les démocrates-chrétiens d'Amérique latine souhaiteraient que soit entreprise d'urgence un effort communautaire comprenant les points suivants :

1° Que l'ensemble de la coopération avec l'Amérique latine soit orientée de manière à favoriser son développement sous forme d'intégration économique, sociale et politique. Autant que possible, l'Amérique latine devra être considérée comme un tout. A ce point de vue, l'expérience qui est en train de s'accumuler à travers les différentes étapes de l'intégration de l'Europe est particulièrement précieuse pour les Américains du Sud.

2° Que le Parlement européen invite le Conseil des ministres à adopter sans tarder les mesures concrètes que l'Exécutif et la Commission du commerce extérieur du Parlement européen ont proposées en faveur de l'Amérique latine.

3° Que la C.E.E. collabore efficacement avec les pays sous-développés ainsi qu'avec les autres pays industrialisés dans les tentatives faites en vue de réviser les principes régissant le commerce international.

(1) Notons à ce propos qu'une initiative en ce sens a été prise par la constitution d'un groupe multilatéral entre la C.E.E. et les chefs de missions diplomatiques latino-américaines accréditées à Bruxelles.

Point de vue
d'un européen

L'AMÉRIQUE LATINE AU CARREFOUR DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA DICTATURE

par Roberto SAVIO

LE continent latino-américain frappe l'observateur européen par ses dramatiques contrastes sociaux, ses déséquilibres économiques et la succession de ses vicissitudes politiques.

Son vrai visage offense les valeurs humaines et sociales les plus élémentaires et n'appartient pas encore, assurément, au bagage de notre sensibilité européenne. La durée moyenne de la vie d'un homme aux Etats-

Unis est de 65 ans, tandis que dans les vingt Etats de l'Amérique Latine elle est de 35 ans. Les habitants de l'Amérique du Sud — dont la moitié est analphabète — ne connaissent pas ces chiffres, et ne savent pas probablement qu'aux Etats-Unis la femme de condition moyenne dépense chaque année, en produits de beauté, une somme égale au revenu d'une famille sud-américaine. Chaque soir un Latino-Américain au moins sur trois va se coucher tourmenté par la faim. Cette réalité sociale, l'homme latino-américain qui est allé à l'école n'en a pas la même notion que nous, et il se pose les problèmes politiques de son continent dans une perspective tout à fait différente de celle des Européens. Nous considérons en Europe les événements de l'Amérique Latine selon nos concepts traditionnels de droite, de gauche, de révolution et de réforme. Ces formules que nous manions à présent naturellement, héritage de décennies d'évolution politique et sociale, sont devenues en Europe des termes courants de notre action politique. En Amérique Latine, élites mises à part, les problèmes ne naissent pas du choix entre des formules et des concepts : ils naissent d'une révolte désespérée, quasi inconsciente, inexprimée intellectuellement et contenue, révolte contre la faim, contre l'injustice, contre la misère.

LA FAIM S'ACCROIT, LE MALAISE POLITIQUE S'ACCENTUE

Comprendre cette révolte dans ses aspects, qui sont plus humains que politiques, est bien difficile dans notre cadre sociologique réconfortant ; tout comme il est difficile pour un Indien du Guatemala de comprendre nos discours sur la liberté et la démocratie, alors que les statistiques nous disent qu'il doit vivre avec un revenu annuel moyen de 40 dollars. Et de jour en jour le cri de la faim devient plus fort. Selon les statistiques des Nations Unies, en 1980, il y aura 100 millions de nouveaux Latino-Américains : au rythme actuel, le développement du revenu ne permettra d'en assimiler que 18 millions. La colonne des chômeurs et des sous-alimentés s'allongera donc d'une façon massive au point de réduire à néant toute tentative de solution politique qui ne comporte une révision radicale des structures sociales et économiques. La « révolution » n'est donc plus une thèse politique sur laquelle on peut discuter, — c'est une équation mathématique. Le fait que les vieux partis traditionnels ne réussissent plus à endiguer le rythme des événements est désormais évident ; de même que sont évidents le manque d'intérêt et la méfiance flagrante des masses populaires à l'égard du monde politique corrompu, car la politique est restée depuis l'indépendance l'apanage de l'oligarchie. Le mot « démocratie » a, lui aussi, un autre sens dans le vocabulaire politique latino-américain. Il n'a signifié jusqu'à présent qu'un instrument formel de contrôle des richesses et de la production par quelques milliers de personnes : sans cesse augmente le nombre de ceux qui se demandent à quel point sont représentatives les élections en Amérique Latine quand on arrive à des cas comme celui du Pérou où votent un million huit cent mille personnes sur douze millions (pour la simple raison que les analphabètes sont privés du droit de vote) et où un président de la République est élu avec un demi-million de voix. « *Me hicieron política* », c'est-

à-dire, « ils m'ont fait de la politique » est la phrase qui sert aux milieux populaires en Amérique Latine pour commenter les malheurs imprévus, comme le licenciement ou toute autre mystérieuse injustice qui les frappe. Et le fait le plus impressionnant de la vague de *golpes* militaires qui ont agité la plus grande partie de l'Amérique Centrale et du Sud, et au cours desquels de multiples fois les factions militaires se sont affrontées au nom de la démocratie et de la liberté, mais en réalité uniquement pour défendre des ambitions et des intérêts existants, a été la complète indifférence avec laquelle le peuple a suivi le déroulement des événements conduisant à la destitution d'hommes qui avaient à leurs débuts suscité un espoir, comme Bosch à Saint-Domingue, Haya de la Torre au Pérou, Frondizi en Argentine, Arosemena en Equateur, Villeda Morales au Honduras, Goulart au Brésil.

En Amérique Latine, en effet, durant les quinze dernières années, le fossé creusé entre peuples et gouvernements s'est encore élargi d'une manière alarmante, en même temps qu'apparaissaient progressivement des forces autoritaires sur les scènes politiques ; des treize nations qui en 1946 avaient une organisation constitutionnelle démocratique (avec toutes les réserves que le mot « démocratie » peut comporter en Amérique Latine), il y en a bien dix qui sont tombées sous la dictature dans les dernières années, depuis l'avènement de Péron en Argentine. Et le tout proche avenir n'apparaît pas devoir être meilleur...

DEMOCRATIES ET DICTATURES

Dans toute l'Amérique Latine, à part les colonies (les trois Guyanes, les Antilles Françaises et les sept petites îles des West Indies), il n'y a que sept républiques sur vingt qui puissent se vanter d'avoir élu démocratiquement leur gouvernement. En outre, dans quatre d'entre elles seulement — Chili, Uruguay, Panama et Costa Rica — les conditions politiques peuvent être définies comme suffisamment stables et encore dans ces trois derniers pays, le pouvoir tend à être nettement oligarchique ! Les trois autres nations démocratiques — Pérou, Argentine et Venezuela — ont des régimes élus démocratiquement, mais sur lesquels pèse l'hypothèque militaire — Pérou, Argentine — ou sont engagées dans une lutte difficile et constante, avec de très graves troubles intérieurs, au point qu'elles ont adopté l'état de siège, des mesures d'urgence, l'expulsion du Parlement des partis de gauche — Vénézuéla — et tant d'autres formes officielles qui limitent la liberté.

Vient ensuite un autre groupe de trois républiques que la presse européenne a en général classées sous l'étiquette de « démocratiques » : Mexique, Colombie, Bolivie, mais où la transformation des institutions démocratiques en un procédé purement formel qui ratifie le contrôle d'oligarchies déterminées devient toujours plus manifeste. Au Mexique et en Bolivie, en effet, nous nous trouvons pratiquement devant un parti unique. Le *Partido Revolucionario Institucional* mène désormais le Mexique depuis cinquante ans — selon un système que l'on qualifie dans les milieux officiels de Mexico, avec beaucoup de diplomatie, de « démocratie dirigée » — en exerçant un contrôle très serré sur la presse et sur la vie publique du pays. En Bolivie,

le **Movimiento Revolucionario Nacional** avait opéré la même cristallisation des structures en faveur de la classe révolutionnaire, avec la circonstance aggravante de ne pas avoir su effectuer la moindre réforme sociale et économique réelle (alors que le P.R.I. du moins en réalise) et d'avoir été agité dernièrement par de très violentes querelles intérieures qui aboutirent à un coup d'Etat. En Colombie il existe, par contre, un bipartisme constitutionnel : pour mettre fin à une guerre civile sanglante et auto-destructive, les deux partis traditionnels, conservateur et libéral, se sont mis d'accord pour occuper à tour de rôle les postes gouvernementaux jusqu'en 1975 : l'accord, même s'il met fin à une dramatique lutte de factions, représente en fait une entente entre les forces de droite pour conserver le pouvoir et paralyse toute tentative par les forces populaires d'accéder à la scène politique. Le tableau déjà sombre de la démocratie de l'Amérique Latine devient encore plus noir si l'on passe à l'examen du reste du continent, c'est-à-dire les neuf autres républiques. Trois d'entre elles — Haïti, Nicaragua et Paraguay — sont des dictatures classiques ancien style ; elles sont dirigées par des hommes qui garantissent aux oligarchies le maintien de leurs privilèges anachroniques. Les cinq autres — Salvador, Honduras, Saint-Domingue, Guatemala et Equateur — représentent « la nouvelle vague dictatoriale » : les coups d'Etat militaires que les oligarchies locales ont provoqués comme ultime moyen aussi bien de freiner les forces populaires que de préserver l'ordre existant. Dans tous ces pays le contrôle de la vie publique, même au niveau des emplois publics, est solidement tenu par les militaires qui ont en général pulvérisé les partis politiques et introduit divers états de siège qui, dans le cas du Guatemala et du Honduras, ont pris des formes extrêmement rigides. Terminant cette inquiétante revue, on en arrive au régime de Fidel Castro à Cuba ; c'est le seul cas de dictature idéologique et non oligarchique de tout le continent ; il échappe à tout rapprochement avec les autres régimes de l'Amérique Latine sauf que l'on constate, de manière irréfutable, que même à La Ha-

vane la liberté de vote n'existe pas, tout comme à Port-au-Prince, à Managua et à Asuncion.

Les causes de cette situation typique sont diverses et de toute façon plongent leurs racines dans l'humus d'injustices sociales et d'inégalités qui ont jusqu'à aujourd'hui formé la trame traditionnelle de la société latino-américaine : castes oligarchiques jalouses et puissantes et masses démesurées et opprimées d'**indios**, **mestizos** et **mulatos**, encore aujourd'hui contraints de vivre exploités et misérables dans des plantations que régissent des formes féodales, ou dans des villages désolés de l'intérieur ou dans les immenses zones de tôle ondulée et de carton qui forment une ceinture explosive de faim et d'exaspération autour de toutes les villes de l'Amérique Latine. Plus que par l'absence d'une classe administrative, l'ingérence traditionnelle des militaires dans la vie des nations d'Amérique Latine s'explique par l'éviction des masses populaires de la vie politique, le renforcement des vieilles familles — venues sur le continent après Colomb et devenues par la suite des oligarchies — et l'absence de vraies bases idéologiques dans l'action politique. La place et le rôle des militaires prennent donc leur source non seulement dans la tradition (365 « putsch » dans les cent dernières années) mais aussi et surtout dans la collusion avec le vieil ordre social et dans l'apathie du peuple à l'égard de cette « démocratie » et cette « liberté » au nom desquelles prétendent se battre à présent ces militaires !

LES VIEILLES STRUCTURES ET LES BESOINS NOUVEAUX

Et l'on arrive ainsi au cœur du problème : celui de l'incapacité des vieilles structures oligarchiques et traditionnelles à s'adapter aux responsabilités qu'implique l'évolution du monde moderne.

Depuis le temps de Pizarre et de Cortès, les conditions de vie des **indios** se sont incontestablement dégradées et aujourd'hui l'intégration de l'**indio** dans la vie nationale est un des problèmes fondamentaux de la plus grande partie de l'Amérique Latine.

Des tâches immenses et passionnantes s'offrent aux Latino-Américains pour satisfaire aux besoins des populations et répondre aux nécessités du progrès social et technique — et déjà nombreux sont ceux qui s'y consacrent.

L'Amérique Latine, du fait d'une certaine ressemblance qu'elle présente avec le monde idéologique et politique européen — comme avec ses traditions humanistes et chrétiennes — est le continent où il est possible de donner une réponse dans un sens démocratique aux problèmes du sous-développement, aux problèmes de la dignité humaine et des inégalités sociales. Et cela est beaucoup moins difficile qu'en Asie, où les conditions historiques, politiques et culturelles sont infiniment plus différentes de celles de l'Europe. On peut affirmer qu'aujourd'hui, au moment où la réalité internationale est de plus en plus conditionnée par le développement et par les préférences du Tiers-Monde, l'Amérique Latine est le banc d'épreuve de la démocratie.

Roberto SAVIO,
Directeur de l'Agence Inter Presse Service.

DES INEGALITES CRIANTES

« La faim et les maladies tuent, chaque année, des centaines de milliers de Brésiliens dans le Nord-Est. La moitié de la population n'atteint pas l'âge de trente ans. Dans tout le Nord-Est, 200.000 enfants meurent avant d'avoir un an.

Deux tiers des habitants du Nord-Est ne savent pas ce que c'est qu'une paire de chaussures.

Et pendant que des millions d'êtres humains sont plongés dans la déchéance physique et morale, que des milliers de bébés meurent avant même d'avoir tété leurs mères, que des jeunes connaissent l'esclavage, la prostitution, l'extermination, les pires souffrances humaines enfin, tel parlementaire dépense 20 millions de cruzeiros à un mariage et 4 millions à un dîner. Il n'y a pas longtemps, la fille d'une riche propriétaire du Nord-Est dépensait à sa fantaisie 800.000 cruzeiros pour le carnaval ! Est-ce ou non un appel à la révolte ? »

Extrait de « Brésil, pays clef du Tiers-Monde » d'Edouard Bailly. (Editions Calmann Lévy).

Un continent pétri de cultures

PAR ANDRÉ CAMP

ON a souvent dénié à l'Amérique Latine tout pouvoir créateur, toute capacité de créer, par elle-même, une culture propre, un art original, une manière bien à elle de s'exprimer. Rien n'est plus faux. D'autant plus que, pour étayer une aussi discutable affirmation, on a mis en avant son étonnante faculté d'assimilation : « Tu t'es ouverte comme une grenade, a dit le grand poète Ruben Dario dans son *« Chant à l'Argentine »*, tu t'es gonflée comme un pis à toute race en détresse, à toute humanité triste. »

Ce qui est vrai pour l'Argentine l'est aussi pour les autres pays frères du continent. Comme il est encore plus vrai que cet extraordinaire pouvoir d'assimilation n'est pas à sens unique. Certes, l'Amérique Latine après avoir vécu à l'heure indigène (lunaire ou solaire selon les civilisations) pendant des millénaires, puis à l'heure espagnole pendant quatre siècles, à l'heure française pendant près de 150 ans et à l'heure nord-américaine (pour combien de temps ?) a su capter et conserver ce que ces différentes couches de sédimentation artistique et intellectuelle pouvaient laisser de meilleur. Elle a su, également, absorber, digérer les races et les individus, venus d'Europe, d'Afrique ou d'ailleurs pour en faire des Latino-américains... sang pour sang ! Aux parias du Vieux Monde qui se fixaient dans le Nouveau, l'Amérique a su donner non seulement le pain quotidien, mais une âme et une patrie.

Car il est une notion qui doit nous empêcher de juger — de jauger — l'Amérique Latine à l'échelle de nos cultures européennes : l'Amérique Latine est un continent ! On devrait dire, en parlant d'elle : « Les « Amériques Latines », comme on a dit en d'autres temps, « Les Espagnes ». La communauté de langue (en ce qui concerne l'Amérique hispanophone) et de religion n'est qu'apparente. J'ajouterai : Dieu merci ! Malgré la volonté centralisatrice et unificatrice du conquérant espagnol, chaque pays américain s'est emparé de l'outil — la langue — et l'a utilisé à ses fins personnelles. Il l'a, parfois, déformé et distordu, le plus souvent transformé et enrichi.

C'est que chaque peuple américain porte en lui, à sa manière, un immense besoin de culture. Et sa manière n'est pas celle de son voisin. Le Mexique, les pays d'Amérique Centrale et ceux des plateaux andins n'ont pas oublié leurs traditions pré-hispani-

ques. Toltèques, Aztèques, Chichimèques, Mayas, Quetchuas, Aymaras ou Guaranis, entre autres, continuent de marquer la vie artistique de chacun d'eux. Ce n'est pas un hasard si la peinture mexicaine est l'une des plus originales du monde. Les fresques gigantesques de Diego Rivera, Siqueiros, Orozco trouvent leurs ancêtres directs dans les pyramides de Teotihuacan et de Bonampak. Ailleurs, aux Antilles et au Brésil, le sang noir a fait naître visions et rythmes nouveaux. La culture latino-américaine n'est pas un édifice à trois étages, comme l'a prétendu T'Serstevens à propos du Mexique, mais à vingt-cinq étages ! Un véritable gratte-ciel grouillant de vie, de richesses, mais aussi d'illusions. Illusions perdues et retrouvées avec un acharnement qui force l'admiration.

Il est impossible, dans le cadre étroit d'un article, de dresser un bilan complet d'une activité multiforme couvrant, submergeant tout un continent. Contentons-nous de dégager les grandes idées directrices du mouvement littéraire proprement dit. Ici, comme partout ailleurs, la poésie a précédé les autres formes d'expression littéraire : roman, théâtre, etc. Aussi, ne suis-je pas d'accord avec l'écrivain péruvien Ventura Garcia Calderon quand il affirme que la poésie en Amérique Latine a jailli en même temps que le pétrole ! Il fait allusion, évidemment, à l'apparition, à la fin du siècle dernier, sur la scène des lettres espagnoles — car il a renouvelé toute la poésie écrite en cette langue — du poète nicaraguayen Ruben Dario. *Ruben Dario*, en effet, a fait école non seulement sur tout le continent mais aussi à Madrid. Au moment même, précisément, où l'Espagne perdait, à Cuba, le dernier lambeau de son empire américain.

Ruben Dario — qui pensait en français et écrivait en espagnol — a pu enrichir toute la poésie espagnole parce qu'il portait dans ses veines, dans une vivante synthèse, du sang indien et du sang noir. Par sa voix, l'Amérique Latine se faisait entendre haut et fort. Mais si sa voix portait c'est qu'elle était l'écho des générations précédentes qui, elles, n'avaient pas une langue universelle comme l'espagnol pour s'exprimer. Sans remonter au *Popol Vuh* des Quichés, ni à Alonso de Ercilla qui écrivit, au XVI^e siècle, *l'Araucana*, la poésie est sous-jacente partout et depuis toujours en Amérique Latine. Elle ruisselle, comme le pétrole effectivement...

Partout, les poètes foisonnent. A Bogota, « l'Athènes de l'Amérique », comme sont fiers de l'appeler les Colombiens, lorsque quelqu'un rencontrant un ami voit ce dernier mettre la main à sa poche, il lui dit, aussitôt, en faisant le même geste : « Si tu me lis, je te lis ! ». Il s'agit d'une boutade locale, bien sûr, mais elle est significative...

Avec *Ruben Dario* — limitons-nous à l'époque contemporaine — s'impose le « modernisme ». Ce mouvement, né d'influences extérieures, françaises surtout, demeure original. Les influences sont avouées mais le résultat constitue un phénomène d'indépendance involontaire. Le plus grand des créateurs de cette époque est le Cubain *José Martí* dont la prose lyrique provoque une prise de conscience de l'Amérique Latine en tant qu'entité indépendante par rapport à l'Espagne et aux Etats-Unis. Avec Martí et sa génération — les Mexicains *Manuel Gutierrez*, *Manuel José Othon*, *Salvador Diaz Miron*, le Cubain *Julian del Casal*, le Colombien *J.-A. Silva* — prosateurs et poètes se confondent dans la nouvelle esthétique qui traduit la même sensibilité.

Mais *Ruben Dario* dépassait tous les autres poètes par sa capacité américaine d'assimilation et de synthèse. Il a donné le branle. D'autres ont suivi. Parmi les plus remarquables citons les Mexicains *Amado Nervo*, à la religiosité purement mondaine, *Luis G. Urbina*, au doux romantisme, *Enrique Gonzalez Martinez*, à la sérénité familière ; le Colombien *Guillermo Valencia* et le Bolivien *Ricardo Jaime Freyre*, modernes et classiques à la fois ; l'Argentin *Leopoldo Lugones*, le Péruvien *José Santos Chocano* et l'Uruguayen *Julio Herrera y Reissig*, le plus pur créateur des mondes imaginaires et poétiques.

Avec le début du siècle de nouvelles générations surgissent : postmodernistes et ultramodernistes. Le postmodernisme, en réaction contre le modernisme comprend les plus riches individualités. Les uns vont vers la simplicité et l'intimité lyrique comme le Chilien *Manuel Magallanes Moure* et l'Argentin *Rafael Alberto Arrieta*. Les autres réagissent contre la tradition classique, comme l'Argentin *Enrique Bauchs* et le Chilien *Julio Vicuna Cifuentes* ; d'autres contre le romantisme (le Colombien *Miguel Angel Osorio*, le Portoricain *Luis Llorena Torres*) ; d'autres contre le prosaïsme sentimental (l'Argentin *Evaristo Carriego*). Le postmodernisme marque aussi l'apparition dans les Lettres des femmes, tenues jusqu'ici à l'écart du modernisme. Quand les hommes commencent à parler à voix basse, les femmes lancent leur cri. Cri surgi du plus profond de leurs entrailles : panthéisme sexuel chez *Delmira Agustini*, maternité transcendante chez *Gabriela Mistral*, féminisme chez *Alfonsina Storni* et féminité chez *Juana de Ibarbourou*.

De son côté, l'ultra-modernisme avance dans la voie de la négation et de la destruction du passé. La nouvelle poésie latino-américaine, dont *Huidobro* et *Borges* comptent parmi les plus illustres créateurs, poursuit une évolution qui lui est propre. Elle n'a pu se détacher du romantisme, comme de la poésie européenne, parce qu'elle ne peut renoncer à aucun passé et doit l'intégrer dans le présent. Ces caractères sont sensibles chez le Chilien *Pablo Neruda*. Elle ne peut pas davantage se détacher de la réalité car elle a besoin de prendre racine dans la terre et dans le peuple. Et c'est la poésie mexicaine de *Lopez Velarde*, péruvienne de *Vallejo*, indienne (de l'Equateur) de *Carrera Andrade*, nègre (de Cuba) de *Nicolas Guillen*. Car le politique et le social ne peuvent se séparer en Amérique Latine de toutes formes d'expression artistique.

Ce qui est vrai pour la poésie l'est autant, sinon davantage, pour le roman. Pour les artistes latino-américains, héritiers de siècles esclavagistes et colonialistes, le roman a toujours été un moyen de combat politique et social. Les libérateurs Bolivar et Martí combattaient autant par la plume que par l'épée. Aujourd'hui, la parole, avec les énormes moyens de persuasion que lui donnent la Radio, la Télévision, aurait tendance à remplacer l'écriture.

La Révolution mexicaine de 1910 et la publication de « *Los de Abajo* » (Ceux d'en bas) de *Mariano Azuela* ont ouvert la route à cette littérature vengeresse et revendicatrice. La Révolution mexicaine a été exploitée de toutes les façons : par le livre (citons encore *L'Aigle et le Serpent* et *L'Ombre du Caudillo* de *Martin Luis Guzman*), la fresque murale, la chanson (Les *Corridos*) et le film.

Parallèlement le courant indigéniste cherche à libérer l'Indien, toujours esclave dans les grands domaines répartis sur tout le continent et esclave aussi sur les mines de Bolivie. De ce courant procèdent *Race de Bronze*, d'*Alcide Aguedas* ou *Vaste est le monde*, de *Ciro Alegria*. L'anti-impérialisme fournit, lui aussi, la matière à de nombreux récits. Le Guatémaltèque *Miguel Angel Asturias*, avec *Week-end au Guatemala* et les *Yeux des Enterrés* est certainement le plus brillant et le plus doué de ces écrivains de combat.

Les mines (*Métal du Diable*, d'*Agusto Cespedes*), l'enfer vert, la forêt tropicale et meurtrière, le « caudillo » (dictateur local), la Guerre du Chaco qui a fait du Paraguay un pays exsangue sont les autres thèmes que l'on retrouve au fil des lectures. A ces fléaux traditionnels, s'ajoutent ceux nés de la civilisation ultra-moderne, les bidonvilles des métropoles tentaculaires. Ils inspirent de nouvelles générations d'écrivains, les moins de quarante ans, comme les Mexicains *Carlos Fuentes* et *Luis Spota* ou le Péruvien *Mario Vargas Llosa*. Et la liste est loin d'être close...

Deux grandes figures des lettres hispano-américaines

PAR JEAN CAMP

GABRIELA MISTRAL

« **V**IENS, mon frère, viens ce soir prier avec ta sœur qui n'a ni enfant, ni mère, ni famille auprès d'elle. Il est amer de prier en écoutant l'écho que renvoient le vide de l'air et un mur. Viens, mon frère ou ma sœur, à travers les éclaircies des champs de maïs avant que ne tombe le jour aveugle et dément sans savoir quelle peine couve celle qui n'a jamais peiné... et dont brûle la Vieille Mère qui nous enfanta dans ses oliveraies et ses vignes. »

Telle est la plainte incessante qu'a exhalé au long de sa vie et son œuvre Gabriela Mistral, cet écrivain (1) de langue espagnole dont le rayonnement s'exerça sur toute la vie intellectuelle de l'Amérique Latine, plus par force de sa personnalité que par ses ouvrages poétiques.

Sans doute avait-elle su tout d'abord dire en des vers simples et tendres les joies d'une enfance passée au contact d'une nature qui fut l'une des sources constantes de son inspiration. Sans doute, cette éternelle voyageuse qui passe le plus clair de son existence loin de sa terre natale ne se déprit jamais de l'enchantement d'une province barbare et belle avec laquelle elle se sentait en communion totale. Mais elle fut blessée, dès sa vingtième année par un drame qui la marqua pour toujours et dont l'ombre se projette sur tout son douloureux passage terrestre. Nous savons, sans qu'elle l'ait expressément formulé, qu'à vingt ans son fiancé la trahit et que, bourrelé de remords, un soir de novembre 1909 il se tua d'une balle à la tempe.

Une seule consolation lui est offerte. Cet amour maternel que la vie lui refuse, elle va le reporter sur tous les enfants qui se pressaient autour de sa chaire d'enseignante. Ne pouvant se dévouer, corps et âme, au fils dont elle avait rêvé, c'est à tous qu'elle se consacrera, c'est pour tous qu'elle chan-

tera cette cantilène de tendresse qu'elle ne peut pas murmurer à la chair de sa chair.

Un fils, un fils, j'ai désiré un fils de toi
Un fils de nous jadis aux jours d'extase
Où jusqu'à mes os tremblaient à ta parole
[berceuse
Et où une large auréole grandissait sur mon
[front.

Tel est le trait essentiel de son irrémédiable nostalgie : la maternité frustrée. Pour une exilée volontaire comme elle, qui vécut presque constamment loin de son Chili natal, à ce déracinement dans l'espace se joint celui de l'instinct maternel jamais assouvi. Et de là vient le plus authentique accent de sa poésie. Chez elle, la femme, la mère, la Chilienne n'ont jamais pu assouvir leur soif de plénitude. Elle a poussé sa plainte dans ses poèmes les plus caractéristiques, sortis si l'on peut dire de ses entrailles frémissantes dont le noble désir ne fut jamais satisfait.

J'ai honte de ma bouche triste,
de ma voix brisée, de mes genoux rudes...

Femme à qui manque le charme excitant qui séduit le mâle, errante à travers le monde à qui un foyer fera toujours défaut, source d'amour et de sacrifice qui ne peut s'épancher sur des enfants à dorloter ou des faiblesses à secourir.

Il est dommage que ses poèmes les plus directement émouvants n'aient pas bénéficié de cette mélodie qui est la marque des grands poètes. Ses rythmes sont pesants et sans grâce, sa langue imprécise, ses images sans élégance. On sent qu'elle n'a pas l'oreille musicale, trop attentive peut-être à crier son désespoir sans lui donner l'harmonie qui doit en modeler l'expression pour nous plaire. La force primaire qui l'habite ne lui évite pas toujours des chutes de rythme et des erreurs de vocabulaire dont se plaignent les délicats.

Mais chaque fois qu'elle pénètre dans cette zone d'émotion où se situe le centre vital de toute femme, selon la formule de S. de Madariaga, l'expression est forte, juste émouvante. Qu'elle prie ou qu'elle blasphème, Gabriela Mistral, s'égale souvent aux meilleurs poètes moralistes du Siècle d'Or. Le nom de Quevedo vient naturellement sous la plume. Si elle n'en a pas l'éblouissante technique, elle en

(1) Lucila GODOY ALCAYAGA, qui adopta le pseudonyme de Gabriela Mistral par admiration pour Frédéric Mistral, naquit dans le village de Vicuña, au Chili, le 7 avril 1889. Elle est morte à New York le 11 janvier 1957. Elle publie, en 1922, son premier livre de poèmes : *Desolacion* ; son second, *Tala*, en 1938. Elle reçoit en 1945, le Prix Nobel de littérature. Son dernier livre, *Lagar*, paraît en 1954. Un choix de poèmes de Gabriela Mistral a paru aux Editions Gallimard.

à la densité, l'amertume, le sens profond de la mort. Et maintenant qu'elle n'est plus que cendres, ce qu'elle a dit de sa dépouille résonne comme une voix vivante, à l'oreille de ceux qui la lisent et s'émeuvent aux accents de son indicible angoisse.

C'est dans la solitude que se forgea son œuvre d'humaniste, cri d'amour et de détresse adressé à un Dieu qui parfois lui apparaît aveugle et sourd. Alors, son âme préfigure un peu celle d'Albert Camus qui n'a pas besoin de croire et d'espérer pour réagir contre l'absurdité d'un destin sans issue heureuse. Elle ne transige ni avec son devoir, ni avec sa passion de dévouement illimité. Elle croit à l'homme malgré l'homme lui-même, et elle se fait, jusqu'au dernier jour, le défenseur d'une humanité corrompue ou écrasée. Meurtrie par les malheurs de la race juive, compatissante à la fille mère et à l'enfance abandonnée, elle se sentira plus que quiconque déchirée par la misère des petits espagnols victimes de la guerre civile. Son dernier recueil en

porte témoignage et, par delà une poésie imparfaite, pousse le cri d'une révoltée que l'injustice et la lâcheté ne pourront jamais faire taire.

Nous sommes très loin de la poésie moderniste que le savant Ruben Dario avait instaurée avant qu'elle ne prit la plume. En réaction contre cet art pour l'art, Gabriela Mistral retrouve l'accent primitif d'une terre de souffrance, gonflée de passion, avide d'un simple bonheur partagé par tous et nous donne une poésie de chair et de sang dont tout artifice est banni.

« Si tu cesses d'être homme ou femme, tu cesseras d'être artiste », a-t-elle écrit un jour. C'est cette générosité de toute une vie, ce don constant et total de soi-même que le jury du Prix Nobel a sans doute voulu couronner. Gabriela Mistral restera grande à nos yeux, moins par les qualités sensibles de son art que par son émouvante compréhension des âmes et la divination de toutes les douleurs dont son œuvre témoigne.

MIGUEL ANGEL ASTURIAS

Que ce soit dans l'étroit bureau du journal radio-phonique de Guatemala, « *Diario del Aire* », où je l'ai connu jadis, dans un restaurant du quartier Latin ou dans le grand appartement de Buenos-Aires toujours empli de livres et d'amis choisis, Miguel Angel Asturias donne une impression de puissance tranquille et réfléchie, puisée aux sources mêmes de la nature américaine au sein de laquelle il est né.

C'est dans ce Guatemala de la Asuncion que naquit l'écrivain, un 19 octobre de 1899, dans la quiétude bourgeoise d'une petite ville semi-espagnole, semi-coloniale, baignée de mysticisme et de sensualité, baroque et colorée, superstitieuse et traversée de brusques fièvres modernistes.

Il s'en évade pour connaître une jeunesse rurale chez les paisibles Indiens mayas, avec les chasses étranges, l'incendie des bois pour donner du terrain aux semeurs de maïs, les incantations des sorciers aux bords des lacs mystérieux ou des énormes fleuves tropicaux, dans les villages primitifs où rien n'a changé depuis le peuplement du monde. Puis l'adolescence inquiète et turbulente sous des dictateurs divers, mais également implacables, les grèves estudiantines, le dégoût d'une société pourrie et la création de groupes rebelles qui l'amène plus souvent en prison qu'à la Faculté.

Il quitte son pays en 1923 pour Londres, puis Paris qui sera pendant dix ans le centre de ses activités intellectuelles. Mais les cours de la Sorbonne sont traversés de nostalgiques souvenirs qu'il réunit dans le titre de *Légendes du Guatemala*. Déjà, il porte en lui et prépare ce livre magistral de *M. le Président* dans lequel il concentrera ses révoltes, ses

élans visionnaires et cet amour infini pour la liberté de son pays. Nombreux voyages à travers le monde ; fréquentation assidue des grands écrivains de ce temps, d'Anatole France à Paul Valéry, Unamuno, Pirandello, Benedetto Croce, Maeterlinck et Alfonso Reyes. Il participe dès le début au mouvement surréaliste d'André Breton et se mêle à tous les mouvements révolutionnaires de l'esprit et de l'art.

De retour chez lui en 1933, il s'installe en Argentine, comme attaché culturel, dès 1947, et là il écrit ses meilleurs ouvrages : *Hombre de Maiz*, *Viento Fuerte*, *El Papa Verde*, *Los Ojos de los Enterrados* et *Week-end au Guatemala*, tantôt représentant officiel de son pays, tantôt exilé politique. Et c'est définitivement à Buenos-Aires qu'il mûrit actuellement son œuvre de romancier ou de pamphlétaire.

Il est certainement de nos jours le conteur le plus original des écrivains d'outre-Atlantique. Prose et poésie s'ajustent harmonieusement dans ses récits où la richesse plastique de la forme, l'orchestration des aventures, les formules dynamiques de chaque image ou de chaque phrase font de lui un poète narrateur d'avant-garde d'une originalité inimitable.

Il sait, mieux que personne, transvaser les vieilles cultures européennes dans celle des vieux peuples précolombiens dont les sangs divers bouillonnent en lui. Il capte aussi bien les savants artifices des classiques du Siècle d'Or espagnol que les musiques ancestrales des livres sacrés des Mayas. Ce faisant, il dévoile l'incommensurable richesse de ce parler hispano-américain, fortement soudé à la vieille souche ibérique, mais riche d'une faune exotique d'images et d'idées qui lui donnent une valeur poétique unique dans la littérature moderne.

En bon fils de la race maya, Asturias sait bien que « les mots sont comme un masque qui recouvre les choses ». De là le mystère incantatoire de ses récits, l'envoûtement de ses descriptions servant de cadre à une intention sociale qui donne une généreuse noblesse à tout ce qui sort de la plume de l'écrivain.

Ne parlons pas de littérature engagée. Asturias est trop artiste pour s'astreindre à prêcher un credo politique. Mais il est des types d'hommes qu'il faut clouer au pilori, des puissances sociales malfaisantes qu'il faut dénoncer pour tout le mal qu'elles ont fait à ses compatriotes depuis des siècles. C'est pourquoi le romancier n'hésite jamais à défendre une thèse lorsqu'elle lui paraît juste, et son art est toujours prêt à s'attaquer aux néfastes bastilles dont rien ne justifie la permanence.

Sans doute, l'écrivain goûte un plaisir contemplatif à ciseler son œuvre, mais il veut que celle-ci serve à quelque chose d'effectif ; il veut que celle-ci soit un outil utile, indispensable, destiné à aider l'homme à se libérer. Ainsi se mêlent en ses ouvrages une esthétique neuve et un effort réaliste pour mieux comprendre et mieux résoudre les problèmes de son Amérique. Les poètes, a-t-il dit, ont souffert de la souffrance de tous les hommes dont ils sont les « dépositaires infiniment sensibles ».

C'est pourquoi, sous le titre de « Trilogie de la Compagnie bananière », il s'attaque, dans ses trois

romans de **Viento Fuerte**, **El Papa Verde** et **Los Ojos de los Enterrados**, au conflit essentiel qui oppose la masse indienne rurale, esclave et affamée, aux puissances économiques étrangères soutenues par les plus infâmes dictateurs.

En 1955, Asturias est attiré par le théâtre et écrit **Soluna**, sorte de ballet-poème, voyage au pays de la magie qui rejoint les préoccupations des Mayas, soumis aux influences du soleil et de la lune, qui étaient pour eux les guides des destinées humaines. L'anecdote, menue en soi, ne tend qu'à dépeindre la façon de vivre d'un peuple en réalisant le miracle d'intégrer sa réalité quotidienne dans le rêve où baigne l'essence même de son esprit.

Mais, conteur émouvant, biographe attentif et précis de sa race, Miguel Angel Asturias est avant tout un grand poète. Il en a la vision cosmique et les images grandioses. Il sait exprimer le message général de son monde à lui qu'il transfigure sans le dénaturer. Il reprend à son compte les généreuses rêveries d'un Bartolomé de las Casas ou d'un Bolivar et leur redonne une réalité poignante. Et, si les fresques émouvantes qu'il brosse à la gloire de son peuple et de son pays touchent le lecteur par le torrent de poésie qu'elles dégagent, Asturias ne s'en déclare satisfait que si elles servent à émouvoir la conscience universelle en faveur de ses malheureux frères de race, trop longtemps accablés sous la loi de fer des institutions et des hommes.

Esquisse de la poésie brésilienne contemporaine

PAR MARCEL DANY

LIMINAIREMENT, qu'il soit permis de dire qu'il ne s'agit ici que de donner une impression de l'état de la poésie brésilienne contemporaine. Les poètes cités le sont à titre indicatif autant que pour leur valeur propre. D'ailleurs tout est relatif. Ainsi pour le public français, le plus jeune poète brésilien est Vinicius de Moraes, parce que c'est le poète qu'il vient de connaître. Or Vinicius de Moraes est né en 1913. Mais s'il a écrit son premier poème en 1920, soit à l'âge de sept ans, il a été admis à la réputation mondiale et spécialement française par le film *Orfeu Negro*, tiré de sa pièce *Orfeu da Conceicao*, jouée à Rio-de-Janeiro en 1956.

La médecine a fait d'immenses progrès directement à cause de la dernière guerre. Un chirurgien français réputé, le professeur Claude Couinaud, le constatait dans un ouvrage récent, *La Chirurgie d'aujourd'hui*. Mais si Mars pousse Esculape à coups de plats d'épée, il fait danser Euterpe. Néanmoins, devant le dieu de la guerre, la Muse improvise des pas divers selon l'époque. Quatre ans après la première mondiale, en 1922, le mouvement des idées et des sentiments provoquait une véritable explosion lyrique à Sao-Paulo : le groupe des « modernistes », avec à sa tête Mario de Andrade, légiférait,

excluait, insultait et surtout connaît des œuvres de valeur qui déterminèrent un clivage dans l'histoire de la littérature brésilienne.

L'effet de la deuxième guerre mondiale, laquelle atteignit plus profondément la vie brésilienne pour diverses raisons (participation aux côtés des Alliés, accélération du développement économique, précipitation des influences idéologiques extérieures) a été très différent. Aujourd'hui vingt ans après la fin des hostilités, aucune école n'a pu au Brésil répéter la spectaculaire « insurrection » de 1922. Mais la vitalité du géant de l'Amérique du Sud s'est peut-être affirmée davantage selon son tonus particulier. La relève a été faite non par l'action d'un groupe mais par la poussée d'un personnalisme lyrique. Chaque poète brésilien — même s'il se rapproche de tel ou tel de ses confrères — agit en chevalier « free-lance » et l'analyse de l'actualité est donc plus délicate à faire. Il y a de nombreux noms nouveaux. Il y a aussi des noms de ceux qui ont évolué vers cet individualisme, plus proche du destin brésilien, destin diapré s'il en est !

Dans le courant mystique (qui n'est pas uniquement catholique), il faut mentionner Augusto Frederica Schmidt (à la verte vieillesse hugolienne),

Dante Milano, Murillo Mendes et Jorge de Lima. Il est symptomatique que Georges Bernanos arrivant au Brésil pendant la guerre eut une véritable commotion en entendant réciter la traduction française d'un poème de Jorge de Lima. L'auteur de *Sous le soleil de Satan* exprima par écrit à celui qui s'appelait lui-même « l'enfant impossible » sa gratitude pour l'effet tonique qu'il en avait reçu à l'heure « la plus dure de sa vie » quand la France était occupée. Bernanos dira à cette occasion : « Si ce monde pouvait être sauvé, il le serait par ses poètes. » Soulignant la haute qualité des vers de Jorge de Lima, Bernanos ajoutait : « J'y retrouvais ces silences soudains, qui sont le secret des poètes, ces images comme suspendues entre ciel et terre, auxquelles on a envie de tendre le poing, pour voir si elles ne viendraient pas s'y poser ainsi que des oiseaux farouches, cette plainte mêlée de sourire, et parfois l'éclair de la révolte, vite effacé. Que cette poésie soit chrétienne, nul ne saurait s'en féliciter plus fraternellement que moi. Elle l'est comme elle doit l'être, librement. Dieu nous garde des poètes apologistes ! » Qu'ajouter à cette magistrale appréciation ? Sinon qu'elle devrait susciter en France la plus grande curiosité pour l'œuvre poétique de Jorge de Lima et d'une façon plus générale pour le lyrisme brésilien.

Je ferai une place à part à Ribeiro Couto. Peut-être parce que je l'ai bien connu, parce que j'ai eu le privilège d'entendre de sa propre bouche, dites avec une émotion contenue, avec une sorte d'exécus pudique d'être poète, plusieurs de ses œuvres. Mais il y a un autre motif : ce « pénombisme » qui donne aux strophes de Ribeiro Couto, par la science du clair-obscur, le trouble délicieux qu'on a devant un tableau de Rembrandt. Voici comment l'auteur de « *Entre Mar e Rio* » expliquait le mystère de la poésie : « Outre les valeurs formelles d'un texte poétique, on y sent présent, sans pouvoir le définir, un autre élément immédiate et pourtant inaccessible, un élément incantatoire qui se dégage non des mots eux-mêmes, mais de leur agencement, de leur position à un moment déterminé. C'est comme si ces mots s'y trouvaient en obéissance à une loi de gravité, chacun ayant dû tomber dans le discours à une vitesse précise et juste à cet endroit précis. »

Le surréalisme a, de son côté, un vigoureux sur-geon au Brésil, dont l'expression la plus typique est sans doute Ferreira Gullar, notamment pour son poème « *Mar Azul* » (Mer bleue), qui n'est qu'une variation musicale des deux mots selon une sorte de gamme de syllabes progressivement modifiées : *Mar azul, barco azul, arco azul ar azul...* Les surréalistes de Paris connaissent-ils toute l'originalité de ce provignement sud-atlantique ? Il serait regrettable de négliger l'apport peu banal d'un Ledo Ivo, d'un Augusto de Campos et, entre autres, d'un

Cabral de Melo Neto avec son très « andré-bretonnant » *Chien sans plumes*.

Il y a aussi un courant néo-classique à la Valéry avec des écrivains comme Ferreira de Loanda, au moins pour son magnifique morceau lyrique intitulé *L'Absent*, dont le souffle marin commence par cet appel : « Parlez-moi des jeunes filles, parlez-moi de celles qui m'attendent sur les quais... » Ou encore Fred Pinheiro avec l'inspiration orphique de ses fluides élégies.

Qu'au moins, par leurs noms, soient présents ici d'autres lyriques comme Alphonsius Guimaraes Filho, véritable jongleur de symboles, et Thiago de Mello, dont les vers rhétoriciens évoquent parfois Saint-John-Perse.

Donc, pour être clair en critique littéraire, on baptise parfois cette nouvelle génération de « néo-moderniste ». Dans la réalité il n'y a entre ses éléments aucun lien d'école. Ce sont des fusées de toutes couleurs tirées dans tous les sens comme dans un feu d'artifice. S'il faut absolument trouver un moyen d'englober les poètes actuels du Brésil d'une façon quelconque dans une définition, on peut risquer la double remarque suivante :

— d'un côté une tendance vers un retour au classicisme conférant toute la valeur au mot, mais ce purisme emploie les modes d'expression les plus différenciés ;

— d'un autre côté, une attitude éthique du poète devant la Cité : il propose son interprétation des problèmes humains essentiels devant une foule toujours plus nombreuse mais qu'il sait distante et généralement incompréhensive ou indifférente.

Sur ce dernier point, il apparaît que l'essor démographique du Brésil, la tare de l'analphabétisme, la plaie d'une yankeesation du mode de vie de l'usine au stade, la trahison morale (d'ailleurs générale dans le monde) des nouvelles classes bourgeoises contre l'Esprit, ont donné ou tendent à donner au poète de 1965 une conscience proche de celle de Ponce Pilate non devant le Christ mais devant la multitude préférant Barrabas. Le poète dit à la cohue infantile ce qu'il doit dire, en sachant qu'il n'aura d'écho que dans une minuscule élite dispersée dans les diverses couches sociales et, estimant sa mission remplie, avec dignité, il se lave les mains. Il n'y a donc pas comme en 1922 une volonté chimérique de conduire les événements. Le remarquable essayiste et historien brésilien qu'est Alceu Amoroso Lima l'a bien vu : « Le vingtième siècle en arrive à une nouvelle déshumanisation de l'homme créée par la primauté concédée à la technique et aux automatismes que celle-ci comporte. » L'éthique des poètes brésiliens d'aujourd'hui semble — pour la grande majorité d'entre eux — se formuler ainsi : par-dessus et par-delà le moment, se préoccuper de magnifier ce qui doit rester éternellement grand dans la destinée humaine.

Poème Huitoto de la création des êtres et des choses

COLOMBIE

UN fantôme seul existait.
Le Père toucha une chimère, prit quelque chose de mystérieux.
Rien n'existait. Par le moyen d'un songe, le Père NAINUEMA
retint la chimère et pensa en lui-même.
Il n'y avait aucun bâton pour l'assujettir :
avec un fil rêvé, dans un souffle, il assujettit la chimère.
Il chercha le fondement de ce qui n'était que chimère
mais là il n'y avait que néant.
Rien n'existait par là.
Alors le Père toujours cherchant,
tâta le fondement de cette chose
et il chercha l'endroit vide et trompeur.
Le Père enlaça le vide avec le fil rêvé,
il le colla avec la gomme magique AREBEIKE,
il l'assujettit avec un nouveau songe magique ISEIKE.
Il prit le fond illusoire et le foula plusieurs fois
et il s'assit sur la terre plate rêvée
et il la nivela en la foulant
La terre chimérique était sienne.
Alors il cracha sa salive, les eaux.
Il s'assit sur cette terre imaginaire
et dressa le ciel sur elle : le ciel bleu et le ciel blanc.
Et ensuite Rafuema (1)
dans le monde souterrain, après de longues méditations
fit ce récit
pour que nous puissions le répandre en haut sur la terre.

●
Ensuite naquirent sur la terre les grands arbres de la forêt
et le palmier CANAGUCHE porta des fruits pour que nous puissions boire.

●
Dans l'eau du Père grandirent tous les arbres et toutes les lianes.

●
Et lui seul créa la cigale.
et aussi le singe-choruco pour qu'il mange les arbres
et le singe-de-maïs qui ouvre les fruits
et le tapir qui mange les fruits sur le sol
et les grands sangliers
et tous les animaux
Lui seul créa.

.....
Il créa le tatou qui porte une cuirasse,
il créa le tatou gigantesque
et tous les animaux, la loutre qui mange le poisson,
et la petite loutre,

il créa le cerf et le serpent,
l'ours fourmilier géant...
Dans l'air, il créa l'aigle royal,
l'ara rouge et tous les oiseaux et la perdrix,
les dindons EIFOKE et FEREBEKE, le vautour et l'aigle.
Il créa tous les oiseaux.

.....
Il créa les grenouilles, la grande et la petite,
qui vivent aujourd'hui dans les eaux.
La guêpe coupa nos queues.
Autrefois tous en avaient
et nous-mêmes nous en avions.
D'abord, la guêpe coupa la queue de la grenouille,
ensuite celle des hommes
et quand elle fut lassée d'en avoir coupé,
le reste des hommes se changea en singes-chorucos
lesquels autrefois étaient des hommes.

(Traduit par Pierre Gamarra.)

Ce poème date de l'époque préhispanique.

(1) Le maître des récits.

Poème du roi aztèque NEZAHUAL COYOTL (1402-1472)

MEXIQUE

MES fleurs ne finiront, mes chants ne cesseront
chanteur, je les élève.
Ils se répandent, ils se dispersent,
ce sont des fleurs qui se fanent et jaunissent
et qu'on emportera là-bas,
dans la Maison de plumes et d'or.

Je suis comme ivre, et douloureux je pleure.
Je le sais, je ne puis l'oublier
O, ne jamais mourir, ne jamais finir, moi !
Là-bas où il n'est pas de mort,
où il n'est que triomphe, je veux aller.
O, ne jamais mourir, ne jamais finir, moi !

Même le jade se brise
et même l'or s'altère.
Même les plumes de quetzal se ternissent
la vie n'est pas sans fin sur terre,
nous sommes ici pour un bref instant !

« Les Poésies mexicaines ».
Anthologie choisie et préfacée par
Jean-Clarence Lambert (Editions Seghers).

il créa le cerf et le serpent,
l'ours fourmilier géant...
Dans l'air, il créa l'aigle royal,
l'ara rouge et tous les oiseaux et la perdrix,
les dindons EIFOKE et FEREBEKE, le vautour et l'aigle.
Il créa tous les oiseaux.

.....
Il créa les grenouilles, la grande et la petite,
qui vivent aujourd'hui dans les eaux.
La guêpe coupa nos queues.
Autrefois tous en avaient
et nous-mêmes nous en avions.
D'abord, la guêpe coupa la queue de la grenouille,
ensuite celle des hommes
et quand elle fut lassée d'en avoir coupé,
le reste des hommes se changea en singes-chorucos
lesquels autrefois étaient des hommes.

(Traduit par Pierre Gamarra.)

Ce poème date de l'époque préhispanique.

(1) Le maître des récits.

Poème du roi aztèque NEZAHUAL COYOTL (1402-1472)

MEXIQUE

MES fleurs ne finiront, mes chants ne cesseront
chanteur, je les élève.
Ils se répandent, ils se dispersent,
ce sont des fleurs qui se fanent et jaunissent
et qu'on emportera là-bas,
dans la Maison de plumes et d'or.

●
Je suis comme ivre, et douloureux je pleure.
Je le sais, je ne puis l'oublier
O, ne jamais mourir, ne jamais finir, moi !
Là-bas où il n'est pas de mort,
où il n'est que triomphe, je veux aller.
O, ne jamais mourir, ne jamais finir, moi !

●
Même le jade se brise
et même l'or s'altère.
Même les plumes de quetzal se ternissent
la vie n'est pas sans fin sur terre,
nous sommes ici pour un bref instant !

« Les Poésies mexicaines ».
Anthologie choisie et préfacée par
Jean-Clarence Lambert (Editions Seghers).

CIVILISATION

Un homme meurt en moi chaque fois qu'un homme
Meurt n'importe où, assassiné
Par la peur ou la hâte d'autres hommes.

Un homme comme moi ; pendant des mois
Caché dans les entrailles d'une mère ;
Né, comme moi
Entre l'espérance et les larmes,
Et, comme moi, heureux de n'avoir pas souffert,
Triste d'avoir joui,
Fait de sang et de sel et de temps et de songe,

Un homme qui voulut être plus qu'un homme
Et qui, bientôt, un jour, comprit
La valeur qu'aurait l'existence
Si tous les vivants
Étaient en réalité des hommes debout
Capables de déguer sans amertume
Ce que nous laissons tous
Aux hommes futurs :
L'amour, les femmes, les crépuscules,
La lune, la mer, le soleil, les semences,
Le froid des tranches d'ananas
Sur le plateau de laque d'un automne.
L'aube de certains yeux,
Le littoral d'un sourire
Et dans tout ce qui survient et passe,
Le désir de trouver
La dimension d'une totale vérité.

Un homme meurt en moi chaque fois qu'en Asie
Ou sur la rive d'un fleuve
D'Afrique ou d'Amérique,

Ou dans le jardin d'une ville d'Europe
Une balle tirée par un homme tue un homme.

Et sa mort défait
Tout ce que je pensais avoir élevé
En moi sur des bases permanentes :
La confiance en mes héros,
Mon goût du silence sous les pins,
L'orgueil que j'eus d'être homme,
En entendant dans Platon mourir Socrate,
Et même la saveur de l'eau, et même la claire
Allégresse de savoir
Que deux et deux font quatre...

Parce que de nouveau tout est remis en doute.
Tout
S'interroge de nouveau
Et laisse mille questions sans réponse
À l'heure où l'homme
Pénètre à main armée —
Dans la vie sans défense d'autres hommes.
Subitement sournaises,
Les racines de l'être nous étranglent.

Et rien n'est sûr de soi-même
Ni le germe dans la semence,
Ni l'alouette dans l'aurore,
Ni le diamant dans la roche
Ni l'étoile dans la compacte obscurité.
Quand il y a des hommes qui pétrissent
Le pain de leur victoire
Avec la poussière sanglante d'autres hommes !

(Traduit par Jean CAMP.)

" PEUX-TU ? "

P EUX-TU me vendre l'air qui passe entre tes doigts
et fouette ton visage et mêle tes cheveux ?
Peut-être pourrais-tu me vendre cinq pesos de vent,
ou mieux encor me vendre une tempête ?
Tu me vendrais peut-être
la brise légère, la brise
(oh ! non, pas toute) qui parcourt
dans ton jardin tant de corolles,
dans ton jardin pour les oiseaux,
dix pesos de brise légère ?

Le vent tournoie et passe
dans un papillon.
Il n'est à personne, à personne.

Et le ciel, peux-tu me le vendre,
le ciel qui est bleu par moments
ou bien gris en d'autres instants,
une parcelle de ton ciel
que tu as acheté, crois-tu, avec les arbres
de ton jardin, comme on achète le toit avec la maison ?
Oui, peux-tu me vendre un dollar
de ciel, deux kilomètres
de ciel, un bout — celui que tu pourras —
de ton ciel ?

Le ciel est dans les nuages.
Les nuages qui passent là-haut
ne sont à personne, à personne.

Peux-tu me vendre la pluie, l'eau
qui t'a donné tes pleurs et te mouille la langue ?
Peux-tu me vendre un dollar d'eau
de source, un nuage au ventre rond,
laineux et doux comme un agneau,
ou l'eau tombée dans la montagne,
ou l'eau des flaques
abandonnées aux chiens,
ou une lieue de mer, un lac peut-être,
cent dollars de lac ?

L'eau tombe et roule.
L'eau roule et passe.
Elle n'est à personne, non.

Peux-tu me vendre la terre, la nuit
profonde des racines ; les dents
des dinosaures, la chaux éparse
des squelettes lointains ?
Peux-tu me vendre des forêts enfouies, des oiseaux morts,
des poissons de pierre, le soufre
des volcans, un milliard d'années
montant en spirale ? Peux-tu
me vendre la terre, peux-tu
me vendre la terre, peux-tu ?

Ta terre est aussi bien ma terre .
Tous passent, passent sur ton sol.
Il n'est à personne, à personne.

Traduit par Claude COUFFON.

(Cf : Nicolas Guillen, par
Claude Couffon. Editions
Pierre Seghers).

TU T'AMUSES CHAQUE JOUR

Tu t'amuses chaque jour avec la lumière de l'univers.
O subtile visiteuse tu viens dans la fleur et dans l'eau.
Tu es plus que cette tête blanche que je serre
Chaque jour comme une grappe dans mes mains.

Tu ne ressembles à personne depuis que je t'aime.
Laisse-moi t'allonger dans les guirlandes jaunes.
Qui écrit ton nom en lettres de fumée parmi les étoiles du Sud ?
Ah ! Laisse-moi me souvenir de ce que tu étais quand tu n'existais pas encore.

Le vent hurle soudain et frappe à ma fenêtre fermée.
Le ciel est un filet coagulé rempli de poissons noirs.
Tous les vents soufflent ici, tous.
La pluie se déshabille.
Les oiseaux passent et s'enfuient.

Le vent. Le vent.
Je peux seulement lutter contre la force des hommes.
La tempête fait tourbillonner les feuilles sombres
Et détache toutes les barques qui se sont amarrées au ciel dans la nuit.

Tu es ici. Ah ! tu ne t'enfuis pas !
Réponds-moi jusqu'au dernier cri.
Blottis-toi contre moi comme si tu avais peur.
Une ombre étrange traverse parfois tes yeux.

Maintenant, maintenant, ma petite, tu m'apportes du chèvre-feuille
Et tes seins même sont parfumés.
Le vent triste galope et tue les papillons,
Je t'aime et ma joie mord ta bouche, cette prune.
T'habituer à moi a été douloureux,
T'habituer à mon âme solitaire et sauvage, à mon nom qu'ils pourchassent tous.
Bien souvent nous avons vu brûler l'étoile du matin en nous baisant les yeux.
Et le crépuscule jouait sur nos têtes de ses éventails déployés.

Mes paroles pleuvaient sur toi pour te caresser.
J'aimais depuis longtemps ton corps de nacre ensoleillée.
J'en arrive à te croire la reine de l'univers.
Je t'apportais les fleurs joyeuses des montagnes, les copihues,
Les noisettes brunes et des corbeilles sylvestres de baisers.
Je veux faire de toi
Ce que le printemps fait des cerisiers.

(Traduit par Alice Gascar.)
« Tout l'Amour », Editions Pierre Seghers.

TU ES DANS MON CIEL AU CRÉPUSCULE

Tu es dans mon ciel au crépuscule comme un nuage,
Tu as la couleur et la forme que je désire.
Tu es à moi, tu es à moi, femme aux lèvres douces,
Et mes rêves infinis vivent dans ta vie.

La lampe de mon âme donne à ton pied la couleur de la rose,
Mon aigre vin s'adoucit sur tes lèvres,
O moissonneuse de ma chanson dans le déclin du jour,
Mes rêves solitaires te sentent bien à moi.

Tu es à moi, tu es à moi, je crie dans la brise
Du soir et le vent emporte ma voix veuve.
Tu chasses dans le fond de mes yeux et ta rapine fait
Stagner comme l'eau ton regard nocturne.

Tu es prisonnière, mon amour, dans le filet de ma musique,
Et mes filets de musique sont vastes comme le ciel.
Mon âme naît au bord de tes yeux endeuillés
Et dans tes yeux de deuil s'ouvre le pays des songes.

(Traduit par Alice Gascar.)
« Tout l'Amour », Editions Pierre Seghers.

ELVIO-ROMERO
(PARAGUAYEN NÉ EN 1926)

LES HOMMES

Les habitants de ces terres dures,
portent des couteaux ;
allant vers la montagne ils pétrissent leurs poings,
descendent des montagnes dans un éclat de foudre.

Les habitants de ces terres dures
sont de bois,
de ce bois ils arrachent leur joie,
et vers le bois vont avec leur tristesse.

Les habitants de ces terres dures
ont des guitares,
avec leur guitare ils gravissent les côtes,
avec leur guitare ils descendent vers la plaine.

Les habitants de ces terres dures
portent des fusils,
montent sur leurs épaules des brasiers d'or,
des brûlures métalliques et fermes.

Les habitants de ces terres dures
exsudent le fer,
ils aiguisent le fer pour leurs poignards,
pour leur ceinture au désir belliqueux.

Et toujours
ils mettent leur sombre front à l'épreuve du feu,
avancent
dans l'âpreté de leurs torsos de bois,
escaladent
dans leur passion fougueuse les pentes rouges,
et maintenant
devant le mur d'ombre dont ils s'approchent,
accompagnés de leur guitare ils chantent et protestent,
le poing levé devant les grilles,
et au moment funeste où ils viennent frapper,
le jour commence à poindre :
ils brûlent et d'ardeur et de rêves.

(Traduit par Pierre DARMANGEAT.)

VINICIUS DE MORAIS
(BRÉSILIEN NÉ EN 1913)

Poème de NOEL

Voici pour quoi nous avons été faits :
Pour avoir et donner des souvenirs,
Pour pleurer et faire pleurer,
Pour mettre en terre nos morts.
Pour cela nous avons des bras longs pour les adieux,
Des mains pour cueillir ce qui nous fut offert,
Des doigts pour creuser la terre.

Notre vie ne sera pas autre chose :
Une après-midi qui va s'estompant,
Une étoile qui s'éteint dans les ténèbres,
Un chemin entre deux tombeaux.
Pour cela, il nous faut veiller,
Parler bas, poser légèrement nos pas.
Voir la nuit dormir en silence.

A dire il n'y a pas grand'chose :
Une chanson sur un berceau,
Peut-être un vers d'amour,
Une prière pour qui s'en va.
Mais que cette heure ne soit pas oubliée,
Et que pour elle nos cœurs
S'abandonnent, graves et simples.

Car pour cela nous avons été faits :
Pour espérer dans le miracle,
Pour prendre notre part de poésie,
Pour voir la face de la mort.
Soudain, nous n'aurons plus jamais à attendre.
Aujourd'hui la nuit est jeune : de la mort, à peine,
Naïssons-nous, immensément.

(Traduction de Marcel DANY.)

Antonio TAVARES BASTOS

BRÉSILIEN

LES VILLAGES ENVAHISSANTS

(Écrit en français par l'auteur)

*Là-bas, près des rives sablonneuses de l'Atlantique,
Apparurent d'abord, au temps de jadis, les villages envahissants.
Des hommes venus de la mer sur des vaisseaux royaux aux voiles
blanches à la double incision rouge en croix
Y sont descendus, éblouis par le ciel d'or de midi.*

*Et après la première cabane la deuxième hutte,
L'une après l'autre, toutes ces maisons, petites,
S'alignèrent au pied des monts altiers et orgueilleux.*

*C'était le premier village, comme un oursin,
Creusant dans le roc millénaire et vierge des tropiques
Son trou envahisseur.*

*Depuis des siècles les petits oursins ont élargi leur cercle
Vers la contrée splendide,
Et des hommes en légion traversaient par troupes les forêts...*

ANTONIO DE UNDURRAGA (CHILIEN)

DELPHES

Laissez-moi aller à Delphes
pour endeuiller mes plaies
de la froide poussière des dieux.

Laissez-moi aller à Delphes
pour être lumière des squelettes
parmi des colonnes brisées.

Laissez-moi aller à Delphes
pour dire à Zarathoustra
comment le vertige retrouve sa plénitude
sur les ailes des mouettes tragiques.

Laissez-moi aller à Delphes
pour rectifier ma souche de citoyen sublime
qui a heurté les ténèbres
bien au-dessus des victoires et des défaites.

Laissez-moi aller à Delphes
pour éprouver ma condition d'Inca surgi des Andes
qui aux malheurs et aux trahisons oppose
un rude bloc de pierre et de silence absorbé.

Laissez-moi aller à Delphes
pour que sur le sable magique brille
mon héritage castillan et araucan
d'un invincible respect à la parole et aux actes.

Laissez-moi aller à Delphes
afin de prier pour la liberté et de vous montrer
comment dans ma main ou dans la main de Sophocle
grandit le sang d'un albatros.

(Traduit par Jacinto-Luis GUERENA, « Passeports
pour Argonautes », Editions Pierre Seghers.)

A un paysan mort au cours des années de violences

*TU ne savais pas écrire mais dans ta main
la charrue était ton langage,
et, lorsqu'ainsi la terre t'exprimait,
ta voix devenait douce, encore plus douce.*

*Ton cœur, l'eau et le vent
passaient avec le fleuve.
Et ta parole fut la densité de l'air
et la lumière toute sa joie.*

*Un beau jour, sans savoir pourquoi, sans que tu saches
que la mort arrivait,
on t'arracha la vie.*

*Le ciel leva la tête
comme appelé de loin.
Et tes yeux étaient doux, bien plus que l'horizon :
car le regard d'un mort est un regard de frère.*

*Et puis
on t'a semé, pareil à une graine :
ton silence, couvert par un arbre, effaça
le crime.*

*Les racines, sur toi, méditèrent leur vie.
Mais je t'écoute encor respirer dans les branches.*

(Traduit par Julian Garavito)

DANTE
MILANO

(BRÉSILIEN)

Regrets
de
mon âme

Regret du temps,
Du temps passé,
Le temps heureux
Qui ne revient plus.

Veuille un jour Dieu
Que je retrouve
Cette innocence
D'être heureux sans le savoir.

Maintenant que je sais
Toute la vérité,
Je ne crois plus
Au bonheur.

Quand je mourrai,
Alors peut-être
Serai-je de nouveau
Heureux sans le savoir.

(Traduction de Marcel Dany.)

La vie musicale en Amérique Latine

PAR CLAUDE SAMUEL

L'AMÉRIQUE LATINE, terre de confluence des cultures populaires, se dégage tout doucement de sa préhistoire musicale. Depuis trente ou quarante ans, des compositeurs essaient de substituer à un art essentiellement folklorique une musique dite savante et déjà quelques noms se sont échappés du continent américain pour tenter la conquête du monde. Des noms ? Un seul a vraiment conquis une vaste audience : celui du Brésilien Heitor Villa-Lobos mort en 1959 à l'âge de soixante-douze ans.

Dans un certain sens, la démarche de Villa-Lobos résume bien les préoccupations artistiques d'un courant de créateurs sud-américains soucieux d'établir une musique « nationaliste » qui tienne compte à la fois de l'héritage populaire et des acquisitions de la musique européenne. Donc, Villa-Lobos a répondu en 1923 à l'appel de l'Europe en s'installant provisoirement dans le haut-lieu de la musique de l'époque, je veux dire Paris ; il s'est lié d'amitié avec des compositeurs français et fut même élu en 1948 membre correspondant de l'Institut de France. Puis il a pris garde de ne pas oublier les influences européennes les plus variées, de Wagner à Strawinsky en passant par Puccini et Debussy. Tout cela serait d'un médiocre intérêt si Villa-Lobos n'avait pas associé à cet apport le parfum sud-américain pris à la meilleure source. Sans être un savant folkloriste, Villa-Lobos a écouté les chants de son pays : « Je trouvais stupide, dit-il, de continuer à imiter Beethoven. Pendant huit ans, j'ai voyagé dans les régions les plus reculées du Brésil ; on m'a cru mort et on a même dit des messes pour le repos de mon âme ! Mais j'ai rapporté de cette exploration d'incroyables richesses. D'autre part, on allait jusqu'à considérer qu'il était impossible de chanter « sérieusement » en portugais ! Cela ne m'a pas empêché d'écrire sept opéras uniquement en portugais... »

Sans doute, le rôle d'exemple joué par Heitor Villa-Lobos est plus important que l'œuvre qu'il nous a laissée. Exception faite pour quelques pages colorées, orchestrées avec une indéniable originalité, telles les neuf *Bachianas Brasileiras* et les quatorze *Choros*, la production gigantesque du maître brésilien oscille entre la grandiloquence et la platitude. Il aimait impressionner et réunissait volontiers plusieurs milliers d'exécutants pour de grandes fêtes musicales en plein air : 12.000 chanteurs à São Paulo en 1931, une chorale de 40.000 membres rassemblée en 1940 dans le stade Vasco de Gama donnent la mesure des ambitions de Villa-Lobos. Il avait été nommé par son gouvernement « Superintendant de l'éducation musicale et artistique » et il fallait bien organiser des manifestations en accord avec ce titre ronflant. Cela dit, même si ces manifestations n'intéressent guère les musiciens, il ne faut pas mésestimer l'impulsion que Villa-Lobos a donnée ainsi à la musique de son pays.

Sans bénéficier d'une aussi grande renommée, des

dizaines de musiciens ont suivi cet exemple à travers tout le continent sud-américain ; on peut citer l'Argentin Alberto Ginastera (considéré actuellement comme le grand homme de son pays), les Uruguayens Eduardo Fabiani, Luis Cluzeau Mortet et Vicente Ascone, les Chiliens Carlos Isamitt et Humberto Allende, les Colombiens Jésus Bermudez Silva et José Roza Contreras, enfin le Brésilien Camargo Guarnieri.

Mais il faut remarquer que ces compositeurs ont, pour la plupart et à l'instar de Villa-Lobos, subi l'influence européenne. Ils ont, en outre, refusé d'élaborer un art néo-européen et ont pensé que les folklores de leur pays leur fournissaient l'occasion d'imposer leur personnalité.

Aujourd'hui, cette démarche paraît battue en brèche. A l'image de l'Europe, l'Amérique Latine connaît son avant-garde, et les avant-gardistes chiliens ou brésiliens considèrent que l'utilisation plus ou moins habile du folklore n'est qu'un expédient. Ils ont donc adopté le même langage que nos musiciens et laissent à leur tempérament le soin d'imposer leur propre originalité.

A l'assaut du nationalisme musical — assaut qui débuta timidement il y a quelques dizaines d'années — nous rencontrons des musiciens comme l'Argentin Juan Carlos Paz (fondateur du « Grupe Renovacion », le Chilien Domingo Santa Cruz (fondateur de l'« Agrupacion Tonos de Santiago), le Brésilien Hans Joachim Koellreutter (fondateur du mouvement « Musica Viva »). Et le continent sud-américain peut donc se vanter de posséder, tout comme la France, l'Allemagne ou le Japon, ses « dodécaphonistes » en attendant ses « électroniques ». Hélas ! malgré la foi et le zèle de ces musiciens, nous connaissons — et nous le déplorons — fort mal leurs ouvrages car, quand un soliste argentin ou brésilien vient se produire à Paris, il se croit obligé de jouer, pour soutenir la concurrence internationale, les sonates de Beethoven ou les Ballades de Chopin. Les complexes n'ont pas encore disparu...

En revanche, on sait mieux le très vif intérêt qui anime les mélomanes sud-américains envers toutes formes de musique. Sans doute ne faut-il pas chercher la passion pour Mozart ou Schoenberg à l'intérieur de la forêt brésilienne. Mais les grandes villes sont fières de leur orchestre, voire de leur opéra. Et c'est probablement à Buenos Aires que la vie musicale est la plus active. De Rubinstein à Olivier Messiaen, tous les musiciens célèbres y défilent régulièrement et y reviennent avec plaisir, notamment les Français qui constatent là-bas la prééminence de notre influence.

Mais on aimerait que cet échange artistique ne soit pas à sens unique. La connaissance de l'œuvre de Villa-Lobos ne suffit pas, il faut bien l'avouer, à notre bonheur ; et c'est avec une certaine impatience que nous attendons le moment de découvrir le Messiaen chilien ou le Boulez uruguayen...

DES CONQUISTADORES AUX VINGT RÉPUBLIQUES

PAR JACQUES JAUBERT

L'UNITE de l'Amérique latine est née de la soumission à une commune civilisation coloniale. Les empires amérindiens, pour évolués qu'ils aient été, constituaient des mondes isolés, aux expériences fractionnées. A côté d'eux coexistaient encore au XV^e siècle nombre de clans d'indiens, chasseurs et guerriers, que ne liait aucune loi commune. La conquête, fruit du hasard, fut plus une suite d'expéditions partant en ordre dispersé à l'initiative d'un capitaine téméraire que le résultat d'un plan méthodique. Charles Quint avait fort à faire en Europe pour asseoir son empire. Les Indes étaient lointaines. Ce n'est que peu à peu que l'unité apparaîtra dans l'organisation des colonies et surtout par leur commune référence à un ordre européen et à la civilisation médiévale.

LES CONQUISTADORES

Cette constatation n'enlève rien à l'importance du rôle joué par les Conquistadores. L'aventure assez extraordinaire de ces hommes, qui en un demi-siècle prendront possession d'un continent, est fort bien analysée dans un petit livre de M. Jacques Lafaye que publient les « Editions du Seuil » dans leur excellente collection « Le Temps qui court ». « Comme toute entreprise humaine, écrit l'auteur dans le prologue, la conquête du continent américain par les Espagnols a comporté des ombres et des lumières. Les uns, aveuglés par la lumière de la propagation de la foi, ont pris leur parti des ombres environnantes, les autres, illuminés par cette même lumière surnaturelle, n'ont vu que l'ombre impénétrable dont la conquête est entourée. » Il est en effet bien difficile de faire le départ entre expéditions militaires, desseins économiques, ambitions politiques et mission religieuse. La conquista, c'est tout cela à la fois. La recherche passionnée des épices puis de l'or, l'asservissement des populations, l'espoir de tout conquérant de se constituer un fief dans un système politique encore moyenâgeux, enfin cette croyance profonde de servir la Religion en continuant en Amérique la guerre contre les Infidèles. En un mot, l'Espagnol partait aux Indes pour y chercher le profit, l'honneur

et le salut. Le conquérant était donc plus qu'un aventurier, et c'est sans doute pour cela qu'il a laissé une trace profonde dans l'histoire de l'Amérique Latine.

Hernan Cortes et François Pizarre, les conquérants des empires Aztèque et Inca, sont sans doute ceux qui incarnent le mieux ce type. Le meneur d'hommes qu'était Cortes, politique et téméraire à la mesure de ses ambitions, n'était, lorsqu'il débarqua en février 1519 sur la côte du Yucatan, qu'un capitaine en rupture de ban avec son chef, le gouverneur de Cuba. Aussi pour lui, la conquête du Mexique sera-t-elle autant militaire que juridique. Son premier souci est de légitimer sa possession du pays qu'il déclare prendre « au nom de l'Empereur Charles, roi de Castille ». Ce formalisme juridique se retrouvera très souvent dans l'histoire de la conquête. Peut-on dire qu'il ait complètement disparu aujourd'hui ?

Soldats, les conquérants le sont, casqués, avec le bouclier, l'épée et l'arquebuse. Ainsi quand Pedro de Candia, l'envoyé de Pizarre à Tumbez, arrive dans la ville, les Indiens éblouis le prirent-ils pour le dieu de l'éclair. Soldats, ils le sont aussi par leur mode de vie, durs entre eux, bons vivants à l'occasion, mais surtout braves comme sait l'être l'Espagnol, joueurs au point de perdre en quelques heures leur part d'un fabuleux butin et de se retrouver après des années de conquête aussi pauvres qu'un hidalgo d'Estremadure. Ils se veulent aussi chrétiens, ils le sont par tradition et par conviction profonde. Christophe Colomb débarquant sur l'île qu'il venait de découvrir la consacra à Dieu et la baptisa San Salvador. La première ville fondée par Cortes au Mexique s'appelle Santa Cruz. Lorsque Balboa aperçut pour la première fois « la mer du Sud », il s'agenouilla et, les bras levés, remercia le Ciel de lui avoir permis de faire cette découverte. Et le grand Pizarre, près de la mort, assassiné par le fils de son ancien rival, râlant déjà, demanda à se confesser : il fit un signe de croix, puis à la mode espagnole, baisa les doigts avec lesquels il venait de se signer. Ce sont les mêmes hommes qui au petit jour écoutaient la messe de leur chapelain, combattaient sans merci le jour, et le soir s'accouplaient aux belles indiennes qui s'offraient

à eux. Hommes de Dieu et du Roi, maîtres du pays et de ses habitants, imbriqués dans un système de relations personnelles, comblés et déçus, ils donnèrent naissance à une classe sociale qui prit peu à peu conscience de ses mérites et de ses droits.

LA COLONISATION

Le Brésil, ce pays du bois, « Brasil », à la couleur de braise, découvert en 1500 par le Portugais Pedro Alvares Cabral, oscilla pendant plusieurs décades entre l'influence française et portugaise avant de se ranger sous la bannière lusitanienne avec l'élimination des factoreries huguenotes. Dès lors son organisation ressemblera sensiblement à celle des Indes de Castille caractérisée par le type de relations établies avec la métropole, les formes internes de colonisation, les modes de rapport avec les autochtones et la place particulière reconnue aux questions et aux institutions religieuses.

Sur le plan politique, l'Amérique était la chose du roi, cette esclave sombre, cette femelle au flanc de cui-vre qu'on enchaînait pour lui dans les régions de la nuit, comme le dira Claudel. C'était le roi qui donnait mission de conquérir en son nom un nouveau territoire, c'est lui qui légitimait la possession, qui conférait les titres, qui répartissait les terres, qui donnait et retirait leur autorité à ses représentants, qui nommait les fonctionnaires, qui faisait et défaisait la loi. Après ces premières tentatives au Pérou, on voit François Pizarre revenir en Espagne pour faire officialiser sa mission par le roi et obtenir les Lettres de Capitulation qui le nommaient Gouverneur et Capitaine général de la future province, juge suprême et commandant en chef, charges qu'il exerça de 1529 à 1541. Honneur rare pour un conquérant, le Marquisat lui fut à l'occasion conféré et pour son blason il choisit cette devise qui s'appliquait au Pérou non encore conquis : « Au nom et sur l'ordre de l'Empereur Charles Quint, découvert et pacifié par le labeur et le génie du Marquis Don Francisco Pizarre ». Le prestige de royaume triomphante d'Espagne s'étendait à ses représentants et fut le véritable ciment de l'Empire. Son affaiblissement marquera le début des dissidences.

Pour la couronne la conquête fut une source de richesses considérables. Chaque expédition comprenait un « *contador* » chargé de prélever sur le butin le quint du roi. Par la suite l'histoire de la colonisation fut celle d'une exploitation systématique du pays, en particulier de ses mines de métaux précieux, au profit de la métropole. L'image des galions ramenant vers Séville leur lourde cargaison d'or et d'argent excita la convoitise des autres Etats européens. Ce furent certainement plus de 1.000 tonnes d'or qui arrivèrent ainsi en Espagne pendant la période coloniale.

Une source aussi fabuleuse de richesse et de prestige méritait d'être protégée à la fois contre les ambitions des pays rivaux et contre les velléités des dissidences internes.

On comprend donc le soin mis à l'implantation d'une administration sûre dont l'efficacité tint d'ailleurs plus au choix des hommes envoyés aux Indes pour représenter le roi que dans des structures copiées sur celles de la métropole. Il y eut d'abord deux vice-royaumes, celui de la Nouvelle-Espagne créé en 1535 et celui du

Pérou en 1543. Puis se sont détachés en 1717 le vice-royaume de Nouvelle-Grenade et en 1776 le vice-royaume de la Plata. En plus furent créées des capitaineries générales : celles du Guatemala, du Chili, du Venezuela et de Cuba. Par son organisation cloisonnée, la colonisation allait préfigurer le morcellement de l'Indépendance.

Aux premiers temps de la conquête, l'administration locale fut confiée à des Conquistadores, en particulier dans les villes. Puis progressivement ceux-ci furent évincés au profit de nouveaux venus d'Espagne. Auprès du vice-roi il y avait l'*audiencia*, tribunal suprême qui cumulait pouvoirs administratifs et pouvoirs judiciaires. Les villes étaient administrées par un Conseil présidé par un *Alcade Mayor* qu'assistaient des *Alcades ordinarios*. Dans les campagnes, l'administration se combinait parfois avec l'ancienne organisation indienne. Le plus souvent elle s'effaçait au profit de l'*encomiendero*, le seigneur local.

Ceci prouve encore que le système mis en place dans les colonies espagnoles relève d'un type féodal caractérisé par une structure latifundiste de la propriété individuelle.

La colonisation ne fut pas celle de paysans mais de seigneurs, nobles moins par titres que par mentalité. En même temps que sa part d'or, le conquérant recevait sa portion de terre et son lot d'Indiens grâce au système de l'*encomienda*. Pratiqué sous des formes diverses, le travail forcé paraissait une règle naturelle dans un système proche du servage où le maître exerçait un pouvoir sans limite sur les travailleurs de son domaine, liés à lui par un lien personnel.

LE METISSAGE

Ce serait toutefois simplifier les rapports entre Conquistants et Indiens que de les réduire à des rapports de dépendance. Les nobles indiens furent souvent traités avec respect, respect que leur dignité imposait. L'Inca Atahualpa se créa de nombreuses amitiés parmi les Espagnols, celles de Fernand Pizarre et de de Soto par exemple, et, pour obtenir sa mort, les Almagristes profitèrent de l'absence de ses puissants amis. Et puis il y eut la femme, la femme indienne, très belle, souriante, avenante, dont les charmes furent loin de laisser insensibles les Espagnols et dont le rôle fut important pendant la conquête. Même les grands capitaines ne dédaignèrent pas de prendre comme femmes quasi légitimes des princesses indiennes, telles Dona Marina et Dona Inés, épouses de Cortes et de Pizarre. On vit des Espagnols, rarement il est vrai, poussés par leurs maîtresses, passer aux Indiens tel ce soldat de Pizarre qui combattit avec l'Inca Manco Capac. Par son rôle d'intermédiaire et de conseillère, la femme indienne fut un atout dans la réussite de la conquête. Mais elle devait perdre sa place dans la société coloniale.

Le métissage fut la conséquence de ces unions que la monarchie encouragea au début en autorisant les mariages mixtes, métissage rapide si l'on en croit le chroniqueur qui raconte qu'un soldat de Cortes eut en trois ans trente enfants d'Indiennes. Mais il n'entraîna pas, sauf exceptions, une véritable assimilation des éléments indiens, d'une part parce qu'il ne correspondait

pas à une volonté d'intégration mais plus à une nécessité physiologique, et que par ailleurs il ne fut que rarement fondé sur les bases du mariage religieux légal. Dona Marina, Dona Inès, Dona Isabel, la mère de l'écrivain Garcilaso, lassèrent à la longue les brillants capitaines qui les abandonnèrent ou les laissèrent à l'un de leurs lieutenants. Le ressentiment qu'en éprouvèrent leurs fils, bien qu'élevés à l'espagnole, devait les marquer durablement et combien plus la masse de ces métis sans père, écartelés entre deux races, furent traumatisés par l'infériorité de leur origine.

Bientôt, avec l'établissement d'une société coloniale stratifiée, le préjugé du sang devint le plus fort. Les créoles, descendants des conquérants et des premiers immigrants, possesseurs des grands domaines, formés dans ces universités de Mexico ou de Lima créées dès le milieu du XVI^e siècle, se voulaient purs de tout mélange. Les métis ne furent plus qu'une catégorie sociale intermédiaire, jaloux du prestige et de la puissance des créoles, et d'autant plus durs à l'égard de l'Indien ou de l'esclave noir qu'ils voulaient s'en distinguer. Aventuriers et chasseurs d'esclaves se recrutèrent dans cette catégorie d'insatisfaits et d'aigris.

Le métissage ne fut cependant pas totalement un échec. Ses apports culturels et artistiques ne feront que s'enrichir. Nul doute à cet égard que l'évangélisation en atténuant ses effets néfastes, ait joué un rôle capital dans la vie sociale des colonies, comme déjà au temps de la conquête.

LA RELIGION

Il est difficile de parler de la conquête du continent latino-américain sans en aborder ses aspects religieux, car si le mobile premier en fut bien la recherche de métaux précieux, très vite elle prit une seconde signification beaucoup plus profonde. La conquête ce fut autant qu'une suite d'exploits militaires, la rencontre de deux Fois ou plus exactement la victoire de la Foi armée de la Chrétienté sur les croyances fatalistes des Indiens. Ceux-ci, au Mexique comme au Pérou, n'attendaient-ils pas l'arrivée d'un dieu venu de l'est et Viracocha, la divinité suprême des Incas, n'avait-il pas annoncé, juste avant de disparaître dans la mer : « Dans l'avenir je vous enverrai des messages, des hommes blancs portant la barbe, pour vous instruire et vous protéger. Soumettez-vous à leur tutelle. De leur côté, les conquérants virent dans ces croyances qui leur étaient appliquées, un signe de la volonté de Dieu. Ils continuaient ainsi la guerre juste entreprise pour bouter hors d'Espagne le Maure ; l'Indien devenait le nouvel infidèle qu'il fallait soumettre et convertir. En fait c'était un infidèle résigné.

Dans l'optique d'une chrétienté depuis des siècles en guerre contre les musulmans, les deux objectifs — soumettre et convertir — ne se concevaient pas séparément et par la bulle du pape Alexandre VI la monarchie espagnole, puissance conquérante, avait en quelque sorte reçu mission d'évangéliser les païens qui habitaient les territoires récemment découverts. Les premiers prêtres qui vinrent aux Indes ne furent pas des missionnaires, tout au plus des chapelains attachés à une expédition militaire. La véritable évangélisation commence en 1524 avec l'arrivée au Mexique de douze

franciscains. Ce fut le point de départ de l'œuvre admirable des ordres religieux dont l'action de pionniers se poursuivra pendant un demi-siècle.

Les douze franciscains arrivèrent en habits déguenillés pour bien montrer qu'ils étaient différents de la gent soldatesque. Le style était donné. L'histoire des ordres religieux en Amérique latine sera celle de leur opposition à la caste des conquérants dont les violences et les abus ne pouvaient qu'entraver leur mission. Franciscains, dominicains — dont le célèbre Las Cases — augustins, mercédaires et plus tard jésuites donnèrent à la nouvelle Eglise des traits qui l'ont marquée : son caractère évangélique, son universalisme, son caractère éducatif.

À cet égard le comportement des ordres religieux vis-à-vis de la population indienne mérite d'être rappelé, car ses conséquences se font encore sentir à l'époque actuelle. Il repose sur une série de choix : le choix pour la catéchisation des langues indigènes, ce qui permit à certaines langues comme la Nahuatl de survivre, le choix de la douceur contre la violence, le choix de l'égalité naturelle et juridique, ce qui conduisait à condamner l'esclavage ou l'exploitation sous toutes ses formes, le choix, justifié à l'époque, mais en définitive contestable, de la séparation pour ne pas dire ségrégation, afin de préserver les Indiens de l'influence morale néfaste des Conquérants et de les protéger contre l'exploitation de la race dominante. Le terme de cette politique aboutit aux Réductions du Paraguay, où les Indiens, sous la direction quelque peu tyrannique des jésuites, s'opposèrent avec succès aux chasseurs d'esclaves.

L'action des ordres religieux ne fut pas assez longue pour permettre la formation d'un clergé indigène. À partir de 1570 fut mis en place un clergé séculier qui s'identifia rapidement à la société créole. Les ordres religieux furent gagnés par la tiédeur. Les jésuites, plus actifs et donc gênants pour l'ordre nouveau, furent expulsés en 1767. La religion devint celle des vainqueurs et dans la masse indienne, marquée certes par l'évangélisation des premières décades, mais encore attachée à ses anciennes croyances, vont se développer des formes de syncrétisme, toujours vivaces aujourd'hui. On constate toutefois, au Mexique par exemple, que les zones où la foi est restée la plus vive sont celles de cette première évangélisation marquée par une absolue confiance des missionnaires dans l'Indien.

L'Eglise va peu à peu renforcer sa puissance. En se développant, elle devient plus prospère. Au Mexique, l'Eglise possédait, a-t-on dit, plus de la moitié des bonnes terres. Pendant toute la période coloniale, elle fut en plus un instrument de gouvernement pour la métropole, le roi jouissant du droit de patronage. Il nommait aux charges ecclésiastiques, fixait les limites des diocèses et prélevait au nom du clergé les dîmes qui lui étaient dues. L'Inquisition créée aux Indes en 1570 était par ailleurs un instrument efficace de surveillance. L'Eglise, au moment des guerres d'Indépendance, sera du côté du Roi, du pouvoir métropolitain.

L'INDEPENDANCE

Il faudra peu de temps aux descendants des Conquistadores pour enlever à la péninsule ibérique ce que leurs aïeux lui avaient donné. En quelque

vingt ans vont s'effondrer des empires qui avaient résisté à trois siècles de convoitise. Comme on le fait pour la Révolution française, on a coutume de rechercher les causes de cette soudaine mutation : causes lointaines, causes proches, les unes inhérentes à l'organisation coloniale, les autres nées de la situation internationale de l'époque.

L'opposition des Créoles et de l'administration royale était presque aussi vieille que l'histoire des Colonies. Il y avait bien sûr une question de prestige, mais aussi la mise en jeu d'intérêts immédiats. Lorsque l'administration essayait de mettre en œuvre la politique élaborée en métropole à l'égard des Indiens, c'était en réalité aux privilèges des Créoles qu'elle devait s'attaquer. De plus, l'économie du pays était enserrée dans les obligations du Pacte colonial que les agents de

l'Escorial devaient faire respecter. Implantés depuis des générations en Amérique, les Créoles n'avaient plus avec la métropole et la royauté ces liens affectifs et personnels qui avaient renforcé la loyauté des grands capitaines du XVI^e siècle.

Au XVIII^e siècle, l'opposition devient en plus politique. Les *Letrados*, imbus des idées nouvelles, deviennent des admirateurs passionnés de l'Indépendance des Treizes colonies anglaises, puis de la Révolution française. Morelos, Miranda, Bolivar, qui fut élevé selon les préceptes de Rousseau, allaient agir plus par conviction philosophique que par intérêt. Mais l'Indépendance n'allait être possible que parce qu'elle répondait à l'intérêt d'une classe à un moment où les métropoles allaient se révéler incapables de conserver leurs empires.

Les Conquistadores aux mille aventures.

Entraînés dans la guerre européenne, vaincus, envahis, l'Espagne et le Portugal vont être coupés de leurs colonies. Aussi, tout va se jouer sur place entre patriotes et loyalistes, au moins jusqu'en 1814. Les influences des autres nations européennes, en particulier de la France et de l'Angleterre, se feront par contre sentir au profit des insurgés, sans compter l'aide apportée par la jeune République du Nord. La paix revenue en Europe, la reconstitution de l'Empire espagnol, sera de courte durée. L'envoi de troupes ne résoudra rien. Seuls résisteront un temps à l'action enthousiaste des libérateurs les colonies ayant un fond de loyalisme, d'attachement à la métropole.

Les héros de l'indépendance, comme San Martin et Bolivar, sont devenus des figures légendaires. L'un et l'autre d'origine créole, formés en Espagne, maintiendront pendant toute la guerre cette volonté d'unité et de solidarité entre les colonies dont le destin leur semblait indissolublement lié. Bolivar quitta le Venezuela libéré pour descendre vers le Sud, tandis que San Martin partait d'Argentine pour conquérir à l'indépendance ce Pérou qui demeurait le bastion loyaliste des anciennes colonies.

L'évidence va toutefois vite apparaître : l'indépendance rend inévitable un morcellement inscrit dans la géographie et dans l'histoire. Bolivar, idéaliste, champion de l'unité, verra son rêve brisé avec l'échec du Congrès de Panama en 1826. Seul, le Brésil conservera son unité. C'est qu'il n'a pas connu vraiment de crise d'indépendance. Séparé du Portugal, il connaîtra, au cours du XIX^e siècle, une relative stabilité sous le règne de la famille de Bragança. Les autres états latino-américains, à l'exception du Chili, vont au contraire vivre leur premier siècle d'indépendance dans une quasi anarchie. La Bolivie comptera, de 1820 à 1898, pas moins de 60 soulèvements militaires, la Colombie connaîtra 70 révolutions jusqu'en 1903 et le Venezuela 52 durant la même période. Combien de capitaines ne connurent, comme Gonzalve Pizarre, qu'une royauté éphémère, croyant encore au conseil qu'avait donné Atanualpa à son ami : « Fainéants comme ils sont, ils ne te serviront que s'ils te craignent ».

L'Europe continue cependant d'émigrer en Amérique latine. L'Argentine, l'Uruguay et le Brésil recevront la majeure partie des 6 millions d'émigrants qui traversent l'Atlantique jusqu'en 1930. L'exploitation existe toujours, celle des hommes et celle du sol. L'Amérique exporte des produits bruts et reçoit des produits manufacturés. L'indépendance n'est qu'apparente. A une domination politique s'est substituée une subordination économique. Les maîtres ont changé, ils changeront encore. Ils sont moins apparents, mais d'autant plus puissants. Le XIX^e siècle n'apporte qu'une indépendance théorique qui ne permet même pas de mettre en place des institutions politiques stables. L'indépendance ne serait-elle, comme la Vie pour Calderon, qu'une illusion, un faux semblant, une fiction ? A cette question, les pays d'Amérique latine ne se sont pas encore donnés de réponse.

Le destin de cette Autre Amérique est singulièrement éclairé par sa comparaison avec celui de sa puissante voisine du Nord. A cet égard, le livre de Pierre Chaunu « L'Amérique et les Amériques » (Editions Armand Colin), bien qu'un peu didactique, représente

une entreprise originale et sa lecture est d'un intérêt soutenu. On y voit se dessiner les facteurs d'unité du continent et aussi, tout au long de l'histoire, les raisons d'une évolution à tel point dissemblable. L'histoire de l'Amérique peut s'écrire selon une grammaire dont l'auteur dégage les caractères essentiels : dialogue entre l'homme et l'espace, dialogue entre l'homme et le temps.

L'AMERIQUE ET LES AMERIQUES

L'étirement de l'Amérique (12.000 km) détermine sa vocation atlantique et la difficulté qu'elle a à se réaliser comme un tout. Depuis l'époque coloniale, les communications ont toujours été plus faciles entre région du continent et l'Europe qu'entre ces régions elles-mêmes. L'immensité est un trait qui frappe l'imagination européenne. L'histoire de l'Amérique du Nord comme du Sud est aussi celle de l'occupation progressive du sol grâce à cet appel presque ininterrompu à l'immigrant. Mais ce qui distingue déjà les deux Amériques c'est la méthode suivie pour « coloniser ». Dans le Nord, il s'agit d'une conquête patiente et méthodique : la frontière recule peu à peu vers l'Est, elle est avant tout une « marche de la colonisation ». Elle implique l'organisation progressive, méthodique d'un territoire suivant un modèle essentiellement européen. Elle suppose une saisie totale, une occupation effective du sol, la constitution par un peuplement nouveau d'une économie nouvelle. » Dans le Sud, la recherche de l'or et le prestige de la conquête conduisent à une occupation totale, mais superficielle. Le tissu primitif est sauvegardé, les voies de communication négligées, la campagne largement abandonnée au profit des villes. « La Conquista n'a pas cherché le contact direct avec les hommes et les choses. » En moins d'un demi-siècle, les Conquistadores pénètrent un continent alors qu'après deux siècles d'existence les colonies anglo-saxonnes ne s'étendront en profondeur que sur 200 kilomètres.

Le temps américain apparaît plus court que celui de la vieille Europe et animé d'un rythme plus rapide. Des civilisations, ailleurs préhistoriques, sont ici toutes proches et certaines de leurs manifestations sont encore perceptibles aujourd'hui. « Faute de recul, le temps américain est un temps bousculé qui cherche dans son instant le même nombre d'événements, la même quantité de signes, une succession analogue d'étapes nécessaires ». Ceci ne se comprend qu'en se référant à la volonté quasi constante du Nouveau monde de prendre pour modèle et référence l'Europe qui l'a créé. Au point de vue culturel, religieux, politique, économique, on constate au cours de l'histoire une série de décalages qui font naître le besoin d'aller plus vite, de voir plus grand, de faire mieux.

Et pourtant, si l'histoire révèle une profonde solidarité du continent américain, on ne peut être que frappé par les différences de destin des deux Amériques. Leur histoire, découpée en périodes quasiment semblables, va progressivement se séparer.

M. Chaunu, pour sa part, en distingue quatre : celle de l'Amérique de la « Conquista » jusqu'au début du XVII^e siècle ; celle de l'Amérique coloniale « multiple et repliée » jusqu'au troisième quart du XVII^e siècle ; une troisième période marquée à la fois par la

fin et les survivances de l'Amérique coloniale de 1763 à 1865 ; enfin, la dernière, celle « d'une Amérique dominante et d'une Amérique dominée », qui nous introduit dans l'époque actuelle.

La colonisation de l'Amérique espagnole intervient dans le cadre d'un système politique et économique périmé. C'est pourquoi on a pu dire qu'elle s'était produite trop tôt. Mais alors elle est la plus brillante et le rythme des flottes de la carrière des Indes fait à l'époque « l'heur et le malheur des Empires ». Peu à peu, l'Amérique devient multiple : le Brésil portugais, l'Amérique française aux Antilles et au Canada, l'Amérique anglaise qui, dans le choix de son implantation, augmente déjà ses chances de réussite.

L'Amérique espagnole reste encore la première au début du XVIII^e siècle, la plus vaste et la plus riche. Mais en termes de croissance elle prend la dernière place au cours de cette période qui mène aux révolutions. Elle est une Amérique stagnante, immobile, lointaine, retranchée, alors que les autres Amériques sont en marche : le Brésil qui prend corps et densité, les Antilles et leur extraordinaire essor sucrier, l'Amérique du Nord enfin au rythme de croissance le plus favorisé tout en gardant encore son continent en réserve pour des développements ultérieurs.

Le temps de l'indépendance arrive, ou plus exactement celui de l'illusion d'indépendance. La fin de l'ère coloniale doit se traduire par la naissance de l'industrie : c'est ce qui se produit dans le quadrilatère du Nord-Est atlantique sur lequel va se fonder la puissance des Etats-Unis. Le Sud des planteurs vaincu par le Nord devient une colonie de la vieille Angleterre. Et bientôt le Nord industriel dominera une Amérique ibérique archaïque. Pour cette dernière, le temps de l'indépendance est celui des catastrophes. Les pays à fort peuplement indien sont les plus touchés. Sur le plan démographique, ils représentaient 80 % de la population totale de l'Amérique en 1750. Un siècle plus tard seulement, 31 %. « La chance du XIX^e siècle les a désertés. »

L'Amérique du Nord, au contraire, croît à un rythme prodigieux. En 1880, son revenu représentera vingt fois celui de l'Amérique pauvre. L'écart entre les deux Amériques ne fera que s'accroître et l'on connaîtra bientôt une Amérique dominante et une Amérique dominée. Pourtant, au XX^e siècle, le rythme de croissance démographique va l'emporter au Sud sur le Nord. Certains pays ont dépassé le seuil de décollage. Le Brésil, que l'on peut comparer au Sud des Etats-Unis, le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Venezuela, le Mexique, représentent dans l'Amérique latine, les pays les plus riches et en même temps ceux qui ressentent le plus leur situation de colonies de l'Amérique dominante. Les autres pays constituent ce que M. Chaunu appelle « l'Amérique immobile », celle qui a conservé et même renforcé les structures sociales du XVII^e siècle, celle où s'ajoutent aux « structures courantes de la domination sociale » « les structures ethniques du mépris ».

C'est ce poids du passé dans la vie des pays d'Amérique latine que met en lumière M. Jacques Lambert dans un livre publié dans la collection Themis (P.U.F.), qui est beaucoup plus qu'un simple manuel. Le sous-titre « Structures sociales et institutions politiques »

illustre le but poursuivi par l'auteur : dépasser l'apparence de la vie sud-américaine pour analyser les causes de ses défauts et tirer profit d'une expérience qui est loin d'être entièrement négative.

STRUCTURES SOCIALES ET INSTITUTIONS POLITIQUES

De cette étude trop riche pour être résumée, nous ne retiendrons que les développements consacrés à la définition de notions de base. On sait l'influence persistante jouée par les structures rurales sur la vie sociale des pays d'Amérique latine. M. Lambert donne une place importante à l'étude des *Latifundios* qu'il définit en se référant à un séminaire latino-américain réuni au Brésil en 1953 comme « de grands domaines exploités par des méthodes archaïques et partiellement exploités ». Toutes les grandes propriétés de l'Amérique latine ne sont donc pas des *Latifundios*, celles, en particulier, entièrement et efficacement exploitées grâce à des capitaux importants, comme les *fazendas* de café de Saint-Paul, certaines *estancias* de l'Argentine ou de l'Uruguay ou les plantations de canne à sucre des Antilles. Dans le *latifundio*, au contraire, la terre est gaspillée, abandonnée dès qu'elle est épuisée, les relations entre le propriétaire et les travailleurs agricoles sont, le plus souvent, régies par l'arbitraire, la vie y reste coupée des courants nationaux.

La responsabilité des « *Latifundias* » dans les retards de l'évolution sociale est souvent évoquée. Les structures sociales modelées par le grand domaine sont restées figées, ce qui explique l'absence de classes moyennes rurales, la prédominance des villes et l'isolement croissant des campagnes. L'analphabétisme, l'irresponsabilité, souvent aussi l'oisiveté, sont encore les tares marquantes de cette société archaïque.

L'échelle des valeurs de l'aristocratie terrienne a favorisé le développement d'une forme de culture générale de valeur, mais « sans application économique directe, réservée à l'aristocratie, cette forme de culture s'accommodait fort bien de l'ignorance des masses ». On comprend mieux dès lors les différentes contradictions entre la forme des institutions et les structures sociales. Sur le plan idéologique, les cultures latino-américaines n'ont jamais été dissociées des cultures nord-atlantiques alors que sur le plan technologique le retard n'a fait que s'accroître. L'attrait des institutions démocratiques représentatives s'exerce sur les élites intellectuelles, mais reste étranger aux masses. L'instabilité politique trouve en grande partie son origine dans la persistance d'une société dualiste.

La présentation faite dans les deux dernières parties de l'ouvrage des forces et des institutions politiques montre combien l'auteur est soucieux d'éviter les généralisations abusives. Nous y noterons seulement la faible part consacrée aux partis démocrates d'inspiration chrétienne, ce qui prouve à quel point l'ascension rapide de ces forces neuves surprend les observateurs les mieux avertis. L'avenir seul dira si ces partis récemment créés disposeront du temps nécessaire pour vraiment « faire sentir leur action avant de nouvelles révolutions violentes ». L'expérience chilienne de « révolution dans la liberté » prend une importance particulière par les enseignements qu'elle pourra offrir.

Le décalogue de la lutte contre la faim

par Josué de CASTRO

En étudiant le problème de la faim dans les limites de son pays qui occupe la moitié de la superficie de l'Amérique du Sud, le Brésil, Josué de Castro, président en 1951 de la F.A.O., a établi dans sa fameuse « Géographie de la Faim » (Editions du Seuil, Collection Esprit) les principes d'une nouvelle méthode d'analyse du phénomène alimentaire ainsi que les grandes lignes d'une politique de lutte contre la faim qui l'une et l'autre peuvent s'appliquer à tous les pays de l'Amérique Latine et à d'autres régions du monde.

« 1. — Le Brésil, pays sous-développé, qui traverse actuellement une phase de développement autonome et rapide de son industrialisation, n'est pas encore parvenu à se libérer de la faim et de la sous-alimentation, qui pendant des siècles ont durement marqué son évolution sociale, entravant sa progression et le bien-être de son peuple.

« 2. — La dualité de la civilisation brésilienne avec sa structure économique bien intégrée et prospère dans le secteur industriel et sa structure agraire archaïque, de type semi-colonial et de tendance radicale à la monoculture latifundiaire, est la principale responsable de la survivance de la faim dans le cadre social brésilien.

« 3. — Rien n'est plus nuisible à l'approvisionnement alimentaire du pays que sa structure agraire féodale, son régime de propriété inadéquat, ses relations de travail socialement dépassées et la non-utilisation de la richesse en puissance des terres.

« 4. — Les faibles indices de productivité agricole, issus de l'exploitation empirique et désordonnée de la terre, la production insuffisante due à l'exiguïté des surfaces cultivées malgré l'énorme potentiel de terres vierges du pays, le manque de moyens de transport et d'emménagement des produits, sont autant de facteurs essentiels du conditionnement d'un approvisionnement alimentaire insuffisant et inadapté aux nécessités nutritives de notre peuple.

« 5. — L'inflation provoquant une hausse continue des prix des denrées alimentaires, et le faible pouvoir d'achat d'une grande partie de notre population, principalement dans la zone rurale, ont rendu encore plus difficile le ravitaillement adéquat de la grande majorité des Brésiliens.

« 6. — Malgré les efforts réalisés, malgré les programmes d'éducation alimentaire et d'extension agricole, que l'on essaie de disséminer dans le pays, ainsi que les connaissances fondamentales et pratiques de la science de la nutrition, l'ignorance de ces notions de base constitue encore un facteur d'aggravation du régime alimentaire, car le peuple utilise fort mal ses maigres disponibilités financières.

« 7. — Autre facteur d'aggravation de la situation alimentaire : l'essor industriel du pays ne s'accompagne pas d'un

relèvement de la production agricole capable de répondre aux besoins sans cesse croissants d'une population désireuse d'améliorer sa façon de vivre, notamment dans les villes.

« 8. — L'alimentation du Brésilien se révèle donc inadéquate sur toute l'étendue du territoire national ; elle est en général insuffisante, incomplète et déséquilibrée, et entraîne le pays dans un régime de faim habituelle — soit de faim endémique, à la fois quantitative, comme dans la région amazonienne, le Nordeste sucrier et la zone de monoculture du cacao ; soit de faim épidémique, comme dans la zone du sertao, soumise aux sécheresses périodiques, soit de sous-nutrition chronique, aux carences plus discrètes comme dans les régions du Centre et du Sud.

« 9. — La faim, tant globale que spécifique, exprimée par les innombrables carences qui affectent l'état de nutrition de notre peuple, constitue sans aucun doute le facteur prépondérant de la lenteur de l'intégration économique du pays. La dénutrition chronique, condition biologique particulièrement dégradante, est responsable des graves déficiences de notre population. Elles sont la conséquence directe des indices alarmants de mortalité infantile, de mortalité globale et de mortalité due aux maladies les plus fréquentes comme la tuberculose ; des hauts coefficients de morbidité et d'incapacité de travail, des faibles indices de longévité qui sont autant de manifestations bio-statistiques de l'état de dénutrition de la collectivité. La faim pousse encore plus loin ses effets destructeurs en corrompant l'âme de la race, l'ardeur des pionniers infatigables qui réussirent au début à vaincre l'hostilité d'un milieu géographique inconnu ; elle bannit tout esprit d'initiative et engendre l'apathie, le conformisme ou l'explosion désordonnée de rébellions stériles, véritables crises de nerfs de populations neurasthéniques et dévaminées.

« 10. — Aucun plan de développement ne peut être viable s'il n'aboutit, après un délai raisonnable, à améliorer les conditions alimentaires du peuple, de sorte que, enfin délivré du poids écrasant de la faim, ce peuple puisse produire dans des proportions qui lui permettent d'atteindre un véritable développement économique équilibré : d'où l'importance de cet objectif : « des aliments pour le peuple », c'est-à-dire : « la libération de la faim ».

« Ce qu'il nous faut, c'est une politique qui accélère le processus de développement, brise les forces d'opposition les plus réactionnaires qui empêchent des groupes et des secteurs énormes de la nation de participer à l'économie du pays, une politique qui fournisse les moyens indispensables au relèvement de nos types d'alimentation. Car il n'existe aucun spécifique contre la faim, aucune panacée qui puisse guérir ce mal comme s'il s'agissait d'une maladie de source définie. La faim n'est qu'une expression — la plus noire et la plus tragique — du sous-développement économique, expression qui ne disparaîtra qu'avec lui et le paupérisme généralisé qu'il détermine. »

LES AZTEQUES ET LES INCAS

LORSQU'EN l'année « Deux-Roseau » (1325 de notre ère) les barbares Mexica arrêtent leur errance au milieu du lac de la lune pour fonder Mexico-Tenochtitlan à l'endroit précis où un aigle perché sur un cactus dévore un serpent, les Aztèques (car Aztlan était le point de départ mythique de leur migration) constituent une « pauvre tribu, mal accueillie, soumise à cent humiliations ».

Un siècle et demi plus tard Tenochtitlan est une ville d'un millier d'hectares, groupant plus de 500.000 habitants. Pour Jacques Soustelle : « Ni primitive, ni décadente, la capitale reflète comme un miroir un peuple qui conserve la cohésion tribale mais qui, au sommet d'un empire, entrevoit des horizons nouveaux » (1).

C'est qu'en effet la démocratie tribale des Aztèques prosaïques a fait place à une monarchie aristocratique et impérialiste. La classe dirigeante est représentée par des fonctionnaires, militaires ou civils, qui jouissent des prérogatives attachées à leurs fonctions et, au XVI^e siècle on peut dire qu'une « noblesse » était en train de se créer (chefs de guerre, gouverneurs, fonctionnaires des impôts, juges, fils de dignitaires en attente d'une nomination) intimement liée à la catégorie des prêtres, puissants et prestigieux mais pauvres et austères.

Et déjà apparaissait une classe mercantile, en voie d'ascension qui, sans la brusque conquête espagnole, aurait modifié les structures sociales. En outre, si le droit éminent de la collectivité subsiste, il apparaît très distinctement qu'un domaine privé se constitue au détriment du domaine public, d'où accroissement de l'inégalité des fortunes, mobilières et immobilières.

Pour reprendre la définition de J. Soustelle, la cité aztèque était devenue « un Etat engagé dans une carrière d'expansion, une société qui se diversifiait, où des antagonismes commençaient d'affleurer, où le régime de la propriété se modifiait, où le service public et la richesse commençaient d'entrer obscurément en lutte ». Et au-dessus, la religion « vivante, dominatrice, indiscutée » soutenant tout l'édifice de la civilisation mexicaine.

Cette « religion » — par ailleurs ouverte à toutes les divinités étrangères (ce qui constituera le malentendu majeur entre Motecuhzoma et Cortès) — écrase l'homme sous le poids des dieux et des astres et le livre aux assauts de l'horrible et du monstrueux en pénétrant profondément la vie quotidienne.

C'est d'elle que vient la pratique de la « guerre fleurie » ce rite qui permettait de faire des prisonniers dont le sacrifice sous le couteau d'obsidienne procurait « l'eau précieuse » — c'est-à-dire le sang humain — au soleil pour qu'il poursuive sa marche. « Le sacrifice humain est une transmutation par laquelle on fait de la vie avec de la mort ».

Mais progressivement, l'homme civilisé succède à l'aventurier, un code de modération fait son apparition et au XVI^e siècle la courtoisie devient une pièce essentielle de l'ordre nouveau. Les poèmes retrouvés, l'architecture et la sculpture reconnues montrent suffisamment que « ces hommes de l'Ancien Mexique ont été des civilisés ».

Pour Jacques Soustelle, la civilisation mexicaine « a été véritablement assassinée ». Elle a péri avant d'avoir donné ce qu'elle recelait encore.

Au fil de la vie quotidienne des Aztèques, il reste que cette culture « si soudainement anéantie, est une de celles que l'humanité peut s'enorgueillir d'avoir créées ».

Derrière la légende de la « montagne d'argent », le mirage d'un El Dorado cherché avec acharnement, le mythe d'un Etat socialiste andin en plein XV^e siècle, et les pierres mortes de MACHU-PICHU, quelle est la réalité ? Comment

un Empire plus vaste que l'Empire aztèque du Mexique, Empire qui s'étirait sur 4.000 km, du Chili à la Colombie, et couvrait plus de 611.000 km², a-t-il pu s'effondrer aussi rapidement, à la tombée du jour, le 16 novembre 1532, dans le guet-apens de Cajamarea qui vit une poignée de cavaliers commandés par Francisco Pizarro s'emparer de l'Inca Atahualpa ? C'est à ces questions — et à bien d'autres — que l'ethnologue Alfred Métraux nous propose ses réponses dans un livre passionnant (2) qui fait partie d'une collection dont on connaît la valeur.

Cet empire dévorant avait pour chef de voûte la caste des Incas, descendants directs de Inti, le Dieu Soleil, car le terme d'Inca désignait le chef, le souverain, le noble (il convient donc de se méfier des pièges du vocabulaire et des assimilations trop rapides). Mais leur puissance reposait sur le travail et l'union des peuples divers, sur la paysannerie andine dont les familles étaient groupées dans les célèbres ayllus, ces communautés rurales, lignages patrilinéaires, dirigées par les anciens, les curaca. Si la pomme de terre est le don le plus précieux du Pérou à l'Europe, le caractère spécifique de son économie est représenté par le lama, cette admirable bête de somme et bête de sacrifice. J'ai nommé le Pérou, on appelait en effet ainsi l'Empire des Incas ou Tahuantín Suyu, cet Etat correspondait en fait à ce que les archéologues appellent l'aire andine.

Alfred Métraux sait nous décrire la religion des Incas « un peu à l'image d'un Etat où des structures sociales et économiques encore archaïques s'intégraient à un système administratif déjà rationnel et où les civilisations les plus diverses tendaient à se fondre dans un même creuset ». Nous pouvons ainsi lire deux prières adressées à Viracocha, le Créateur et Civilisateur, dieu prééminent à partir du règne du grand Pachacuti. Mais les peuples avaient une religion éminemment agraire, basée sur la Terre-mère et leur superstition terrienne se traduisait par de multiples huaca (idole, sanctuaire, et tout ce qui recélait une manifestation surnaturelle). Nous apprenons aussi la vérité sur les Vierges du Soleil, le rite de la confession et les sacrifices humains (sans comparaison avec les hécatombes des Aztèques).

La controverse la plus vive soulevée par l'Empire des Incas concerne son organisation. Alfred Métraux ne croit pas à son caractère socialiste, dont le mythe, tenace, procède d'une conception sommaire des institutions incasiques. « En fait, l'Empire des Incas combinait le despotisme le plus absolu avec la tolérance envers l'ordre social et politique des populations sujettes... Il ressemble fort à une monarchie de type asiatique... » De plus, une révolution s'ébauchait qui annonçait l'apparition d'une sorte « d'empire pré-féodal ». Et les analogies avec l'ancien royaume du Dahomey sont troublantes.

On lira sans doute avec intérêt la description du sort des indiens après la conquête : leur exploitation impitoyable allant jusqu'à la torture et au massacre (des mines de Potosi, aux ateliers de tissage), et leur révolte (la dernière remonte à 1780-1781). Leur sort ne fut pas amélioré après l'indépendance : on institua même des corvées de mastication ! Aujourd'hui encore les indiens restent pauvres et repliés sur eux-mêmes — leur problème fondamental est celui de la terre —. En Bolivie, cependant la réforme agraire de 1953 a montré leur capacité économique et politique. Bref, « les Incas », agrémentés d'excellentes illustrations, sont un excellent guide du passé qui éclaire précieusement la réalité d'aujourd'hui.

Henri MARSAN.

(1) « La vie quotidienne des Aztèques à la veille de la conquête espagnole ». Hachette (Réédition : décembre 1964).

(2) « Les Incas » par Alfred Métraux. Edit. du Seuil. Collection « Le Temps qui court ».

CHER LECTEUR

Nous nous permettons de vous rappeler que l'existence d'une Revue dépend essentiellement du nombre de ses abonnés.

Notre ambition est de proposer honnêtement à celui qui veut bien nous lire, les éléments d'une problématique sans lui imposer une solution préétablie, respectant ainsi sa liberté, sa responsabilité, son esprit critique. Nous ne cédon pas au mythe de l'information, dite objective, qui le plus souvent présente sous une apparente neutralité des conclusions camouflées.

Nous ne dissimulons ni nos préférences, ni nos sympathies, ni nos souhaits, mais nous nous efforçons dans un esprit d'ouverture à autrui et de loyale confrontation, c'est-à-dire dans un esprit démocratique, de dégager les vraies interrogations et les vrais problèmes. Nous voulons substituer aux fausses querelles les débats authentiques.

Si vous approuvez notre conception de la presse d'idées et de formation, si vous êtes favorable au dialogue et à la libre recherche, si vous récusez le sectarisme comme le dogmatisme, alors nous vous demandons de nous apporter votre appui actif qui nous est indispensable pour établir dans une durée moins précaire notre entreprise au service de l'idée démocratique.

Abonnez-vous, incitez vos amis à s'abonner, adressez des listes de personnes susceptibles d'être intéressées par France-Forum. D'avance merci.

Etienne BORNE - Henri BOURBON.

Lire « France Forum » c'est vivre avec son temps.	TARIF D'ABONNEMENTS		Ordinaire	Soutien	Le numéro	ABONNEZ-VOUS A FRANCE-FORUM
	France Métropolitaine		20 F	25 F	2,50 F	
	Autres pays		22 F	25 F	3,00 F	
	C.C.P. Paris 14.788-84 — 68, rue de Rennes, Paris (VI ^e).					

Un nouveau monde

par Etienne BORNE

II L est fâcheux que lorsqu'on parle d'Amérique on entende couramment les seuls Etats-Unis, comme s'il n'y avait pas deux Amériques, et comme si l'autre qui occupe en outre une vaste portion de l'hémisphère Nord n'était pas aussi une Amérique à part entière, pour emprunter le langage du dernier et du plus illustre de ses visiteurs. La confusion couramment commise n'est cependant pas sans signification historique et politique. Les Etats-Unis d'Amérique, et un peu plus généralement l'Amérique anglo-saxonne, ont pesé et continuent à peser dans le monde d'un poids plus lourd que l'autre Amérique, dite latine, et la présence des U.S.A. se fait sentir, parfois quelque peu indiscrètement, d'un bout à l'autre du continent qui s'allonge entre les deux pôles. Aussi l'Amérique latine souffre-t-elle d'apparaître comme la deuxième Amérique, un peu comme la femme selon l'ordinaire revendication féministe, tolère mal de n'être que le deuxième sexe.

L'ACTUELLE situation d'inégalité, de dépendance, de frustration est le résultat de tout un long passé. Alors que l'Amérique portugaise, décolonisée par étapes et sans trop de heurts, devenait un seul Etat, le Brésil, l'immense et disparate Amérique espagnole éclatait en un trop grand nombre d'Etats de dimensions diverses et Bolivar, le libérateur, mourait dans le désespoir de n'avoir pu être le Washington fédérateur des Etats-Unis de l'Amérique du Sud. Au dedans de chaque Etat une vie publique mouventée, coupée de pronunciamientos, n'arrivait à établir, malgré la sincérité des intentions, qu'une légalité démocratique précaire et sans cesse contestée, cependant que les U.S.A., après avoir subi et surmonté l'épreuve de la guerre de Sécession, s'installaient dans des institutions définitivement stables et libérales. Les conditions sociales et économiques venaient ensuite s'ajouter à cette différence des destins politiques pour mettre l'Amérique latine en position d'infériorité par rapport à l'Amérique anglo-saxonne. Excès de distance entre un petit nombre d'énormes fortunes et les multitudes prolétariennes, plus d'ailleurs paysannes qu'ouvrières ; régime de « latifundia » qui favorise l'archaïsme des techniques agricoles ; industrialisation longtemps entravée par la pénurie d'aliments énergétiques au siècle de la houille ; méfaits de la monoculture ; disette de capitaux autochtones, toutes ces causes ont joué pour mettre une Amérique latine en état de moindre développement dans la dépendance du capitalisme yankee.

D'OU cette volonté de libération et d'autonomie qui soulève dans ses profondeurs l'Amérique latine et qui s'exprime le plus souvent dans le style passionnel d'un nationalisme antiyankee. D'où cette tentation de penser en termes marxistes les rapports entre des U.S.A. capitalistes, néo-colonialistes et une Amérique latine exploitée et colonisée. D'où le prestige que se sont acquis, dans les milieux les plus véhéments, Cuba et Fidel Castro plantés comme un défi dans les

eaux les plus proches des Etats-Unis. Un tel ressentiment n'est pas seulement réaction irrationnelle et affective. L'Amérique latine comprend instinctivement (chez les Latins l'instinct est une forme de l'intelligence) qu'elle ne se sauvera pas par l'imitation d'un modèle anglo-saxon de société et de civilisation, par laquelle elle contraindrait ou renierait le génie qui lui est propre. Et si elle incline parfois à se référer à quelque modèle russe et chinois, ce n'est pas que les fatalités économiques et les déterminismes sociaux la prédestinent à une nécessaire expérience marxiste, c'est qu'elle cherche à irriter par le langage le plus mal-pensant les pieuses oreilles du géant yankee. Car l'Amérique latine est foncièrement rebelle aux disciplines mécanisées et à l'horlogerie implacable du rationalisme communiste.

P OUR devenir ce qu'elle est, l'Amérique latine doit affronter un certain nombre d'exigences urgentes : réforme agraire, victoire à remporter à la fois sur la faim et l'analphabétisme, formation accélérée de cadres techniques, accueil aux capitaux d'autrui et refus des ingérences capitalistes. Elle s'apercevra alors que ses difficultés ne venaient pas, comme le lui suggéreraient volontiers des amis puissants et intéressés, de quelque infériorité culturelle invinciblement liée à ce qu'on appelle la latinité et qui serait par destin bavarde, sentimentale, rhétorique et impuissante. A mesure qu'elle avancera sur la route du progrès, l'Amérique latine approfondira davantage les deux termes dont elle est la synthèse plus que la somme latine, parce qu'elle garde de ses origines lointaines la paradoxale alliance de deux rythmes différents dans la vie quotidienne et l'imagination, l'un de lenteur détachée et avisée, l'autre de rapidité bondissante et exaltée, ce qui est une manière, que Camus aurait dite méditerranéenne, de mettre ensemble pour les contrarier et les animer l'une par l'autre la sagesse et la poésie (à l'inverse de l'Américain du Nord qui précipite les rythmes de la vie extérieure et l'imagination froide et lente). L'Amérique latine est aussi totalement et pleinement américaine, c'est-à-dire à l'échelle des grands espaces neufs, des paysages grandioses et abrupts, des ressources encore vierges qui offrent tant de chances aux aventures de l'esprit et aux créations démesurées et insolites ; plus qu'aucun autre continent, Amérique anglo-saxonne comprise, l'Amérique latine est un nouveau monde.

Y triomphent, par convergence de ces sources et de ces inspirations, une ouverture et une gentillesse, d'une chaleur sans mesure qui, surtout dans les choses du cœur, ignorent les modérations avares, qui empêchent les passions politiques d'aller malgré leur vivacité jusqu'à la haine qui tue et aux proscriptions sanglantes. L'Amérique latine n'est pas incapable d'inventer, en ne consultant qu'elle-même, un style d'humanisme politique qui leur permettra de résoudre par des formules originales de sévères équations économiques et de dures contradictions sociales, car nulle part ailleurs dans le monde on ne sait mieux, et c'est la leçon de tant de recherches effervescentes, confuses, riches, que le politique est chose humaine.